**Sommaire**



Avis aux lecteurs: La version de base des «Cahiers du CESAT» est la version électronique diffusée sur les sites du CESAT*[[1]](#footnote-1)*. Cette version «papier» n’en est qu’un extrait.

* [**Éditorial**:**A-t-on bien intégré la fin de la Guerre froide?**](#_Éditorial) **p. 3**

*Par le général de corps d’armée B. DARY*

* **[Adresse du Commandant du CESAT](#_L’adresse_du_Commandant_1) p. 9**

*Le général H. SZWED*

* **Un penseur militaire**

[Le colonel REICHEL](#_Daniel_REICHEL_(1925-1991))  p. 13

#### Par Monsieur M.MOTTE

* **Articles d’intérêt général**

[**Dissuasion nucléaire et conflictualités**](#_Dissuasion_nucléaire) **p. 25**

#### Par Monsieur L. GAUTIER

# Britania for ever p. 35

##### *Par Madame F. THIBAUT*

# [Le concept de diplomatie aérienne](#_Le_concept_de_2) p. 41

#### Interview de monsieur le Professeur H. COUTAU-BÉGARIE

[**Les héros réfutent la «victimisation»**](#_Les_héros_réfutent) **p. 45**

#### *Par le chef d'escadron S. DUVAL*

The revolution in military affairs:12 observations on an out-of-fashion idea p. 49

*Par le lieutenant-colonel S. STEPHENSON*

* **Libres opinions[[2]](#footnote-2)**

**Articles à consulter sur les sites du CESAT:**

# *L’action non-cinétique: autre moyen d’opérations?*

*Par le capitaine F. FAUBLADIER*

# *Préservation de la confidentialité: rôle pivot du Service Infrastructure*

*Par le chef de bataillon R. CHARDON*

# *Le concept «Logan» appliqué à l’armée de Terre*

*Par le chef de bataillon A. de ROFFIGNAC*

# *Les scientifiques et les opérations: une chance à saisir*

*Par le chef d’escadrons P.-A. MOURIER*

**L’OTAN, une opportunité pour la tactique française** **p. 57**

*Par le chef de bataillon C. de LA CHAPELLE*

[**L’équation stratégique en Europe 1939 – 1940**](#_Par_le_lieutenant-colonel_1) **p.** **61**

*Par le lieutenant-colonel C. FRANC*

**Témoignage d’un ORSEM en mission d’urgence humanitaire en Haïti p. 65**

*Par le Capitaine (ORSEM) G. de GENTILE DUQUESNE*

# [«Adaptons la formation des officiers!»](#_L’expérience_de_l’armée) p. 73

## *Par le chef de bataillon de RICHOUFFTZ*

# [Soutien national et préparation opérationnelle des unités de transport](#_Soutien_national) p. 77

## *Par le chef d’escadron S.LECOMTE*

# [Iran: la tentation de l’empire](#_Iran:_la_tentation) p. 81

#### Par le capitaine (TA) G. GASTELU

Prospective et innovation en recherche de victimes ensevelies p. 85

# *Par le capitaine (TA) Christophe DEBRAY*

# [Pour quelles raisons 25% des EVAT dénoncent-ils leurs contrats?](#_Pour_quelles_raisons_1) p. 91

#### Par le chef de bataillon T. JACQUINET

# [Emploi de la communication pour entretenir le lien armée-nation](#_Du_bon_emploi) p. 95

### Par le chef de bataillon S. PIQUET

# L’externalisation du transport routier de surface p. 101

#### Par le capitaine (TA) L. SOUBIROU

###### Leçons d’histoire

###### *Par le colonel M. GOYA*

# [Comment «transformer» une armée en deux semaines?](C:\\Users\\MAZEL\\Desktop\\transformer" \l "_Comment_) P. 109

* **On a aimé**

L’opération Turquoise et l’armée française au Rwanda 1990-1994 p. 115

*Du général (2s) Jean-Claude LAFOURCADE*

«HADES» vu par ses artisans p. 116

***Ouvrage collectif***

# JOFFRE: de la préparation de la guerre à la disgrâce 1911 – 1916 p. 116

***Du général (2s) André BOURACHOT***

**Le général GEORGES p. 116**

***Du lieutenant-colonel SCHIAVON***

**Émeutes, terrorisme, guérilla…violence et contre-violence en zone urbaine p. 119**

***De Loup FRANCART et Christian PIROTH***

Au service de l’espoir. Récits d’un pilote de transport p. 120

## *De Philipe STANGUENNEC*

# Éditorial



*Par le général de corps d’armée Bruno DARY,*

*Gouverneur militaire de Paris*

**A-t-on bien intégré la fin de la Guerre froide?**

Lorsque j’entends parler un certain nombre de cadres, jeunes ou moins jeunes, notamment lorsqu’ils s’apprêtent à partir en Afghanistan, je suis souvent assez étonné de m’apercevoir que la disparition du Rideau de Fer, avec toutes ses implications tactiques, n’a pas encore disparu de nos modes de pensée et de nos raisonnements guerriers et que, bien souvent, ils semblent se complaire à faire «la guerre tout seuls». Or cette évolution doit plus s’apparenter à une «révolution» sans son caractère violent qu’à un simple effet de mode dont il faut toujours savoir se méfier.

Aussi, à travers cet éditorial, je me propose de développer ce sujet, dans le but de convaincre ceux qui, demain et après-demain, auront à gérer les crises ou à conduire des opérations, et leur montrer à quel point notre approche tactique et opérative se doit de l’intégrer pour s’adapter au monde moderne.

### **La disparition du Rideau de Fer ou la fin de la guerre totale**

La chute du mur en novembre 1989 n’a en soi pas modifié le paysage tactique; c’est surtout la disparition du Pacte de Varsovie, quelques années plus tard, qui le fit! D’abord, pour la première fois de notre histoire, nous n’avions plus de menaces à nos frontières, mais surtout, la Guerre Froide, dans laquelle les plus anciens d’entre nous ont vécu la première partie de leur carrière, a été la dernière grande guerre du XXème siècle; avec la fin de la Guerre Froide – que le monde occidental a d’ailleurs gagné de la plus belle manière qui soit, à savoir sans tirer un seul coup de canon – disparaissait la notion de «guerre totale», c’est-à-dire la guerre où tout le pays est engagé pour sa survie.

Rappelons-nous la phrase restée célèbre de Clemenceau en 1917: «Je fais la guerre!» Pour le Tigre, cela veut dire que tout le pays fait la guerre: tous les ministères ont un seul objectif, la victoire; la société est organisée de façon à faire face à l’ennemi: les hommes au front, les femmes dans les usines et dans les champs; l’économie est devenue une économie de guerre, ce qui d’ailleurs ruinera la France; la diplomatie est une diplomatie de guerre; même la religion, qui avait tant divisé le pays quelques années auparavant, est utilisée à des fins patriotiques! Sur le front, la confrontation entre les deux armées, ou plutôt les deux coalitions, ne prend en compte qu’une seule dimension, la tactique pure; du niveau stratégique au niveau tactique le plus élémentaire, il s’agit de détruire celui d’en face. Et cette vérité s’applique des deux côtés: alors que l’un cherche à «saigner l’armée française à Verdun», la consigne de l’autre est claire: «ils ne passeront pas!» Sur le plan tactique, que l’on lise «***Orage d’acier****»* d’Ernest Jünger ou «***Les croix de bois***» de Roland Dorgelès, les consignes étaient les mêmes, simples et claires; il s’agissait de tuer celui d’en face si l’on ne voulait pas se faire tuer! Et c’est d’ailleurs ce qui s’est passé, au vu du nombre de tués de part et d’autres! La notion de dégâts collatéraux n’existait pas, et même si ce sont les forces armées qui ont payé le plus lourd tribut, les objectifs de l’artillerie visaient les villes comme les tranchées.

Il ne faut pas croire que cette description est caricaturale, car l’exemple des autres guerres totales du XXème siècle est similaire: si pour la France la 2ème Guerre mondiale fut moins meurtrière; elle le fut bien plus pour l’Europe et le monde; elle le fut aussi bien plus pour l’armée française entre mai et juin 1940, durant la campagne de France. Là encore, ce furent deux coalitions qui s’affrontèrent et qui durent mobiliser toutes les forces vives de chaque pays pour combattre; dans son appel du 18 juin, le général de Gaulle ne tergiverse pas, il parle même de «guerre mondiale»! La guerre froide, quant à elle, rejoint la même «logique» poussée alors à son paroxysme, avec un dilemme qui était encore plus simple et plus radical, car l’époque de l’ère du nucléaire et de la dissuasion débutait et il s’agissait de détruire intégralement le pays adverse, en commençant par les grands centres urbains! Heureusement, la dissuasion a joué son rôle au premier degré, en ce sens que l’adversaire potentiel, en l’occurrence l’Union soviétique et plus particulièrement ses différents présidents, restèrent convaincus que s’ils lançaient leurs divisions à l’Ouest, non seulement elles se feraient détruire par les armes de destruction massive, mais aussi ce serait une partie de leur patrimoine national qui serait détruit, pour ne pas dire «vitrifié»! Et la doctrine d’emploi de la 1ère Armée française, uniquement orientée face à l’Est, consistait alors, en liaison avec l’OTAN, à s’opposer tous moyens réunis au Pacte de Varsovie, avant que le chef des armées ne procède au déclenchement du feu nucléaire, d’abord tactique avec les Pluton, puis stratégique avec ses composantes aérienne et sous-marine.

Mais aujourd’hui, on peut se demander ce qui a changé dans les affaires militaires qui nous concernent? Avec les opérations de maintien de la paix, certains avaient pu penser à la fin de la guerre, à la fin de l’histoire même, et à l’apparition d’un genre nouveau, la crise! Mais l’engagement en Afghanistan nous a ramenés à la réalité, en nous rappelant que la guerre existait, même au XXIème siècle, et qu’à l’oublier trop vite on risquait d’avoir des déboires!

On pourrait résumer le nouveau paysage militaire en trois phrases:

* la guerre totale a disparu!
* le caractère global des affrontements est apparu;
* les affrontements tactiques durs continuent.

La guerre totale a bien disparu de notre horizon visible et il semble fort improbable de voir réapparaître à un terme raisonnable une nouvelle menace majeure à nos frontières qui pourrait se transformer en guerre totale, en menaçant par la force notre propre pays. Chacun connaît l’adage désormais célèbre: «*S’il n’y a plus de menace à la frontière, il n’y a plus de frontière à la menace!*». La notion de menace existe toujours et le terrorisme est toujours là pour nous le rappeler! Pourtant, seules des crises limitées peuvent être raisonnablement envisagées, qui ne pourront remettre en cause, ni la survie du pays, ni sa stabilité. Même si certaines crises ont vu un engagement important des forces françaises, le dernier Livre Blanc n’envisage qu’au mieux (ou au pire?) un engagement majeur de 30.0000 soldats! On ne voit pas aujourd’hui de scénario crédible, à un horizon de 10 ou 15 ans, où les intérêts vitaux de notre pays seraient directement menacés par une force émanant d’un pays étranger. Il est peut-être utile de préciser que cela ne signifie pas que notre pays demeure à l’abri de menaces d’autres natures, notamment d’ordre économique, culturel, ou plus simplement d’un risque majeur, tel qu’une pandémie. Et puis, comme ultime argument, il nous resterait la dissuasion face à un «fou»! Mais la disparition de l’éventualité d’une guerre totale a eu pour conséquence concrète, non seulement en France mais aussi en Europe – on pourrait même dire et surtout en Europe – la diminution des forces armées, certains pays remettant presque délibérément leur propre sécurité sous le parapluie de l’OTAN.

En revanche, si la guerre totale a disparu avec son caractère manichéen de rapport de forces entre «amis/ennemis», les tensions sur la scène internationale n’en ont pas pour le moins disparu et la sécurité d’un pays comme le nôtre ne s’arrête pas à ses seules frontières! Ainsi est née une nouvelle forme de confrontation, la crise. Par rapport aux confrontations antérieures, elle a perdu son caractère à la fois binaire et paroxysmique. En revanche, elle est devenue plus complexe dans son approche, sa gestion et sa conduite; elle revêt en effet la plupart du temps un caractère global, en ce sens qu’il y a toujours plusieurs volets dans sa conduite: une dimension médiatique, une dimension sociale, une dimension morale, psychologique, économique, culturelle, religieuse, etc... Et la manœuvre qu’a dorénavant à conduire tout chef se doit intégrer tous ces paramètres de façon plus ou moins importante en fonction de la situation, et il est rare que l’un d’eux n’interfère pas à un degré ou à un autre avec un ou plusieurs autres. Tout récemment, le président Obama s’adressait en ces termes aux jeunes officiers de West Point: «*Le succès ne sera pas mesuré seulement par votre action sur le champ de bataille, mais par votre compréhension des cultures*». De cette prise en compte générale découlent trois corollaires majeurs:

* d’abord, la solution à ces crises ne peut être uniquement militaire. Il est impératif d’établir ou de rétablir un minimum de sécurité dans une zone qu’il nous faudra alors contrôler en permanence, car rien n’est possible sans un niveau acceptable de sécurité; mais qu’il s’agisse de la reprise des activités sociales, économiques et humaines, elles seules sont sources de développement; c’est pourquoi d’autres opérateurs doivent entrer en jeu pour participer à la restructuration du pays; cette phase de transition est particulièrement sensible, car un retour en arrière reste toujours possible et les opérateurs civils ne se «bousculent pas», ce qui avait fait dire en son temps à Carl Bild, parlant de la reconstruction de la Bosnie: «*ce n’est pas un travail de militaire, mais il n’y a qu’eux pour le faire!*»
* deuxième corollaire et non des moindres, dans la phase de sécurisation il faut intégrer déjà dans le concept d’opérations la phase suivante de reconstruction du pays: ne pas détruire ce qu’il faudra reconstruire, épargner la vie des populations, veiller à limiter les dégâts collatéraux; cette contrainte impose au chef tactique de «manœuvrer avec discernement». C’est ce que disait Gallieni à ses commandants de formations avant de s’emparer d’un village malgache: «*Je vous rappelle, Messieurs, que notre mission principale consiste à faire fonctionner le marché demain après-midi!*» C’est ce que firent aussi les forces aériennes de l’OTAN, dans le choix des cibles au Kosovo et en Serbie, durant la campagne aérienne «Allied Force» en 1999;
* enfin, le dernier corollaire concerne tous les niveaux de la hiérarchie, car l’exigence de discernement s’applique au niveau opératif comme au niveau tactique le plus élémentaire et dans la manœuvre comme dans le comportement: comment expliquer à une population qu’une coalition lui veut du bien, si l’appui aérien a fait plusieurs dizaines de morts parmi elle! Comment convaincre un habitant que la force est là pour le protéger, alors que sa maison vient d’être détruite sans raison apparente! Comment rester crédible à l’égard d’une communauté à qui on veut redonner confiance, si les soldats n’ont pas un comportement exemplaire ou manquent de considération à son égard! C’est pour cela qu’est souvent évoquée la notion de «caporal stratégique», car la faute d’un seul peut remettre en cause le travail d’un grand nombre, ruiner la confiance difficilement acquise et faire perdre les bénéfices lentement engrangés!

Mais les affrontements durs n’ont pas disparu de notre paysage! Et le paradoxe tient au fait que nous sommes passés rapidement de la disparition de la guerre totale aux opérations de maintien de la paix, au cours desquelles la communauté internationale a pu penser un moment que la présence de soldats en béret bleu, peu armés et chargés de distribuer des vivres et des stylos, avec la menace fort hypothétique de frappes aériennes serait suffisante! Des déboires ont prouvé le contraire et l’Afghanistan a ramené chacun à la réalité de la guerre et a rappelé que des affrontements tactiques durs, difficiles et meurtriers restaient possibles! Ainsi les chefs qui sont impliqués dans les crises modernes sont désormais confrontés au triple paradoxe suivant:

* un décalage trompeur entre la réalité de l’OPEX et la vie quotidienne des Français; en effet, les soldats ne sont plus impliqués, fort heureusement, dans une guerre totale; la France est un pays en paix où les sujets de préoccupation quotidiens de leurs concitoyens sont le niveau de vie, le chômage, la retraite à 60 ans et…les prochaines vacances d’été, c’est-à-dire des sujets à mille lieues de ce qu’ils vivent au quotidien en opérations extérieures; et c’est normal et compréhensible! Mais dès qu’un incident survient, ils se retrouvent, sans aucun préavis, sous le projecteur des médias avec le devoir d’expliquer la réalité des engagements, voire de s’expliquer!
* une maîtrise du feu toujours plus contraignante: les affrontements sont difficiles, nécessitent systématiquement l’ouverture du feu; mais les soldats doivent faire preuve de discernement dans leur conduite; d’abord pour rester dans l’esprit de la reconstruction du pays qui justifie leur engagement; ensuite pour éviter des dégâts collatéraux, toujours contre-productifs à l’égard de la population et des opinions publiques; enfin pour éviter ou limiter la spirale de la violence. La destruction d’un ennemi clairement identifié et localisé est d’autant plus difficile que celui-ci se réfugie volontairement en zone urbaine, s’identifie avec la population et se joue de nos propres règles d’engagement, alors qu’il nous faut simultanément intégrer la phase suivante de la manœuvre: l’ouverture de l’école, la reprise du marché, l’irrigation des terres voisines, etc…
* enfin, l’ultime contrainte et non des moindres reste la protection des soldats, de nos soldats: il est aujourd’hui loin le temps de la 1ère Guerre mondiale où la France a dû payer chaque jour le sacrifice de quelque 1.000 de ses enfants pour sa survie; il est psychologiquement tout aussi loin le temps de la guerre d’Algérie où la France perdait quotidiennement et durant sept années une dizaine de soldats! L’évolution de l’opinion publique, et même plus simplement de nos propres mentalités, ne permet plus d’envisager aujourd’hui de telles pertes. Cette contrainte forte du «prix du sang et des larmes» demeure pour chaque niveau opérationnel un élément essentiel de l’engagement moderne; notre ennemi ne l’ignore pas, en a pleinement conscience et sait très bien en jouer!

En opérations, ces éléments essentiels limitent la liberté d’action de tout chef! En école de formation, ils doivent devenir non plus des contraintes imposées de l’extérieur, mais des impératifs que l’enseignement tactique, technique et moral doit inculquer à tous nos cadres, afin qu’ils n’apprennent pas à faire la guerre seuls, mais en tenant compte des paradoxes de la société moderne dont ils sont issus…

# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur

# de l’armée de Terre



*Le général Henri SZWED*

**A**u combat, l’adaptation est une nécessité vitale, car ainsi que le rappelle Clausewitz, «…chaque adversaire y fait la loi de l’autre». Or cette réalité est aujourd’hui confrontée à un cadre d’intervention que le général CEMAT a pu caractériser par cinq D, soit des engagements divers, dispersés, qui s’inscrivent dans la durée, tendent à se durcir et sont plus que jamais soumis aux règles du droit. Pour l’officier d’état-major qui participe à la conduite des opérations militaires, et plus généralement à la gestion des crises, cela induit nécessairement une approche globale soulignée par le gouverneur militaire de Paris, qui confronte dans son éditorial les enseignements tirés de l’histoire aux paradoxes du monde moderne.

Dans ce contexte, la voie la plus naturelle de l’adaptation semble la réaction qui, après une juste et rapide prise en compte de la situation, permet d’agir en conséquence. Mais cette option, aussi logique qu’elle soit, n’est pas sans poser de nombreuses questions, notamment dans la tension entre les court et long termes, entre le subi et le voulu. Cette tension est elle-même accentuée par la perception réaffirmée du risque d’une «surprise stratégique» qui implique de conserver une forte capacité d’anticipation.

C’est sans doute là qu’apparaît dans toute sa pertinence la notion d’adaptabilité, en tant que faculté du système à trouver des marges de progression afin de résoudre au mieux les tensions identifiées. Au niveau des forces armées, cela se traduit par leur aptitude à modifier leurs structures ou leurs comportements pour répondre de manière cohérente aux situations nouvelles. Cette adaptabilité peut aussi s’apprécier au prisme du spectre capacitaire, éminemment multifactoriel[[3]](#footnote-3), qui est régulièrement optimisé.

En ce qui concerne l’enseignement militaire supérieur, outre le «fond de sac» opérationnel qui est maintenant développé pour tous à l’EEM puis au CSEM, en particulier par des mises en situation ciblées, l’armée de Terre dispose d’un atout indéniable au travers des scolarités d’officiers brevetés et diplômés suivies à l’EMSST qui appuie les forces terrestres dans leur préparation à l’engagement, grâce à une appropriation des outils et procédures[[4]](#footnote-4) permettant de mieux satisfaire nos propres besoins capacitaires en matière de formation des cadres de haut niveau.

C’est donc à vous, officiers stagiaires du CESAT, de profiter au maximum de ces scolarités contraintes dans le temps pour, non seulement améliorer vos acquis, mais surtout prendre du recul pour réfléchir, échanger vos expériences, être créatifs mais réalistes, consolider vos points de vue en vous exprimant sur le site Taktika ou dans ces Cahiers, afin d’affiner votre force de proposition et votre esprit de synthèse pour bien vous préparer à tenir bientôt des postes pré-décisionnels au sein des forces ou en administration centrale.

## Un penseur militaire



# Daniel REICHEL (1925-1991)



*Par Monsieur Martin MOTTE[[5]](#footnote-5)*

**J**omini excepté, les penseurs militaires suisses sont peu connus en France. Le fait que la Suisse n’ait pris part à aucun conflit depuis plus d’un siècle et demi explique probablement cette ignorance, sans toutefois la justifier. On perd en effet de vue que la tranquillité dont jouit ce paysne repose pas uniquement sur sa neutralité ou son statut de sanctuaire bancaire international, mais aussi sur une armée solide, dont le rôle dissuasif a pleinement joué lors des deux guerres mondiales. Faute d’expérience guerrière directe, les théoriciens suisses ont suivi avec la plus grande attention les expériences étrangères. Ils se sont aussi tournés vers le passé, non pour reproduire des formes de combat caduques, mais au contraire pour dégager les invariants de l’art militaire. Cette méthode, illustrée au XIXème siècle par Jomini, a plus récemment présidé aux remarquables travaux du colonel Reichel, de l’État-Major Général. Fondateur en 1969 du Centre d’histoire et de prospective militaire suisse, Reichel publia dans les années 1980 une «***Analyse de quelques éléments fondamentaux en histoire militaire***» composée de cinq fascicules[[6]](#footnote-6). Le titre ne rend pas pleinement hommage aux talents de l’auteur, dont l’enquête historique inclut de passionnants aperçus anthropologiques et même métaphysiques. Appuyée sur une iconographie excellemment choisie et excellemment exploitée, la réflexion de Reichel cerne le *«phénomène-guerre»* dans sa réalité la plus profonde, mais aussi la plus concrète, le but restant d’y préparer les combattants.

## Les quatre éléments du combat

Malgré les ruptures technologiques, sociologiques ou idéologiques ayant affecté le combat des origines à nos jours, ses composants essentiels restent aujourd’hui encore ce qu’ils ont été de tout temps: le choc, le feu, la manœuvre et l’incertitude; seul a évolué leur dosage. *«L’élément primaire, absolument fondamental du combat, est constitué par le choc»*. Les trois autres éléments *«en sont les compléments nécessaires, certes, mais seul le choc, en définitive, leur confère leur efficacité»*. Ardant du Picq aurait objecté que le choc reste rarissime dans l’histoire de la guerre, car soit une troupe chargée par une autre panique et s’enfuit avant la collision, soit au contraire elle tient bon et c’est l’assaillant qui reflue avant d’arriver au contact[[7]](#footnote-7). Mais l’objection est sans valeur ici. Par «choc» en effet, Reichel ne désigne pas un phénomène mécanique, mais un phénomène psychologique tendant *«à paralyser la volonté et les réflexes de la défense»*, *«une sorte de révélation brutale et sordide, selon laquelle la situation serait sans issue»*. La vraie cible du choc est donc *«l’imagination de l’adversaire»*, non son corps. L’effet de paralysie peut être atteint par un assaut, mais il peut également l’être par *«le feu, ou la menace du feu»*, qui est à cet égard *«un prolongement du choc»*. Le feu, d’ailleurs, n’est véritablement meurtrier qu’à bout portant, auquel cas la différence avec l’assaut est ténue. Pourquoi alors maintenir une distinction entre choc et feu? Parce qu’il existe un feu à distance qui, sans être assez efficace pour briser la résistance nerveuse de l’ennemi, a au moins le mérite de le fixer.

C’est cette fixation qui permet la manœuvre, elle aussi relative au choc puisque sa fonction est de le *«porter»*. Pas davantage donc qu’on ne doit opposer le choc au feu, il ne faut opposer le choc à la manœuvre. Sur ce point, la pensée de Reichel est un utile antidote à certaines illusions concernant l’approche indirecte: elle ne consiste pas à éviter le combat, comme le croient les lecteurs superficiels de Sun Tzu ou de Liddell Hart, mais à l’engager dans des conditions optimales. Il n’y a pas non plus d’opposition terme à terme entre la manœuvre et le feu, puisque, nous l’avons dit, on manœuvre d’autant plus facilement qu’on a fixé l’ennemi par le feu. Avec les armes à longue portée est en outre apparu le tir indirect, qui a permis une véritable manœuvre par le feu: celui-ci n’agit plus seulement sur les premières lignes adverses, mais frappe leurs arrières, anéantissant PC, batteries, dépôts et interdisant les axes de communication. Ne recevant plus ni ordres, ni soutien d’artillerie, ni renforts et ne pouvant plus se replier, l’unité prise au piège d’une telle nasse de feu se trouve dans la même situation que si elle était encerclée. Vient enfin l’incertitude, dont tout stratège ou tacticien avisé tente de se prémunir et qu’il cherche à augmenter dans le camp adverse. Mais quel est en dernière instance l’objet de cette incertitude, sinon la direction d’où surviendra le choc, le moment où il se produira, son intensité et ses effets?

En somme, sans confondre choc, feu, manœuvre et incertitude, Reichel réagit contre le schématisme abstrait qui tendrait à les envisager indépendamment les uns des autres. Conceptuellement distincts, et devant le rester au niveau de la planification (car planifier revient à diviser les tâches), ils doivent être étroitement combinés dans l’exécution. Toute l’histoire militaire montre en effet que la victoire va au parti qui réussit le mieux cette combinaison. À Marathon, la masse perse misant trop sur le choc fut défaite par les hoplites grecs, dont le choc fut préparé par le feu – ou plutôt le jet – et la manœuvre. Sous la Révolution et l’Empire, inversement, les armées d’Ancien Régime misant trop sur le feu furent battues par les divisions françaises combinant elles aussi le feu, la manœuvre et le choc. Notre actuel groupement interarmes répond au même impératif d’articulation optimale entre les fondamentaux de la guerre.

## Le feu: ruptures et continuités

Bien qu’il considère le choc comme le cœur du combat, Reichel consacre au feu les trois premiers de ses cinq fascicules. La raison en est simple: c’est là que sont intervenus les bouleversements les plus saillants de l’art militaire. De l’arc au mousquet, du mousquet au fusil, du fusil à la mitrailleuse, le volume, la puissance et l’effet psychologique du feu ont crû par brusques paliers. À chaque fois en est résulté une crise du modèle tactique antérieur, d’où l’impression que les leçons de l’histoire étaient définitivement périmées. Mais pour qui veut prendre un peu de hauteur, cette répétition des ruptures tactiques contient elle-même un élément de continuité: *«les progrès du feu ont toujours semblé apocalyptiques à ceux qu’ils surprenaient»*, et toujours ils ont été surmontés par l’invention d’une nouvelle formation de combat.

Une telle réarticulation nécessite parfois une percée technologique: ainsi la miniaturisation du feu sous la forme du mousquet contribua-t-elle à la genèse du tercio espagnol, unité qui domina les champs de bataille européens du milieu du XVIème siècle au milieu du XVIIème. À défaut, on peut contrer le feu par une manœuvre d’enfouissement: durant le siège de Sébastopol (1854-1855), les Russes creusèrent des kilomètres de tranchées ou tunnels et installèrent plus de 1.200.000 gabions et sacs de terre, soit autant que les Franco-Britanniques tirèrent de boulets. On peut aussi recourir à la «petite guerre», qui naît du *«refus de se laisser aligner en rase campagne face à des armes sur lesquelles l’intelligence du combattant n’a plus aucune prise».* On peut enfin recourir à la manœuvre industrielle, à l’exemple des Anglais dont la seule manufacture de Manchester, en 1815, produisait quatre fois plus de fusils que l’ensemble des manufactures françaises.

L’étonnant, dès lors, est que ces exemples d’adaptation aient régulièrement été oubliés et que nombre de guerres se soient ouvertes sur des hécatombes dues à la sous-estimation du feu. Ce fut notamment le cas en 1914, lorsque l’état-major français lança son infanterie en terrain découvert alors même que la guerre russo-japonaise de 1904-1905 avait révélé la puissance des mitrailleuses, puis en 1915, lorsqu’il l’envoya à l’assaut des tranchées allemandes au mépris des leçons de Sébastopol. En 1940 au contraire, c’est la surestimation du feu qui poussa Belges, Hollandais et Français à ne pas défendre leurs villes, bien que la guerre de Crimée, la guerre de Sécession et la guerre de 1870 aient montré l’efficacité d’une telle défense.

À l’origine de ces aberrations, Reichel distingue l’irréalisme presque inévitable de l’entraînement en temps de paix: il est facile d’exercer les troupes à la manœuvre, mais très difficile de mesurer l’impact physique et surtout moral du feu. *«Plus la paix se prolonge, plus on manœuvre donc, et moins on tient compte des effets du feu. À cela s’ajoute le fait que le feu coûte cher, alors que le choc de l’infanterie, par lequel on s’imagine pouvoir le remplacer le moment venu, pèse beaucoup moins lourd dans les budgets du temps de paix».* De même, s’il est aisé de manœuvrer en rase campagne, il est difficile de s’entraîner au combat urbain, puisque la ville ne présente pas en temps de paix les amoncellements de ruines qui lui confèrent sa valeur défensive en temps de guerre. De nos jours, on a pallié la difficulté en dotant certains camps d’entraînement de zones bâties spécialement à cet effet. Par quoi l’on est conduit au vaste problème de la formation du combattant.

## L’instruction

La formation psychologique du soldat vise à lui permettre de supporter le choc ennemi et de porter à son tour un choc supérieur. Les traditions militaires, qui aujourd’hui peuvent sembler désuètes à qui les observe de l’extérieur, n’ont pas d’autre finalité. Ainsi l’ordre serré, *«irremplaçable pour resserrer les liens de la cohésion d’une troupe»*, reste-t-il *«l’un des éléments les plus forts que l’homme ait mis au point pour défier les effets du feu»*: il développe un sentiment de puissance, de confiance et de camaraderie, car les masses humaines sont soumises comme les masses physiques à la *«loi de gravitation universelle»*. On cultive ainsi la discipline, *«vecteur indispensable du choc»*. Quant au chant, outre qu’il renforce lui aussi l’unité de la troupe, il exerce le diaphragme, *«véritable centre de tous les haubans musculaires du corps humain»*, et développe donc à la fois les forces morales et les forces physiques.

Reste que ces rituels, qui autrefois préparaient directement au combat, en sont de plus en plus déconnectés de nos jours, puisqu’on ne se bat plus en formation compacte ni en chantant. Aussi Reichel met-il en garde contre la confusion entre la tradition militaire et l’histoire militaire. Par définition, la première pérennise l’héritage du passé: souci louable quand il s’agit d’entretenir l’esprit de corps, mais très dangereux s’il porte à reproduire des tactiques périmées. On le vit notamment au début de la Grande Guerre, lorsque les formations serrées héritées du modèle napoléonien (un modèle d’ailleurs figé, au rebours de la souplesse et de l’inventivité qui caractérisaient Napoléon) se firent hacher par le feu de l’ère industrielle. D’où la nécessité d’une claire distinction des tâches: aux traditions la mission de forger l’identité collective de la troupe, à l’histoire celle de fournir une banque de données sur les constantes du combat. À cet égard, l’historien militaire doit rejeter toute idolâtrie: *«Seule est valable, en définitive, une science militaire qui repose sur la connaissance des erreurs, et non sur l’apologie des réussites»*.

Reichel souligne aussi la nécessité d’associer la jeune recrue à la réflexion tactique et à la critique des exercices. Le soldat-automate de l’Ancien Régime n’est plus de mise aujourd’hui: c’est seulement en développant le sens de l’initiative qu’on peut prémunir le combattant contre le sentiment d’impuissance face au feu, impression démultipliée par les photographies ou films montrant l’effet apocalyptique d’un bombardement. La formation militaire doit enfin reposer sur une culture systématique du choc, entendu non au sens d’une ruée irraisonnée mais envisagé dans toutes ses composantes: *«Le choc est fait de renseignement (savoir où se trouve effectivement le défaut de la cuirasse), de technicité de pointe (équipement) et de rusticité (vigueur et adresse requises par le combat corps à corps)»*. Ce n’est pas par hasard que l’un des plus grands stratèges de l’ère napoléonienne, le maréchal Davout, s’était fait connaître dès sa jeunesse comme un redoutable pugiliste et un redoutable duelliste[[8]](#footnote-8). A-t-on d’autre part fait le rapprochement entre le culte de la boxe dans le monde anglo-saxon et le mordant dont firent preuve en 1940 les pilotes de la *RAF*, *«ces maîtres du choc»*?

## Les forces morales

Si la cohésion est la première des forces morales, elle ne s’obtient vraiment que lorsque les institutions militaires reposent sur une véritable *«éthique du soldat»*. Ce dernier servira d’autant mieux qu’il sera *«commandé par des chefs sortis du rang, qui font preuve à son égard d’une énergie familière et d’un véritable esprit de justice»*; que l’intendance et le service de santé seront à la hauteur de leurs missions; que la carrière des armes offrira des perspectives de promotion sociale. Tout cela ne suffit cependant pas à affronter l’horreur des combats, en particulier dans les périodes où, sous l’effet de brusques mutations sociologiques ou technologiques, les pertes bondissent.

Il faut alors recourir à des motivations plus puissantes encore. Face à la ruée musulmane qui, portée par le *jihad*, avait submergé l’Espagne, la Chrétienté médiévale se dota à son tour d’une mentalité de guerre sainte qui culmina avec la contre-offensive des Croisades et l’institution des moines-soldats. L’Espagne du XVIème siècle pérennisa cette tradition: la valeur du tercio ne tenait pas seulement à ce qu’il associait le choc des piquiers et le feu des mousquetaires, mais encore au solide encadrement spirituel que lui donnaient les jésuites (rappelons que leur fondateur, Saint Ignace de Loyola, était un ancien officier, grièvement blessé lors de sa défense héroïque de Pampelune). Aux jésuites des tercios, les Hollandais du XVIIème siècle répondirent par les pasteurs de leurs régiments, etc… De ces exemples particuliers se dégage une vérité générale: parce que le métier des armes entraîne une confrontation permanente avec la mort, il a d’étroites affinités avec la foi. En conférant au trépas la valeur rédemptrice du sacrifice, celle-ci lui donne sens et le rend donc plus acceptable, selon cette maxime de Spinoza qu’*«une passion»* – en l’occurrence la peur de mourir – *«ne peut être surmontée que par une passion plus forte»*, l’espoir de l’Au-Delà.

Que la religion voie son emprise sociale diminuer, comme c’est le cas dès la seconde moitié du XVIIIème siècle, et l’on doit trouver une autre motivation. *«Là où les aumôniers militaires parlaient aux soldats du salut de leur âme, Rousseau leur simplifie la tâche: il leur propose l’avènement d’un paradis terrestre. Il avait découvert l’arme idéologique sans laquelle, désormais, on ne ferait plus monter les hommes au feu».* Qu’est au demeurant l’idéologie, sinon une version laïcisée de la foi? Ainsi les guerres d’idéologies, inaugurées par la Révolution française et qui connaissent leur apogée au XXème siècle, restent-elles en un sens des guerres de religions.

La guerre idéologique se caractérise entre autres par un emploi intensif de la propagande, qui a en commun avec l’artillerie de mettre en œuvre *«l’infrastructure la plus coûteuse et la plus complexe»* (les *mass-media*) et de pouvoir disloquer *«les points vulnérables de la défense»*, savoir les franges de l’opinion publique adverse les plus réticentes devant l’effort de guerre. Mais l’idéologie doit adapter ses contenus à la *«réalité sordide des combats»*. Sous ce rapport, les principes des Lumières étaient trop idéalistes et trop abstraits pour faire longtemps illusion sur le troupier. Napoléon leur substitua donc une *«idéologie militaire»* fondée sur la glorification de l’armée elle-même, le culte du chef, l’héroïsation du combattant tué à l’ennemi, sans oublier l’élément capital qu’est l’apologie du choc. Du modèle napoléonien, c’est surtout ce dernier point que retint Foch dans son enseignement à l’École de Guerre avant 1914.

Le grand danger d’une telle idéologie est qu’elle conduit à banaliser les pertes. C’est un avantage à court terme, comme le montre le fait que l’armée française, durement éprouvée dans les premières rencontres de la Grande Guerre, se ressaisit sur la Marne en un admirable sursaut moral et repartit à l’attaque en 1915. Mais par la suite, *«l’hécatombe de l’infanterie atteignit la substance même du peuple qu’elle était chargée de défendre»*, d’où les mutineries de 1917. L’état-major français eut beau comprendre ses erreurs et mettre au point des tactiques moins meurtrières, le mal était fait: à l’exaltation militariste de l’avant-1914 répondra la dépression pacifiste de l’entre-deux guerres, annonciatrice du désastre de 1940. En somme, le moyen (la guerre à outrance) s’est retourné contre la fin (la sauvegarde de la patrie). À l’échelle européenne d’autre part, l’ébranlement psychologique consécutif au carnage de 1914-1918 a frayé la voie au marxisme-léninisme et au nazisme, dont l’affrontement débouchera en 1941 sur une guerre plus apocalyptique encore.

Reichel en conclut que l’histoire militaire, trop longtemps obnubilée par le modèle napoléonien, devrait s’intéresser davantage aux chefs qui ont su évaluer avec précision la létalité du feu – notamment ceux de l’école autrichienne – et en tirer une saine économie des forces, car *«lorsque le soldat est convaincu qu’il n’a que de faibles chances de s’en sortir, il se bat rarement bien – pour autant qu’il se batte»*.

**La guerre et le destin des sociétés**

Les pages les plus fascinantes de Reichel sont celles où, envisageant le rapport entre la guerre et les sociétés, il hisse sa réflexion à la hauteur d’une philosophie de l’histoire. Selon lui, le feu guerrier exerce sur les sociétés un *«processus de fusion»* analogue à celui qu’on observe en métallurgie, brûlant les scories des temps révolus et permettant des *«alliages»* nouveaux. En effet, les mutations tactiques et mentales par lesquelles on s’adapte à une brusque augmentation du feu ne se limitent pas au champ de bataille: de proche en proche, elles font craquer toutes les structures sociales, politiques et spirituelles dont le modèle militaire antérieur était à la fois l’expression et le garant. *«Générateur d’idéologies nouvelles, le déchaînement du feu engendra la Réforme, puis la pensée de Rousseau, avant de donner naissance aux systèmes de Marx et de Lénine»*. Reichel s’expose ici au reproche de simplisme, mais sans doute faut-il voir dans ses formules abruptes une réaction salutaire à la tendance historiographique dominante, qui fait de la guerre la résultante d’un certain nombre de faits sociaux. Il n’est nullement illégitime de renverser la perspective et de montrer en quoi la guerre, déterminée en amont, est déterminante en aval, car porteuse ou au minimum accélératrice d’immenses bouleversements sociaux.

C’est sous cet angle que Reichel, écrivant dans un contexte très tendu (la querelle des euromissiles), envisage le destin de l’Occident. Depuis Hiroshima et Nagasaki, l’opinion publique occidentale est portée à penser qu’il n’y a rien à faire contre le feu nucléaire, ce qui ne laisse que deux options: la paix par la dissuasion ou, pour ceux qui la jugent trop risquée, la soumission à Moscou. La première option repose sur l’idée que la bombe atomique a déclassé tous les principes stratégiques antérieurs et rendu la guerre impossible. Grave erreur, répond Reichel, car à Verdun, à Stalingrad ou à Berlin, la mise en œuvre d’un volume de feu *«pré-nucléaire»* n’a pas empêché de petits groupes de combattants incrustés dans les trous d’obus ou les éboulis de poursuivre leur mission, victorieusement dans les deux premiers cas. Les Soviétiques en ont tiré les leçons. Ils se préparent à combattre le cas échéant en ambiance nucléaire, tant par l’entraînement intensif de leur population à la défense civile que par la mise au point de tactiques spécifiques. En attendant, eux et leurs alliés du Tiers-Monde contournent la dissuasion par la manœuvre (idéologique), le choc (psychologique) et le feu primitif (guérilla, terrorisme). Cela confirme une leçon vieille comme la guerre elle-même: aussi terrible que paraisse une arme nouvelle, ceux qui s’en donnent les moyens parviennent toujours à la surmonter.

L’Occident doit à son tour relever le défi. Il lui faut tout d’abord accepter les redoutables éventualités du combat urbain, et pour cela méditer le précédent de la Seconde Guerre mondiale: la non-défense des villes belges, hollandaises et françaises face à la ruée allemande a conduit à quatre ans d’une cruelle servitude sans pour autant sauver ces villes, puisque nombre d’entre elles ont été rasées par les bombardements alliés et les combats de la libération.

À supposer que la guerre nucléaire puisse être évitée, il reste à contrer les stratégies alternatives déployées par le camp communiste. Au Vietnam, les Américains ont cru y parvenir à coups de B-52 et en recourant au napalm, *«ersatz du nucléaire»*. Cette approche matérialiste s’est brisée contre les forces morales du nationalisme vietnamien (bien plus sans doute que du marxisme). Son échec laisse l’Occident désarmé face à la guerre subversive, qui lui semble une nouveauté imparable. Cela témoigne de son inculture historique, car cette forme d’action n’a rien de nouveau! Ses atouts étaient déjà à l’œuvre dans les guerres de religion: miniaturisation du feu avec le «pétard», version primitive de la charge creuse permettant de faire sauter les portes des villes fortifiées; choc, sous la forme de l’assaut militaire ou de l’assassinat politique; manœuvre de propagande, facilitée par l’invention de l’imprimerie; incertitude, avec le recours aux tactiques plurimillénaires de la «petite guerre» (embuscades, enlèvements, interdiction des axes routiers, etc…); et pour clé de voûte une détermination à toute épreuve, fondée sur l’acceptation religieuse du sacrifice ultime. Là est le ressort qui manque le plus à l’Occident: enlisé dans le scepticisme et le confort d’une civilisation qui lui a fait oublier les *«racines populaires du choc»*, il ressemble fâcheusement à l’Empire romain ou à l’Ancien Régime finissants…

**Conclusion: un penseur pour le XXIème siècle**

Rétrospectivement, le pessimisme de Reichel peut paraître infondé. Il ignorait en effet, ou feignait d’ignorer pour ne pas démobiliser ses lecteurs, le tournant en cours au moment même où il écrivait: avec le missile de croisière, les États-Unis avaient inventé la nouvelle combinaison de feu, de choc, de manœuvre et d’incertitude que ne pourrait contrer une URSS à bout de souffle; en élisant Reagan d’autre part, ils avaient témoigné leur volonté d’en découdre. Reichel est-il pour autant dépassé? Que non pas! Dans un monde où se dessine probablement un tournant aussi important que celui des XVème et XVIème siècles, mais en sens inverse – le reflux de la modernité, la résurgence corrélative de conflits «archaïques», ethniques et religieux plus que nationaux et idéologiques –, ses intuitions centrales sont on ne peut plus actuelles. Il citait à ce sujet Marc Bloch: *«Le proche passé est, pour l’homme moyen, un commode écran; il lui cache les lointains de l’histoire et leurs tragiques possibilités de renouvellement»*. Par beaucoup de traits, de fait, le monde d’aujourd’hui évoque plus l’an 1562 (début des guerres de religion) que l’an 1989 (chute du mur de Berlin), en lequel les historiens de l’avenir verront peut-être le dernier triomphe et l’ultime illusion des Lumières.

S’inspirant du biologiste René Quinton, héros de 1914-1918, Reichel note que les guerres engagent la vie même des peuples *«et qu’à cet égard elles ne sauraient trouver une explication satisfaisante dans les seuls enjeux (nationalismes ou luttes de classes) au nom desquels on les livre»*. Plus donc le feu est meurtrier – et il l’est devenu au-delà de toute description depuis le XXème siècle –, plus *«le caractère essentiellement* biologique *de la guerre»* prime sur les idéologies, déclassées par des motivations moins cérébrales. *«Aujourd’hui, la mince couche d’une civilisation qui parvient à son terme* *éclate* *par endroits. Au sein d’une humanité contemporaine qui se sent menacée dans les fondements de son existence, nous assistons au phénomène curieux d’un recours croissant au domaine de l’irrationnel»*. Ce domaine est celui de la culture au sens que l’historien et sociologue Alfred Weber donne à ce mot, à savoir l’ensemble des valeurs religieuses, artistiques et morales sous-tendant tout peuple, par opposition à la civilisation, qui n’en est que la superstructure matérielle. *«En détruisant le temple de Jérusalem»*, commente Reichel, *«les Assyriens avaient pu atteindre la* civilisation *des anciens Juifs, mais ils n’avaient pas pu porter de coup mortel à leur* culture*»*, et en particulier à leur foi.

Si tel est le cas, les peuples les mieux armés pour affronter les périls du XXIème siècle seront ceux qui auront su conserver leur *«substance»*, c’est-à-dire leur volonté de défendre *«leur identité, leurs particularités régionales, et leur dignité»*. Le révélateur de cette détermination en temps de guerre sera l’acceptation du choc, car *«il semble que ceux qui en ont négligé la pratique aient été les grands perdants de l’histoire»*. Les groupes humains qui n’en sont plus capables manifesteront par là-même qu’ils ne sont plus des peuples, mais des masses mûres pour l’asservissement. Venant d’un petit pays qui, au long des siècles, a su contre vents et marées faire respecter son indépendance, la leçon n’est pas quelconque.

*Ancien élève de l'ENS-Ulm, Monsieur Martin Motte est maître de conférences de l'Université de Paris IV-Sorbonne en détachement aux Écoles militaires de Saint Cyr-Coëtquidan. Ses recherches actuelles portent sur les origines de la guerre totale. Il est l’auteur de nombreux articles et ouvrages, parmi lesquels peuvent être cités: Les marches de l’Empereur;* [*Guerre, idéologies, populations 1911-194(...)*](http://www.decitre.fr/livres/Guerre-ideologies-populations-1911-194.aspx/9782747580670)*; Entre la vieille Europe et la seule France - Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale (avec Georges-Henri SOUTOU); De la guerre? - Clausewitz et la pensée stratégique contemporaine (Collectif avec Laure Bardiès et Benoît Durieux); Une éducation géostratégique - La pensée navale française de la Jeune École à 1914 (avec Georges-Henri SOUTOU) (Grand Prix de l'Académie de Marine en 2005); Guerres mondiales et conflits contemporains N° 214 Avril 2004: Blocus et guerre économique (Collectif). Monsieur MOTTE contribue régulièrement aux cahiers du CESAT.*

## Articles d’intérêt général



# Dissuasion nucléaire

# et conflictualités[[9]](#footnote-9)



*Par Monsieur Louis GAUTIER[[10]](#footnote-10)*

***Les armes nucléaires ne sont plus l’alpha et l’oméga de l’équilibre stratégique mondial désormais irréductible à une simple équation nucléaire. Nous observons depuis une vingtaine d’années l’émancipation de la manœuvre conventionnelle par rapport à toute forme de discipline nucléaire mais aussi, l’apparition d’adhérences entre fait nucléaire et nouvelles formes de conflictualités. Un coup d’arrêt est donné au désarmement et un coup d’accélérateur à la prolifération. La communauté internationale doit s’alarmer d’un monde multi nucléaire comportant des différentiels démographiques, économiques et technologiques aussi importants entre États nucléaires. La multiplication de ceux-ci débilite la dissuasion et réévalue dangereusement les hypothèses d’emploi des armes nucléaires.***

**Q**uels rapports entretiennent aujourd’hui fait nucléaire et conflits ? Pour traiter cette question, je partirai de deux constats:

* On observe tout d’abord, depuis la chute du mur de Berlin, un divorce entre deux postulats étroitement corrélés au temps de la Guerre froide, celui de la dissuasion nucléaire et celui de l’interdiction de la guerre. La dissuasion nucléaire n’encapsule plus le recours à la force armée, comme le prouvent tous les conflits de la guerre du Golfe à l’Afghanistan.
* On constate ensuite, depuis les essais indiens et pakistanais de 1998, une attraction fatale entre le fait nucléaire et de nouvelles formes de conflictualités liées aux armes de destruction massive, ou que la lutte contre la prolifération, comme dans le cas de l’Irak, puisse servir de prétexte à des interventions militaires ou encore qu’elle induise, comme dans le cas de l’Iran, des réaménagements des doctrines.

Il en découle aujourd’hui une double «déliaison» entre interdit nucléaire et interdiction de la guerre.

### **Arme nucléaire et interdiction de la guerre**

Le paradigme stratégique de la Guerre froide c’est une guerre nucléaire non advenue. Durant toute la seconde moitié du XXème siècle, l’équilibre de la terreur et la logique de la dissuasion nucléaire neutralisèrent le risque de survenue d’une guerre entre grandes puissances. Certes subsistaient bien des conflits mais en périphérie des blocs, en dehors du corps de chauffe de la confrontation stratégique entre l’Est et l’Ouest. Le jeu de la dissuasion nucléaire (par ailleurs limité aux cinq pays membres permanents du conseil de sécurité des Nations Unies) explique l’étiolement des guerres majeures toujours constaté en ce début du XXIème siècle.

L’arme nucléaire, s’est trouvée associée au XXème siècle à l’arrêt de la guerre avec les bombardements d’Hiroshima et de Nagasaki qui mirent fin au second conflit mondial puis à l’empêchement et au confinement des conflits, du fait des stratégies dissuasives adoptées par les deux grandes puissances. Les conflits ouverts de la Guerre froide, comme ceux du Vietnam, du Proche Orient ou de la Corne de l’Afrique restèrent de ce fait toujours géographiquement circonscrits et militairement retenus. Évoquer au temps de la Guerre froide, la possibilité d’une guerre majeure, c’était envisager l’échec de la dissuasion et le risque d’une apocalypse nucléaire.

Poser la question, aujourd’hui, vingt ans après la chute du mur de Berlin, et dans un tout autre contexte international, amène une réponse fort différente:

* Pour une raison objective et déterminante, il n’est plus possible comme hier de raisonner en terme d’équilibre stratégique mondial et en tout cas plus d’assimiler cet équilibre au rapport des forces nucléaires en présence.
* Pour une raison plus subjective et pernicieuse, l’efficacité de la dissuasion comme facteur de rationalisation des antagonismes internationaux et l’effet apotropaïque des arsenaux nucléaires au temps de la Guerre froide ont ancré le sentiment que la menace d’une guerre majeure était définitivement conjurée.

La fin de la Guerre froide débouche donc sur des constatations et des analyses pour partie contradictoires. La disparition de l’antagonisme est/ouest entraîne une diminution du péril nucléaire qui se traduit concrètement par l’effort de désarmement des années 1990. La guerre nucléaire semble alors sortir du champ des possibles. Quoique les armes nucléaires ne soient plus l’alpha et l’oméga de l’équilibre stratégique mondial désormais irréductible à une simple équation nucléaire, elles surdéterminent toujours la définition de certains grands équilibres régionaux, notamment au Moyen-Orient, en Asie et en Extrême-Orient. Dans le même temps, la mondialisation qui complexifie la donne sécurité affecte la priorité donnée hier à la dissuasion au profit de logiques visant à prévenir ou à réprimer par la force les désordres internationaux. La moindre pertinence des armes nucléaires s’accompagne d’un certain relâchement des disciplines internationales, y compris de la discipline nucléaire. Le verrou nucléaire ne cadenasse plus les conflits conventionnels. Les armes nucléaires ne sont plus les gardiennes de la paix.

### **Relativisation du facteur nucléaire et multiplication des conflits**

La relativisation stratégique du fait nucléaire postguerre froide s’est accompagnée d’une dévaluation concomitante de l’autorité que conféraient les armes nucléaires dans la gestion des crises.

Le caractère, tenu pour hautement improbable d’une confrontation nucléaire et l’inadaptation des stratégies de dissuasion dans la gestion des crises contemporaines ont poussé au cantonnement du facteur nucléaire dans la doctrine militaire des grandes puissances et à la marginalisation de ces armes dans leur panoplie militaire (ce qu’atteste en particulier le démantèlement des armes tactiques ou préstratégiques). Les armes nucléaires se sont vues confirmer leur fonction de garantie ultime mais elles ont perdu pratiquement toute fonction de régulation politique et de gesticulation diplomatique. Cette réduction du rôle des armes nucléaires, dans un contexte postguerre froide marqué au départ par la suprématie conventionnelle des États-Unis, le repli militaire russe, la lente montée en puissance de la Chine doit aussi s’interpréter comme une condition *sine qua non* à la mise en place des nouveaux mécanismes de maintien et de rétablissement de la paix souhaités par l’Occident.

Historiquement, la guerre du Golfe inaugure une période caractérisée par la dépréciation du facteur nucléaire et par la multiplication de conflits conventionnels d’intensité faible à moyenne. Elle engage une séquence d’interventions militaires dont on a minimisé l’importance intrinsèque, l’effet d’enchaînement et l’exemplarité contestable. Les logiques de maintien de la paix et d’ingérence ont permis de justifier la banalisation de l’emploi de la force. Les interventions de l’Occident depuis 1990 ont ainsi pavé la voie d’affrontements qui, comme en Afghanistan et en Irak, ont eu tendance à devenir plus longs, plus lourds, plus systématiques. Les mobiles sécuritaires ont supplanté de plus en plus les objectifs humanitaires. L’argument de la vertu tourné en prétexte est venu par la suite servir de justification à d’autres que nous, comme les Russes en Ossétie. Du Golfe à l’Irak, du Kosovo à la Géorgie, on observe la permissivité croissante du recours à l’action armée et la neutralisation du facteur nucléaire dans les crises récentes. Aucun signal nucléaire n’a, par exemple, été émis au moment de la guerre du Golfe en 1990, lors de l’invasion de l’Irak en 2003 ou de l’intervention russe en Géorgie en 2008. Une chose est évidente, depuis la fin de la Guerre froide, les guerres conventionnelles ne sont plus absorbées ni dominées par la logique de la dissuasion nucléaire.

Nous observons donc depuis une vingtaine d’années l’émancipation de la manœuvre conventionnelle par rapport à toute forme de discipline nucléaire mais nous observons aussi, ce qui est plus nouveau, qu’il s’agisse de l’Irak ou de l’Iran, l’apparition d’adhérences entre fait nucléaire et de nouvelles formes de conflictualités en raison de la prolifération et des craintes qu’elles génèrent d’une possible banalisation des armes de destruction massive.

**Prolifération** **nucléaire** **et tensions internationales**

L’espoir nourri après la chute du mur de Berlin d’un monde postnucléaire aura prospéré un peu moins de dix ans. Après une décennie de désarmement (marquée par l’entrée en vigueur des traités START et FNI, la ratification des traités de dénucléarisation de Tlatelolco, Pélindaba, Rarotonga, les mesures de désarmement multilatéral ou unilatéral prises par les États-Unis, la Russie, la France et le Royaume Uni, etc.), on assiste à un retournement de tendance. Les essais Indiens et Pakistanais de 1998 dont les conséquences géopolitiques furent au départ mal mesurées sont à l’origine d’une véritable onde de choc. Un coup d’arrêt est donné au désarmement et un coup d’accélérateur à la prolifération.

Toutes les négociations multilatérales sur le désarmement sont en panne, le Cutt-Off, le TICEN, le TNP. Les pourparlers avec les puissances proliférantes telles que l’Iran et la Corée, n’ont pas progressé. Les grandes puissances ont freiné leurs efforts de désarmement quantitatif et ont poursuivi leurs efforts de modernisation qualitative de leurs arsenaux nucléaires. Ce qui est frappant, c’est l’accroissement de la puissance chinoise et la poursuite des programmes pakistanais et surtout indien. Ce sont les réactions de la Russie qui s’est lancée dans une nouvelle génération d’armes nucléaires. C’est aussi la fébrilité d’Israël qui, sortant de l’ambiguïté, confirme qu’elle détient des armes nucléaires et qu’elle pourrait, éventuellement, s’en servir. Ce sont aussi, les itérations du discours nucléaire français depuis 2003, discours de l’Ile longue de 2006 et le correctif du Livre blanc de 2008, mais aussi de profondes évolutions de la doctrine et des concepts d’emploi. L’ouverture de la base d’Abu Dhabi a même amené certains commentateurs à évoquer une clause secrète indiquant que cette base pourrait permettre de stationner des armes nucléaires participant à la dissuasion d’une partie de la région du Golfe face à un agresseur potentiel.

On ne «désinvente» pas la bombe. L’arme nucléaire survit donc à la disparition de l’ordre auquel elle avait donné naissance en 1945. Or, l’avenir des armes nucléaires n’a plus rien à voir avec leur passé qui en faisait, au temps de la Guerre froide, les armes d’une compétition géostratégique et dans la première décennie postguerre froide les armes d’un *statu quo* sans problème entre les cinq membres permanents du conseil de sécurité. Aujourd’hui, là où elles n’ont pas totalement disparu (Afrique, Pacifique, Caraïbes, Amérique du sud), leur acquisition est un moyen pour certaines puissances régionales de contester ou de modifier le *statu quo* (Moyen-Orient, Asie, Extrême-Orient).

Dans un tel contexte, les armes nucléaires qui ont mis fin en 1945 à la seconde guerre mondiale puis empêché, jusqu’en 1990, l’emballement des conflits conventionnels peuvent- elles se trouver à l’origine d’une guerre majeure? Leur pouvoir d’interdiction des conflits s’étant émoussé, ces armes vont-elles connaître aussi la fin de l’interdit qui les caractérise pour redevenir, dans des circonstances forcément redoutables, des armes d’emploi? Le fait nucléaire va-t-il provoquer de nouveaux conflits?

L’hypothèse n’est pas académique. Déjà le déclenchement de la guerre en Irak en 2003 a été justifié par les pays agresseurs en raison de la nécessité d’y démanteler un supposé arsenal d’armes de destruction massive. L’instabilité du Pakistan au printemps 2009 a entraîné la préparation d’un scénario d’intervention américaine pour s’assurer des capacités nucléaires de ce pays afin qu’elles ne tombent pas en de mauvaises mains. Depuis 2005, régulièrement, est évoqué, notamment par Israël, le recours à des frappes ciblées sur des installations nucléaires iraniennes. Cette hypothèse a notamment été très sérieusement commentée dans un article de la revue du *Center for Strategic and International Studies* (CSIS)[[11]](#footnote-11) et dans un article plus récent de Reuwen Pedatzur paru dans le journal *Haaretz* et dont *Le Monde* a publié une traduction[[12]](#footnote-12).

Après avoir été dédiées à la dissuasion, les armes nucléaires voient-elles aujourd’hui, du fait de la prolifération, leur statut et leurs modalités d’emploi reconsidérés? Il serait exagéré, au stade actuel, de répondre par l’affirmative mais il faut bien prendre en considération deux risques d’évolution possible. Le premier de ces risques tient, au nom de l’efficacité militaire, à la banalisation possible de l’usage du nucléaire dans des scénarii d’emploi très spécifiques impliquant des armes nucléaires très faiblement chargées. L’exemple qui vient immédiatement à l’esprit est celui de frappes de destruction préventive délivrées contre des sites nucléaires illégaux et profondément enfouis au moyen de missiles durcis et équipés d’une petite tête nucléaire (programme des *mininukes* américain non officiellement développé). L’autre risque, pouvant conduire à un abaissement du seuil d’emploi des armes nucléaires, est lié à des scénarii qui visent à empêcher un contournement par le bas de la dissuasion en rendant la frappe d’avertissement ou de rétorsion nucléaire plus plausible parce que plus limitée. Il en est ainsi de la possibilité, désormais officiellement envisagée par la France, d’une explosion nucléaire extra-atmosphérique et de faible puissance induisant principalement un choc électromagnétique désorganisant les moyens de communication de l’adversaire.

On constate aujourd’hui une attraction fatale entre les désordres causés par la prolifération et les risques de l’action armée. Encore faut-il bien observer que ces évolutions ne concernent pas uniformément toutes les régions ni tous les pays.

### **Hétérogénéité nucléaire et confrontations**

En dehors du continuum de sécurité nucléaire hérité de la Guerre froide et qui concerne la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie, l’hétérogénéité nucléaire l’emporte à la surface du globe. Il existe des régions complètement dénucléarisées et des régions où la compétition nucléaire s’est exaspérée. Le monde reste nucléaire pour les uns et devient postnucléaire pour les autres.

(À cet égard, la dénucléarisation prochaine de l’Europe, à tout le moins du Rhin au Dniepr, est une hypothèse qu’il faut considérer comme possible, notamment à l’occasion du démantèlement/renouvellement prochain des missiles nucléaires de l’OTAN. Les opinions publiques dans la plupart des pays européens militent en majorité pour l’élimination des armes nucléaires. Par ailleurs, on sent faiblir la détermination des Britanniques à l’égard de leur propre dissuasion. Que deviendrait la dissuasion nucléaire française si elle se retrouvait cantonnée à être un isolat en Europe?)

Je reviens à mon propos. Parmi les cinq États dotés d’armes nucléaires, au sens du TNP, les situations sont d’ailleurs contrastées selon que l’on parle des deux superpuissances, les États-Unis et la Russie, dont les arsenaux se comptent en milliers de missiles ou des puissances moyennes comme la France, la Chine, le Royaume-Uni qui possèdent quelques centaines d’armes intercontinentales. Cette situation est peu évolutive mais n’est pas figée. La France vient de réduire encore un peu la voilure en passant à 300 têtes nucléaires. L’arsenal britannique est en renouvellement mais nul ne sait si cet effort sera mené à terme, la Chine poursuit la consolidation de son arsenal, États-Unis et Russie viennent de reprendre leurs discussions stratégiques en vue d’abaisser les plafonds bilatéralement fixés par leurs accords de désarmement. Du côté de l’Inde et du Pakistan qui possèdent pour l’heure des capacités nucléaires rustiques, il faut tabler sur leur développement technologique. Enfin, au sein des pays officiellement non nucléaires (catégorie des ENDAN au sens du TNP), les situations ne sont absolument pas comparables entre les pays dits du seuil, tel le Japon, qui ne détiennent pas d’armes nucléaires mais sont technologiquement en état d’en fabriquer et les autres. En ce début du XXIème siècle, le «monde nucléaire» se caractérise donc par une certaine égalisation des arsenaux et des postures nucléaires des grandes puissances, du fait notamment du rattrapage capacitaire chinois et du désarmement américain et russe et de la convergence relative de leurs politiques de dissuasion et de désarmement. En revanche, les efforts de développement ou les effets de la dissémination des technologies nucléaires et balistiques aboutissent ailleurs à une hétérogénéité plus marquée. Enfin, les mauvais exemples Indien et Pakistanais hier, Coréen et Iranien aujourd’hui, accélèrent la tentation voire la volonté d’accès d’autres pays au nucléaire militaire sur fond de compétition régionale exacerbée.

À cet égard, la séquence des dix dernières années marquée par l’intensification des conflits au Proche, au Moyen-Orient et en Asie centrale (Afghanistan 2001, Irak 2003, Liban 2006) n’a pu que renforcer dans certains pays la tentation d’avoir accès au nucléaire pour sanctuariser leur territoire. L’invasion de l’Irak a ainsi augmenté encore la détermination de l’Iran dans sa marche forcée vers la bombe.

Au regard de la prolifération, la communauté internationale est ainsi confrontée dans la zone de crise allant d’Israël au Pakistan non seulement à de multiples problèmes de sécurité mais aussi à la superposition de tous les défis de sécurité (stabilité, terrorisme, nucléaire). Plus fondamentalement, elle doit également s’alarmer du caractère difficilement «gérable» d’un monde multi nucléaire comportant des différentiels démographiques, économiques, et technologiques aussi importants entre États nucléaires.

### **Monde polynucléaire et décadence de la dissuasion**

L’idée selon laquelle la possession d’armes nucléaires induit chez les pays détenteurs une rationalisation de leurs comportements vis-à-vis de l’extérieur est une observation dégagée pour la Guerre froide, c'est-à-dire dans un monde stable avec peu d’États nucléaires. Cette assertion n’est pas absolument infirmée dans le monde postguerre froide dans la mesure où la crainte du péril nucléaire est un facteur de responsabilisation des dirigeants qui les incite généralement à la modération et à la prudence. Il n’empêche que l’on frémit à l’idée que la Libye de Kadhafi ait cherché à développer un programme nucléaire militaire. Quant à l’attitude régulièrement provocante du président iranien Mahmoud Ahmadinejad ou du président coréen Kim Jong Il, elle n’incite guère à la sérénité.

Au regard de la sécurité internationale, le risque causé par la multiplication des États nucléaires apparaît en tout cas infiniment supérieur aux bénéfices hypothétiques qui pourraient en découler notamment en terme de stabilisation mondiale ou régionale.

L’accroissement du nombre des États nucléaires complique voire compromet la logique de la dissuasion nucléaire véritablement efficace à l’échelle mondiale ou régionale dans un jeu à deux (États-Unis/Russie, États-Unis/Chine, Chine/Russie, Inde/Pakistan…). La dialectique de la dissuasion se conçoit encore dans un jeu à trois États nucléaires avec l’intervention d’un tiers qui finalement neutralise ou arbitre le différend. Au-delà, l’incertitude est trop grande pour être un élément qui participe utilement au jeu de la dissuasion. Pour s’en convaincre, il suffit d’imaginer un jeu de rôle avec des acteurs braquant chacun un pistolet sur un autre. Au fur et à mesure que le nombre d’acteurs augmente, l’imprévisibilité n’est plus un motif de temporisation. La multiplication des États en possession d’armes atomiques et de missiles balistiques accroît donc le risque intentionnel mais augmente aussi évidemment le risque accidentel d’une catastrophe nucléaire.

Au temps de la Guerre froide, la stricte discipline interne à chaque bloc avait limité le nombre d’États nucléaires aux seules grandes puissances membres du conseil de sécurité. Aujourd’hui, les disciplines internationales fondées sur l’application des traités sont faiblement contraignantes. On le voit bien dans le cas de l’Iran et de la Corée. Aussi, doit-on redouter un effet de domino si, par exemple, l’Iran accédait à la puissance nucléaire. La Turquie, l’Arabie Saoudite, la Syrie voire l’Égypte ne manqueraient pas de réagir et d’être, à leur tour, tentées de renouer avec l’aventure nucléaire. C’est cette menace d’emballement de la prolifération sur fond de rivalité pour un leadership régional ou sous-régional au Proche et au Moyen-Orient qu’il est raisonnable de vouloir tuer dans l’œuf quand il est encore temps. À condition que les remèdes ne soient pas plus dangereux que la cause, ce qui conduit à préférer à l’égard de Téhéran et de Pyongyang les voies de la négociation et des sanctions économiques et politiques plutôt que celles hasardeuses de la coercition militaire. Il faut certes reconnaître qu’il y a un deux poids deux mesures dans le traitement de la Corée et de l’Iran, notamment quand on considère la quasi absence de réaction au développement des programmes nucléaires indiens. Mais l’on ne peut pas isoler les situations de leur contexte. Dans le cas de l’Inde, l’acceptation de son statut nucléaire va en quelque sorte de pair avec son insertion harmonieuse dans le système international, la reconnaissance de son rôle futur dans la gouvernance mondiale et sa vocation à rejoindre le collège des membres permanents du conseil de sécurité. Toute autre est par exemple la situation de l’Iran dont les revendications à un leadership régional sont d’autant plus problématiques qu’elles s’accompagnent de déclarations belliqueuses à l’égard de ses voisins et d’une politique extérieure appuyant en sous main des actions terroristes. Le cas du Pakistan et celui d’Israël sont aussi pour d’autres raisons épineux. Pour le Pakistan, à cause de la fragilité du régime qui fait redouter une perte de contrôle du gouvernement central sur l’arsenal nucléaire de ce pays. Pour Israël, car l’existence de moyens nucléaires propres (dont l’existence a été officialisée récemment par Ehud Olmert) alimente la rhétorique en faveur d’une «bombe atomique arabe» et justifie les velléités passées de l’Irak, de la Syrie ou de la Libye et la volonté actuelle de l’Iran.

La multiplication des puissances nucléaires débilite la dissuasion et réévalue dangereusement les hypothèses d’emploi des armes nucléaires. Certains scénarii ne sont pas invraisemblables. On peut tout à fait imaginer, par exemple, le recours à une frappe surprise d’une puissance régionale contre une autre dans le cadre d’un différend majeur, afin de créer une situation du fait accompli. Une puissance nucléaire alliée de l’État victime, dans un tel contexte, ne voudra pas aggraver la crise en utilisant une arme nucléaire. De la même manière, on peut envisager la frappe d’interdiction d’une puissance régionale contre une coalition intervenant contre elle pour rétablir la paix, le franchissement du seuil nucléaire par cette puissance régionale cherchant à sanctuariser son pays n’entraînerait pas immédiatement une riposte nucléaire puisque les intérêts vitaux des principaux coalisés ne seraient pas touchés. Voilà un deuxième exemple où la dissuasion ne marche pas. La troisième hypothèse est celle de la frappe nucléaire limitée, tirée de manière préventive pour empêcher une puissance particulièrement agressive de se doter ou de continuer de se doter de l’arme nucléaire. Nous sommes encore là, dans une logique d’emploi et non de dissuasion.

On peut donc affirmer que les armes nucléaires sont, moins qu’hier, les armes du *statu quo* stratégique et, potentiellement demain, en cas de multiplication des puissances nucléaires, moins des armes exclusivement dédiées la dissuasion.

**\***

**\* \***

Le fait nucléaire qui était, autrefois, lié à la cessation et à l’interdiction de la guerre, se retrouve associé dans la période contemporaine à de nouvelles formes de conflits. La prolifération nucléaire est un des principaux défis de sécurité de notre monde actuel. Il y a donc urgence à faire revenir «le diable dans la boîte» et reprendre activement les discussions en faveur du désarmement.

Il faut juguler les risques d’emballement et trouver une issue au bras de fer avec la Corée et l’Iran. Il convient de reprendre les négociations en vue de la réduction des arsenaux existants. Il importe de consolider et de renforcer les procédures de contrôle, les disciplines et les inspections ainsi que les mesures de confiance qui, progressivement, vaudront pour tous. Il faut refuser l’abaissement du seuil nucléaire en n’autorisant pas la miniaturisation des armes nucléaires. Il faut, enfin, être vigilant pour empêcher la re-nucléarisation de l’espace extra atmosphérique et des grands fonds marins.

*Monsieur Louis GAUTIER, Conseiller maître à la Cour des comptes, est également Professeur associé à l'Université Jean Moulin Lyon III (Chaire de relations internationales et d'études stratégiques) et membre de la Commission nationale de déontologie de la sécurité. Auparavant, entre autres fonctions, il a été successivement Conseiller puis Directeur adjoint du cabinet du ministre de la défense (1991-1993), Consultant des Nations Unies (1993-2007) et Conseiller auprès du Premier Ministre chargé des questions stratégiques et de défense (1997-2002). Il est diplômé de sciences politiques (IEP), titulaire d’un DEA de philosophie, docteur en sciences politiques et appartient à la promotion 1981-1983 de l’École nationale d’administration. Son dernier ouvrage: «****La défense de la France après la guerre froide****» (PUF, 2009).*

Britania for ever



*Par Madame Françoise THIBAUT,*

*professeur des Universités.*

*Les Britanniques ont laissé, partout où ils sont passé, comme en trainée de poudre, non seulement leur langue comme outil mondial de communication, mais aussi une trace durable en relations internationales de tous ordres à travers le Commonwealth, un talent certain pour le commerce et les échanges avantageux, ainsi que des habitudes de vie qui imprègnent encore durablement cinquante quatre Etats indépendants et la partie nord du continent américain . Cela ne doit pas être négligé par l'observateur de la vie internationale contemporaine.*

**E**n 1824, Louis XVIII, Bourbon restauré, commanda à Hyacinthe de Bougainville de diriger une expédition maritime destinée à reprendre place dans les grands voyages d’exploration et à «montrer» que la France était toujours présente sur les grandes routes maritimes. Deux frégates *La Thétis* et *L’Espérance* entreprirent ainsi un tour du monde qui dura plus de deux ans. Les équipages découvrirent, non pas le monde, mais «un» monde installé pendant que la France se révolutionnait et bataillait en Europe: *le monde britannique* avait démarré, en toute tranquillité, sans concurrence sérieuse, en Inde, en Asie, et sur ce continent récemment découvert que Matthew Flinders, succédant à d’Entrecasteaux et à d’Estaing, avait baptisé depuis peu «Australie». Penang, Malacca, Singapour, Hong Kong, étaient en plein essor…et cela ne faisait que commencer…

Si le XVIIIème siècle fut «français», le XIXème sera britannique, car les installations durables en Asie précédèrent d’une trentaine d’années un intérêt aussi soudain que coriace pour l’Afrique et une influence fondamentale sur la quasi-totalité du continent américain, même hispano-lusitanien, par l’intermédiaire du commerce, de la recherche d’échanges fructueux, la circulation de l’argent et des biens .

Car c’est là le secret de l’influence: au départ les «comptoirs» anglais ne visent aucune colonisation: la preuve est en Asie où les lieux d’installation sont presque toujours des îles ou des lieux extérieurs à la vie interne des populations; le but est d’avoir des relais commerciaux, des entrepôts sécurisés, des contacts économiques .La preuve en est la faiblesse des garnisons. La Grande Bretagne est un archipel pauvre: elle doit donc s’enrichir, se nourrir de la richesse d’autrui, partir conquérir des biens et des marchés. L’ambition coloniale viendra bien plus tard, après 1850, lorsque la France, justement, se révèlera «colonisatrice» en Afrique d’abord, puis plus loin.

L’ambition commerciale est un lien fort: apportant leur savoir faire, les *traders* de l’époque, et les administrateurs – on pense à Light, à Raffles, à Brisbane – apportèrent aussi l’aisance à des régions qui végétaient, et un sens de la gestion rationnelle des gens et des biens peu égalé: les Britanniques, par nécessité, sont économes, plutôt rapaces, matériellement inventifs, et obstinés. Bougainville le notera en 1825, à propos de Sydney: «un sens de la prévision, une vision globale de la société et de ses besoins, un modèle ….»

En échange d’un savoir faire tout occidental, les Anglais ont requis la «coopération». Évidemment, tout cela ne s’est pas toujours fait dans la dentelle, mais les Princes locaux coopératifs ont bientôt vu leur fortune s’arrondir, des armes arriver, des gestions facilitées…Ce faisant, l’Anglais maîtrise les océans, en crée plus ou moins les règles, dont une grande partie servira à construire les bases du Droit International moderne[[13]](#footnote-13). Plus la mer est libre de toute appropriation étatique, plus le transit est facilité. À moins qu’on ne soit «souverain» sur l’eau toute entière? Sous Victoria cela ira jusqu’à vouloir créer – juridiquement – un *Empire de la mer .*

L’ambition exploratrice et utilitariste changera de caractère et deviendra plus âpre, donc davantage colonisatrice, lorsque *la course aux minerais et aux énergies* commencera aux alentours de 1850: partant du principe qu’en grattant le sol chez eux ils ont trouvé du fer et du charbon, qu’ils ont vu des populations primitives, avec des moyens dérisoires, extraire du sol du cuivre, de l’or, du nickel, et tant de matières utiles à leurs entreprises, partout dans le monde, avec une indomptable frénésie, les Britanniques se mettront à prospecter et gratter la terre, mécanisant les procédures: la Malaisie, l’Australie, la Nouvelle Zélande, toutes sortes de régions d’Afrique, réputées impénétrables («docteur Livingstone, je suppose?»), notamment le Sud avec ses diamants et son or. En 1911 l’abondance de matières pétrolifères est confirmée en Arabie: Philby père débarque, séduit Faycal; commence alors ce jeu de pouvoir au Moyen Orient, toujours pas terminé, repris par les Américains et dont nous payons tous les jours, depuis un siècle les fruits bien amers.

Ce faisant, les Britanniques, qu’ils soient Anglais, Écossais, Gallois ou Irlandais, catholiques ou protestants, ont horreur de *l’exotisme* (tout en le pillant): ils importeront donc leurs mœurs, leur manies domestiques, leurs subtiles hiérarchies sociales, leurs *a priori* détestables; ils remplaceront leurs tisanes par *le thé* découvert en abondance à Ceylan, les bonnes d’enfants par des hamahs, les fiacres par des tilburys; ils imposeront les vêtements blancs à tous les occidentaux, raconteront qu’ils ont inventé le polo (afghan), les jardins en désordre (hindous), les jellys et marmelades, appelleront leurs porcelaines *China*, feront de l’acclimatation à Kew, important en Europe l’eucalyptus, le mimosa, les melons et rhubarbes, les fuchsias et la manie des plantes d’ornement, adopteront le cachemire et les jodhpurs. Ils ont appris aux guerriers désordonnés à défiler au pas au son de la cornemuse, aux hommes en turban à être *butlers* et portiers, à exiger d’être servis dans de l’argenterie moulée en Angleterre; ils ont aussi laissé des Congrégations de tous ordres s’installer, soigner, éduquer. Ils ont créé des routes «en dur», (Mac Adam), des ponts, des tunnels, dessiné des plans de villes tirés au cordeau, apporté le chemin de fer qui révolutionna le transport terrestre et complétait le trafic maritime .

Que reste-t-il de tout cela, de cette opiniâtre activité qui dura environ 140 années?

Beaucoup: d’abord, lorsque vint le temps de la *décolonisation*, les Britanniques se retirèrent presque partout sans résister, offrant même aide et assistance aux jeunes indépendants. Ils laissèrent les peuples s’écharper entre eux, contribuant parfois, comme ce fut le cas pour l’Inde, la Malaisie, Brunei à rétablir de bien précaires créations . Les autochtones en restent le plus souvent reconnaissants, et ils n’y a pas (ou peu) comme dans de nombreuses ex-colonies françaises, cette rancœur, cette haine rentrée, résidu malencontreux d’un passé sanglant. Toutefois les Britanniques ont appris l’institution militaire à tous leurs peuples «soumis» et il est parfois troublant, en Jordanie, à Singapour, en Inde ou au Soudan de voir ces défilés militaires de fêtes nationales, à l’anglaise, au pas «glissé», avec tartans et cornemuses .

Le plus important, politiquement ,est le solide «réseau» financier, bancaire, portuaire, maritime, aéronautique et d’assurances, même s’il a été grignoté par d’autres puissances, notamment japonaise ou coréenne. La *Lloyd* tentaculaire continue d’assurer et réassurer tout ce qui bouge sur la planète. Ses annexes, ses investissements très variés en font un outil de maîtrise des marchés essentiel. En fait, les Britanniques ne sont que d’un pied prudent dans l’Union Européenne, et se gardent bien de rentrer dans le facétieux Euro: ce qui fait le socle de leur économie, c’est la Zone Sterling, l’ex-Empire, le monde entier, et pas du tout la turbulente Europe. L’Anglais a la tête tournée vers le reste du monde, comme toujours, et pas du tout vers le mouvant ventre continental.

Ce qui engendre l’idée de *Commonwealth* auquel les Français ne comprendront jamais rien: le Commonwealth est une sorte de «club» présidé par la Reine, qui réunit depuis 1947 les États de l’ancien Empire (actuellement 54): c’est informel, sans statut écrit; le droit d’entrée est l’établissement d’un «vrai» système parlementaire assorti du respect des principe des *Bills of Rights* ; la pratique de l’apartheid est une cause d’exclusion. Les signes de reconnaissance sont la langue anglaise, le rattachement à la zone sterling, une masse d’échange significative avec le système britannique, des liens éducatifs, culturels et universitaires, militaires: Oxford, Cambridge Sandhurst restent les fleurons du système. La Reine en réunit – sauf urgence – les chefs d’État tous les 5 ans dans une capitale différente. On parle entre soi des affaires communes, en robe du soir et en smoking, on papote, on boit du thé, du sherry, et on fait le bilan de l’état du monde.

Les Jeux du Commonwealth ont eux lieu tous les 4 ans, utilisés comme le nouveau ciment d’appartenance, ils bétonnent avec le sport l’esprit de clan du système: ils auront lieu à New Delhi en octobre 2010; les affiches sont splendides, le réseau touristique très efficace, et on s’y affrontera dans ces jeux mystérieux que sont le cricket, le badmington, le polo, le hockey sur gazon, et autres amusements hermétiques – hors gazon – tels que les «cuites» à la brune Guiness et les concours de scones aux raisins secs…

La Reine (ou le souverain britannique quel qu’il soit) est un lien fort, très respecté: elle est encore sur de nombreux timbres poste, parfois encore sur les bank-notes. Elle reste la femme la plus «portraiturée» au monde. La famille royale, le gouvernement britannique sont très présents dans les informations, la presse, les conversations. La longévité du règne d’Elisabeth II (depuis 1953) est assimilable à celui de Victoria, et contribue beaucoup à l’intangibilité du lien moral. D’ailleurs, même en Grande Bretagne, jamais les Windsor n’avaient joui d’une telle popularité, entretenue avec beaucoup de professionnalisme: c’est le duc d’Edimbourg, en son temps, au début du règne de son épouse, qui fit remarquer «qu’être souverain, même constitutionnel et sans pouvoir réel, était un *métier».* Toutes les monarchies européennes, de même que la Jordanie, Brunei et d’autres ont adopté ce schéma. Et puis la Reine aime les chevaux et les chiens: tous les citoyens du Commonwealth, de Melbourne à Toronto, de Kuala Lumpur à Nairobi ont la passion de l’*agility* et des steeple chases. Il y a aussi les belles voitures, ces sortes de coffres forts sur roues, les Rolls et les Jaguar (deux enseignes rachetées par le groupe indien Tata ; quelle revanche!), les courses automobiles, Stirling Moss et Jack Brahbam, Mac Laren et Lotus.

Enfin il y a la langue et les mœurs: ce qui entraîne la littérature, l’*entertainment*, la radio, le cinéma, la télévision et l’informatique: la langue est l’indéniable pont entre les deux côté de l’Atlantique, et les États-Unis, surtout les États du nord-est fondateur, restent l’enfant prodige de la Grande Bretagne, malgré les fâcheries et la guerre d’Indépendance (ou à cause d’elle) . À ce titre les Britanniques restent les partenaires privilégiés du leader mondial. Pas besoin de traducteur…Les liens d’apprentissage, d’excellence sont infinis, croisés, se tissent dans un subtil réseau d’Associations, de Clubs, de Loges, d’Écoles, d’Universités, de codes de conduite, de rites de passage aussi ésotériques que solides. Il faudrait plusieurs volumes pour en décrire les méandres.

Lié à tout cela, enfin, il y a le *Times* avec toute ses variantes locales: tout individu de langue anglaise, où que ce soit dans le monde, entre ses *scramble eggs,* ou son bol de riz et sa tasse de thé parcourt tous les matins au petit déjeuner cet inimitable journal, lequel a souvent pris un format américain: si les nouvelles locales diffèrent, le ton, le style, restent uniformes: on est certain d’être dans un pays où le Britannique a laissé son empreinte.

Ensuite il y a la BBC: *la British Broadcasting* dans tous les pays de langue anglaise, notamment ceux de l’ancien Empire, a su entretenir un réseau d’abord radio, puis surtout télévisuel de grande qualité et adapté à chaque secteur géographique et ethnique. Où que vous soyez dans le monde, la BBC locale vous informera sans *a priori*, et surtout avec une extraordinaire ouverture sur le monde entier assortie d’une volonté de positivisme assez remarquable: John Stuart Mill et John Locke sont passé par là, de même que l’École des Utilitaristes. Car le but n’est pas d’occuper des heures d’antenne, le but est «d’être utile» à une mentalité, à un mode de vie, à une vision des relations internationales basés, non pas sur de grandes idées philosophiques impraticables, mais sur un socle aussi solide que possible, de réalisme et d’efficacité collective. Ce lien est extrêmement puissant. Les présentateurs, les reporters, quelle que soit leur appartenance ethnique, sont formés à Londres, retournent ensuite informer leur pays d’origine, dans un style uniformisé, assez *soft*, assistés des commentateurs locaux. (lorsque l’on compare TV5 on reste accablé). Outre l’information, des émissions annexes diffusent de nombreux documentaires dans des styles très variés, et des «dramatiques» où le temps de l’Empire est souvent le support dramatique. Ce mélange fait sans doute de la BBC, toutes unités confondues, et mieux que la péremptoire CNN, l’entreprise de télévision la plus regardée et l’une des plus efficaces dans le monde. Elle contribue aussi beaucoup à ce qui est sans doute la passion contemporaine la plus spectaculaire de la planète britannique: le football; la Première League est incontestablement la star des écrans, et les magasins de Manchester United et autres Liverpool ou Aston Vila peuplent le monde de maillots identiques portant les rêves de gloire de tous les enfants de langue anglaise…

Rule Britania…

*Françoise THIBAUT, après avoir été membre de l'administration centrale de l'Etat, a été professeur d'université, alternant l'enseignement, des fonctions de gestion et des missions à l'étranger ; professeur de droit international aux Ecoles de St Cyr Coëtquidan, elle a contribué au rapprochement entre les Ecoles civiles et militaires et assuré diverses fonctions au sein des institutions de recherche et d'enseignement de l'armée de terre; auteur de nombreux cours (droit international, libertés publiques, idées politiques) ainsi que d'ouvrages de fond sur les régimes parlementaires, elle est correspondant de l'Institut de France pour l'Académie des Sciences morales et politiques.*

# Le concept de diplomatie aérienne[[14]](#footnote-14)



#### Interview de monsieur le Professeur Hervé COUTAU-BÉGARIE

***À travers cet entretien avec la rédaction de «Penser les Ailes françaises», le Professeur COUTAU-BÉGARIE aborde l’apport de l’action militaire à la diplomatie, précise ce qu’est la «diplomatie militaire» et, par référence à la diplomatie navale, pratiquée depuis des siècles, situe ce qu’est et ce que peut être la «diplomatie aérienne»***

**Quelle est, selon vous, la genèse du concept de diplomatie aérienne?**

Il n’y a pas, à proprement parler, de genèse car le concept de diplomatie aérienne est loin d’avoir acquis droit de cité. Certains auteurs américains ont parlé de manière furtive de la diplomatie aérienne sur le modèle de la *Naval diplomacy* mais sans jamais en faire la théorie. La pensée aérienne américaine reste largement prisonnière du schéma traditionnel et raisonne en termes d’emploi de la force; emploi maîtrisé avec le grand débat autour des théories de la coercition mais emploi tout de même, dans une optique fondamentalement militaire où le primat de l’action diplomatique n’apparaît pas vraiment. Le concept de diplomatie aérienne n’est pas davantage théorisé en Europe, y compris en France, où les recherches sur le sujet sont encore embryonnaires. Personnellement, je l’utilise par décalque de la diplomatie navale. Ce concept est employé de longue date mais n’a reçu une véritable théorisation qu’à partir des travaux fondateurs de l’ambassadeur britannique sir James Cable dans les années 1970. S’il est légitime de parler de diplomatie navale, et il y a suffisamment de travaux historiques et théoriques qui le démontrent amplement, il est tout aussi légitime de parler de diplomatie aérienne. Si les travaux correspondants manquent, les exemples historiques sont en revanche suffisamment nombreux pour attester de la légitimité et de la validité du concept. Il n’en demeure pas moins qu’il est loin d’être admis et certains analystes contestent vigoureusement sa pertinence.

**Comment définir le concept de diplomatie aérienne?**

L’extrême rareté, pour ne pas dire l’absence quasi totale, de travaux sur la diplomatie aérienne interdit de donner d’emblée une définition définitive. Habituellement, lorsque l’on parle de diplomatie navale, on entend l’utilisation de l’instrument naval à des fins politiques en dehors du temps de guerre, dans un contexte de paix ou de crise. Il me paraît donc naturel de transposer cette conception au domaine aérien et de définir la diplomatie aérienne comme l’utilisation de l’instrument aérien à des fins politiques, en temps de paix ou de crise. À partir de cette conception très générale, on peut définir des catégories:

* ***La diplomatie aérienne humanitaire*** intervient au lendemain des catastrophes naturelles – tremblements de terre, tsunamis – ou éventuellement politiques – guerres civiles, génocides–, pour secourir les populations dans un but désintéressé, sans arrière-pensée politique manifeste, hormis celui, bien entendu, de contribuer au maintien du prestige du statut international du pays qui met en œuvre cette diplomatie aérienne humanitaire;
* ***La diplomatie protectrice*** a pour but la protection des ressortissants. C’est, en effet, l’une des prérogatives et l’un des devoirs primordiaux de l’État, qui lorsqu’il le peut, doit assurer l’évacuation de ses ressortissants qui se trouvent dans un État en crise ou en guerre. Là aussi, les exemples sont extrêmement nombreux. Depuis une trentaine d’années, l’instrument aérien a été très souvent sollicité pour évacuer en urgence des ressortissants. Il est particulièrement adapté à cette fin en raison de sa rapidité alors que les autres moyens militaires, parfois plus adaptés lorsqu’il s’agit d’évacuation de masse (affaire du Liban en 2006), nécessitent généralement de plus longs délais;

Vient enfin ce que l’on pourrait appeler par un pléonasme ***la diplomatie politique ou la diplomatie de puissance*** qui vise à intervenir directement dans une crise politique.

* ***La diplomatie de puissance*** sert les intérêts de l’État lorsqu’il faut secourir un allié ou intimider un adversaire potentiel ou déclaré;
* ***La diplomatie politique*** vise au maintien de la paix et de la stabilité internationale. Dans ce deuxième cas, il ne s’agit pas d’une diplomatie de puissance mais d’une contribution au maintien de l’ordre international.

Le lieutenant-colonel de Lespinois, dans un important article de la revue de *Défense et sécurité internationale*, a donné un premier bilan très documenté, qui faisait jusqu’à lors défaut, des manifestations de la diplomatie aérienne française durant les 30-40 dernières années.

**Qu’est ce qui distingue la diplomatie aérienne des autres formes de diplomatie militaire?**

Le corporatisme n’est pas mort et les analystes ont trop souvent tendance à opposer la diplomatie navale à la diplomatie aérienne ou à la diplomatie militaire terrestre. Il faudrait plutôt les voir comme complémentaires.

La diplomatie aérienne a, pour elle, l’incomparable avantage de la rapidité. Ce qui lui permet d’être mise en œuvre sur préavis très bref avec néanmoins un inconvénient: la dépendance à l’égard d’infrastructures à terre et les autorisations de survol. Les utilisations de ces infrastructures peuvent parfois se faire un peu trop attendre, comme on l’a vu en Asie centrale au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

L’instrument naval est souvent plus lent à réagir mais il est capable, depuis toujours, de maintenir cette présence dans la durée comme l’ont amplement démontré les opérations Olifant (1981) durant la crise du Liban, l’opération Prométhée (1987) durant la phase finale de la guerre Iran/Irak ou l’opération Héraclès dans l’Océan indien, de décembre 2001 à juin 2002. Pour les opérations qui s’inscrivent dans la longue durée, l’instrument aérien a su prouver, grâce à la projection de bases aériennes (Chypre en 1956, Manas en 2002,...) ou au pré-positionnement de moyens aériens sur des plates-formes situées dans des pays liés à la France par des accords de défense (Djibouti, N’ Djamena,...), sa capacité à assurer une présence aérienne continue dans la longue durée.

La diplomatie militaire terrestre est souvent lourde car la projection d’une force à terre est logistiquement et politiquement difficile, alors que les instruments navals et aériens permettent plus de réversibilité. En sens inverse, l’engagement à terre est souvent nécessaire dans des crises qui requièrent une interposition. Il est souhaitable que l’on dépasse ces clivages traditionnels pour concevoir la diplomatie militaire dans son ensemble avec différentes composantes; terrestre, navale, aérienne et aussi, dorénavant gendarmerie, qui se complètent.

**En quoi les moyens aériens servent-ils les actions diplomatiques de l’Etat?**

La diplomatie aérienne comme la diplomatie navale et la diplomatie militaire terrestre est méconnue. Très peu de gens savent que les armées françaises ont engagé, depuis 1969, date de notre retour au Tchad, et donc date du début des opérations extérieures – après le recueillement qui avait suivi la guerre d’Algérie –, 400 opérations extérieures, soit pratiquement une opération nouvelle par mois, alors que nombre de ces opérations s’est étalé sur plusieurs mois voire même, pour certaines, sur plusieurs années. Il y a là un effort considérable dont aucun pays, en dehors des États-Unis, et avant sa dislocation l’Union soviétique, n’a fourni l’équivalent. Il est probable, sous réserve d’une étude systématique qui reste à faire, que l’on pourrait transposer à la diplomatie aérienne française ce que j’ai démontré pour la diplomatie navale française, à savoir qu’elle se situe au deuxième rang mondial après celle des États-Unis. En dehors de l’hyper puissance américaine, aucun pays n’en fait autant que nous et ce sur tous les plans: de la diplomatie humanitaire à la diplomatie politique en passant par la diplomatie de puissance.

Le commissaire lieutenant-colonel Grattepanche, de l’armée de l’air, a établi une banque de données des OPEX consultable sur le site du Collège interarmées de défense (CID) qui fournit un premier bilan. Même incomplète, elle donne une idée de l’ampleur de l’effort consenti. Les armées et tout particulièrement l’armée de l’air, ont tout intérêt à ce que cet effort soit mieux connu car il apporte une contribution importante, à mes yeux décisive, au maintien du rang international de la France.

Cet effort est trop peu connu, d’abord parce que beaucoup d’aviateurs le regardent comme allant de soi, comme faisant, en quelque sorte, partie de l’ordinaire du métier. D’autre part, parce qu’ils restent prisonniers de la logique traditionnelle, qui fait de l’affrontement, de la préparation aux combats de haute intensité le cœur du métier. Il ne s’agit pas de dire que la stratégie aérienne est devenue caduque, que le combat de haute intensité n’est plus concevable. En revanche, il faut affirmer avec force que ce combat de haute intensité est aujourd’hui moins fréquent, son occurrence moins probable et que les armées ne peuvent plus justifier leur rôle par l’invocation de cette seule perspective, devenue très aléatoire. L’armée de l’air doit dire que la stratégie aérienne est complétée par une diplomatie aérienne qui s’est manifestée constamment durant les 40 dernières années et qui semble «malheureusement» appelée à demeurer, voire même à se développer encore, durant les prochaines décennies, dans un monde résolument instable.

Il y a là un facteur de légitimité qui devrait être davantage valorisé tant dans l’intérêt de l’armée de l’air que pour le rayonnement de la France.

*Universitaire, Docteur d’État en science politique, le professeur Hervé Coutau-Bégarie est directeur d’études à l’École pratique des hautes études (histoire des doctrines stratégiques). Président de l’Institut de stratégie comparée, il dirige aussi le cours de stratégie au Collège interarmées de défense. Diplômé de l’ÉNA, il a été administrateur civil au ministère de la Défense. Il est membre de la Commission française d’histoire militaire (CFHM) et de l’Institut de recherches sur les civilisations de l’Occident moderne. Il a été l’un des experts des Nations Unies pour la course aux armements navals et a participé au groupe d’étude de l’Institut des Nations Unies sur le désarmement (UNIDIR) et sur les mesures de confiance en mer. Depuis 1987, co-directeur de la «Bibliothèque stratégique» et directeur des «Classiques des sciences sociales» aux éditions Économica, il est par ailleurs directeur de la revue Stratégique. Hervé Coutau-Bégarie est l’auteur de nombreux ouvrages et articles.*

# Les héros réfutent la «victimisation»



Par le chef d'escadron Samuel DUVAL,

officier stagiaire au Collège interarmées de défense

***Un débat sur l'identité nationale a été esquissé au début de l’année 2010. Sans en mésestimer l’apport, il conviendrait cependant de l’élargir en s'interrogeant sur les modes de fonctionnement de notre société afin de remettre à l'honneur le héros « escamoté » par la tendance actuelle à la victimisation.***

«*Le 18 août 2008, 14 heures, vallée d'Uzbin, Afghanistan. Le caporal-chef brancardier-secouriste de la section Carmin 2 prise en embuscade s'écroule, mortellement touché. Il est allé chercher, par trois fois, sous le feu, le genou fracassé par une balle, des camarades blessés. Un peu plus tôt, l'opérateur-radio de cette section, un tout jeune soldat, est tué lui aussi en protégeant de son corps son chef de section afin que celui-ci puisse exercer son commandement*».

Le récit de ces actes héroïques est presque absent de la scène médiatique française dans les jours qui suivent l'embuscade d'Uzbin. À l'heure où ces mots sont écrits, quarante soldats sont morts pour la France en Afghanistan. Les titres des journaux qui rendent compte de ces événements sont les mêmes que s'il s'agissait de faits-divers ou d'accidents du travail: «Attaque en Afghanistan: un deuxième soldat décédé» (Le Parisien 11/1/2010); «Un militaire français tué en Afghanistan», (Le Figaro 14/3/2009); «Dix soldats français ont été tués en Afghanistan» (Le Monde 19/8/2008). Le soldat tué au combat est dépeint comme une victime passive qui subit un sort contraire, un peu comme lors d'une catastrophe aérienne. Et le pouvoir politique a renforcé cette idée en 2008 lorsque le ministre de la défense a accompagné en Afghanistan les familles des soldats tués lors de l'embuscade d'Uzbin. Il n'est donc pas surprenant que certaines de ces mêmes familles portent plainte quelques mois plus tard pour mise en danger de la vie d'autrui. Dans le cadre d'un processus de victimisation, il est naturel de chercher les coupables qui ont créé les victimes. Pourtant, il semble beaucoup plus juste et profitable pour la société française de remettre à l'honneur la figure du héros militaire qui a disparu au profit de celle de la victime.

Ces événements récents s'inscrivent dans une évolution plus large et plus ancienne qui tend à substituer la figure de la victime à celle du héros. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne le héros militaire, qui n'existe plus depuis la Résistance. Pourtant, l'étymologie du mot «héros» nous apprend que ce terme est un emprunt du grec hérôs, c'est-à-dire un chef militaire de la guerre de Troie, comme Ulysse ou Agamemnon. Cette conception antique a perduré pendant tout le Moyen-Âge[[15]](#footnote-15) à travers des personnages légendaires comme Roland ou Lancelot du Lac. Le siècle des Lumières a commencé à remettre en cause cette vision: «Vous savez que, chez moi, les grands hommes vont les premiers, et les héros les derniers; j'appelle grands hommes tous ceux qui ont excellé dans l'utile ou l'agréable; les saccageurs de provinces ne sont que des héros».

Par la suite, la [Grande Guerre](http://www.lemonde.fr/sujet/8c0d/grande-guerre.html) a continué à mettre à mal le concept de héros. En raison du nombre abominable de tués, le soldat a commencé à devenir une victime. La Shoah constitue, en outre, l'étape déterminante vers la valorisation de la victime, et ce mouvement aboutira à la naissance de la victimologie en tant que discipline indépendante au début des années 1960. De nos jours, on assiste en France à la création de communautés qui se soudent autour de leurs souffrances passées ou présentes comme les «indigènes de la République». Cette démarche aboutit au constat que «les victimes incarnent une nouvelle forme d'héroïsme». Un exemple frappant de l'héroïsation de la victime est constitué par la personne d’Ingrid Bétancourt[[16]](#footnote-16). En effet, le président de la République lui a remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur le 14 juillet 2008, peu de temps après sa libération par les FARC de Colombie. Pourtant, il est difficile de discerner en quoi Mme Bétancourt a fait preuve «de mérites éminents acquis au service de la nation soit à titre civil soit à titre militaire». On peut donc penser que cette haute distinction lui a été conférée en tant que victime d'une très longue et éprouvante séquestration.

Cependant, la victimisation à outrance et l'exploitation politique et médiatique qui peut en être faite ne servent pas les personnes qui ont subi des préjudices, mais au contraire les enferment dans une sorte de statut social. Au niveau de la société, l'irruption de la victime sur le devant de la scène politique est également dangereuse car celle-ci ne parle qu'un seul langage, celui de l'émotion au détriment de celui de la raison, servant l'atteinte des objectifs fixés. Pour revenir aux soldats français tués en Afghanistan, ceux-ci n'étaient pas des victimes consentantes mais des hommes qui avaient choisi librement d'aller au bout de leur engagement pour les valeurs de la nation. Bien plus, la plupart d'entre eux n'ont pas subi la mort mais se sont battus avec un héroïsme remarquable. La famille du brancardier-secouriste d'Uzbin fait partie de celles qui ont déposé plainte.

Au-delà de cette démarche, il est certain que le processus de deuil de cette famille aurait été grandement facilité en mettant à l'honneur l'héroïsme de leur proche plutôt qu'en le présentant comme une victime. Nos alliés anglo-saxons ne partagent d'ailleurs pas cette vision «victimisante» de la mort au combat. Le village de Wootton Bassett[[17]](#footnote-17), en Angleterre, est sur le chemin des convois funéraires qui transportent les corps des soldats britanniques tués en Afghanistan. À chaque passage, une foule pouvant rassembler parfois cinq mille personnes escorte les dépouilles des militaires jusqu'à la sortie du village. De même, au Canada, la route où passent les soldats tués en Afghanistan et leurs familles a été rebaptisée "Highway of Heroes" et des centaines de Canadiens se massent sur ses bords en signe d'hommage.

À l'heure où l'État français sent le besoin d'interroger ses citoyens sur l'identité nationale, il faudrait élargir le débat en s'interrogeant sur les modes de fonctionnement de notre société afin de remettre à l'honneur le héros et abandonner un discours trop victimisant. En s'appuyant sur ces authentiques héros militaires, le pouvoir politique offrirait en outre des modèles pour une jeunesse en quête de sens, pas seulement à cause de leur mort ni en tant que guerrier mais grâce au caractère absolu de leur engagement au service des valeurs de la France.

*Le capitaine Duval est sorti de St-Cyr en 1997 dans l’arme du train. Il a servi au 601ème Régiment de circulation routière, où il a été chef de peloton, adjoint au chef d’unité élémentaire, puis chef d’escadron de circulation routière. Ces différents emplois l’ont amené à effectuer des missions en Bosnie dans le cadre de la SFOR, en Côte d’Ivoire (opération Licorne) et en Afghanistan comme officier logistique d’un bataillon de l’ANA. Il est actuellement stagiaire de la 123ème promotion du Cours Supérieur d’État-major.*

**The revolution in military affairs:**

**12 observations on an out-of-fashion idea**



# *Par le lieutenant-colonel Scott STEPHENSON*

**This article[[18]](#footnote-18) is reprinted with the permission of Military Review, the Professional Journal of the US Army. It was originally published in its May-June 2010 issue[[19]](#footnote-19).**

**F**rom the middle of the 1990s into the beginning of the 21st century, the Pentagon used the Revolution in Military Affairs to justify rewriting doctrine, overhauling organizational structures, and spending vast amounts of money on new weapons systems. Although the concept of a RMA owed its lineage largely to historians (the “military revolution” of the 17th century) and Soviet theoreticians (the “military-technological revolution”), civilian and uniformed leaders in the U.S. military found the idea created a powerful resonance among politicians, pundits, and academics.

Today, the rallying cry is dead. One would have difficulty in pinpointing the exact time and place of RMA’s demise. The exciting synergy of Special Forces and B-52s blasting the Taliban in 2001 seemed to renew its vogue. However, with the beginning of a full-blown insurgency in Iraq in late 2003, the use of “RMA” as a Pentagon mantra came to an abrupt end. The exact location of the phrase’s collapse is open to speculation, but one place to look for it might be along Route Irish, between the Green Zone and the Baghdad International Airport. Our painful experience in Iraq destroyed most of the cherished (and banal) buzzwords the U.S. military carried blithely into the new century[[20]](#footnote-20). While historians may continue to find utility in the idea of revolutionary change in warfare, the U.S. military appears more than willing to let the RMA and its conceptual brood lie where they fell.

However, before we consign this ostensibly dead revolution to the dustbin of history and delete our PowerPoint references to the idea, we really ought to consider what we might *retrieve* from the idea of a sudden, dramatic change in the way wars and warfare are conducted. After all, the RMA idea helped inspire a long-running dialogue between academia and the U.S. defense establishment over the origins of innovation and adaptation in military organizations. Iraq discredited our celebration of a unique, technology-based, “American RMA”, but the utility of the original concept endured challenges without the debunking of the core idea. History may be an imperfect tool in predicting the future, but it’s the best tool we have. In making these 12 assertions, I seek a level of theoretical clarity by using the definitions offered by Williamson Murray and MacGregor Knox in their 2001 book, “***The Dynamics of Military Revolution, 1300-2050***”. In describing the phenomenon of dramatic discontinuities in military history, Knox and Murray distinguish between a “revolution in military affairs” and a “military revolution.” If, for example, World War I was the signature military revolution of the 20th century, then the birth of mechanized warfare, strategic bombing, and submarine warfare are a few of the RMAs that proceeded from the war’s powerful impact on society, technology, and military institutions[[21]](#footnote-21).

***Revolutions wait for no man (and no army, navy, or air force***

Yet, one could just as easily have referred to Napoleon’s stunning triumph over the Prussian army in 1806. In both cases, the loser had been slow to recognize the way that warfare was changing. In the case of 1940, the French were victims of the RMA. In 1806, a military revolution had the shoe on the other foot. The proud regiments of Frederick the Great’s army became a speed bump to Napoleon’s genius and the energies released by the French Revolution.

What does this mean to us now? It should inspire us to ask if the “American RMA” of the 1990s has run its course. Is this just sloganeering? Who do we resemble the most, the Germans or the French in the blitzkrieg of 1940? These questions prompt a second assertion about revolutions in military affairs.

## *Those that live by the RMA may well die by the RMA, and in time, the competition will catch up*

In 1813, when confronted with the evidence that his enemies were learning from their defeats, Napoleon said, “These animals have learned something!”[[22]](#footnote-22) The French emperor’s victories had inspired reform and innovation in the armies of Prussia and Austria and encouraged such unlikely allies as Great Britain and Russia to join in a powerful coalition determined to crush the “Corsican Ogre”. Similarly, blitzkrieg lost its magic after the Wehrmacht overextended itself in the Soviet Union. From late 1942 until the fall of Berlin, the Germans experienced the Red Army’s version of blitzkrieg in the Ukraine, in Byelorussia, and along the Vistula. A decisive military inspires imitation and adaptation by the enemy.

The examples of Napoleon in defeat and the Wehrmacht battered by the Soviets should inspire us to consider the “half-life” of the RMA we celebrated in the 1990s.

Dominance in an area of warfare will inspire others to launch their own RMA

Consider British naval dominance up to the 20th century. For a period of several months, the U-boats threatened to starve Great Britain while the battleships of the Royal Navy languished at Scapa Flow. Similarly, in the aftermath of World War I, most of the world believed that France had the most powerful and effective army in Europe. During most of the interwar period, the mobilized strength of the French army dwarfed Germany’s small, treaty-constrained *Reichswehr*.

Even before it matures on the battlefield, an RMA may generate a “counter-RMA”

Consider the case of strategic bombing prior to World War II. In the 1930s, as Nazi Germany began to rearm, Hitler and Goering proclaimed the ability of the newly created *Luftwaffe* to play such a destructive role. In truth, the Luftwaffe’s strategic capabilities were limited, but the limitations were not immediately apparent to Germany’s neighbors. In the diplomatic crises that preceded World War II, Hitler used the specter of a sky darkened by German bombers to intimidate his opponents.

Across the channel, the chief of the Royal Air Force (RAF) Fighter Command, Air Chief Marshal Hugh Dowding, paid close attention to the growth of the Luftwaffe. In the summer of 1940, when the first Heinkels and Messerschmidts appeared over the English coastline, they were confounded by the speed of the RAF’s response.

Nevertheless, the Battle of Britain was a “near-run thing”, and the eventual British victory owed much to Dowding’s vision as well as the Luftwaffe’s limitations. Dowding had anticipated what it would take to defend against strategic bombing, the nascent RMA led by the *Luftwaffe*. The U.S. military procurement process ballyhoos future systems and capabilities long before they appear in the inventory.

To generate momentum toward a procurement decision, military contractors will field sexy prototypes and stage gaudy performance tests well before the decision to go ahead with production, and such is the nature of things that the new technology often fails to live up to the “hype” that surrounded its development. With the announcement of every new American weapons program, one can imagine the Chinese beginning to assemble a “research and development team” to develop countermeasures.

## *The “almost” RMA from last time might be decisive next time*

One must learn from near misses

Shipping losses created anxiety in Great Britain during the spring and summer of 1917 when it appeared that the U-boat would become the decisive weapon of the World War I. However, within months of instituting a convoy system, the Royal Navy had brought the U-boat menace under control. However, by 1942, Doenitz and company were able to put hundreds of U-boats into the sea, from bases in Norway and the Bay of Biscay that allowed easy access into the Atlantic shipping lanes. The Germans used new tactics that made effective use of wolf packs, aerial reconnaissance, and radio control from the mainland. A quarter-century after the crisis of 1917, the British found themselves once again pushed to the edge of defeat by a German U-boat fleet. The German boats of 1942 to 1943 were very similar to the ones deployed during World War I, yet when used in new ways, they created a renaissance of the “submarine RMA” previewed 25 years before.

The tanks of 1918 played an important role in the Allied victory, but not a decisive one. Technical shortcomings limited the behemoths of 1917 and 1918 to the role of adjunct to the “poor bloody infantry” and the truly decisive weapon of the Western Front, artillery. The cases of the U-boat and the panzer attacks suggest we can make old weapons play new tricks. Can we afford to seek the “system-after-next” before we have exhausted the potential of the hardware we have?[[23]](#footnote-23)

The examples of the U-boat and panzer also remind us that an RMA might result if we apply new “thoughtware” to old hardware. However, lest we believe individuals can manage the changing character of the battle field, let us remember that, according to Murray and Knox, there are some changes so vast and fundamental as to slip the bonds of human control[[24]](#footnote-24).

## *We guide RMAs; we ride military revolutions*

Dramatic changes in society and the conduct of war are usually beyond control. When Louis XVI lost his head to French revolutionaries, the dynasties of Europe feared the dangerous effects of the political upheaval that had gripped France and destroyed the Bourbon monarchy. However, neither the crowned heads of the continent nor their generals could have anticipated the mobilization of French national power that the upheaval made possible or the changes in warfare that resulted. It took an ambitious (and very lucky) young Corsican officer to realize the power of the new order and to exploit that power at Marengo, Austerlitz, and Jena. By 1813, the energies the French Revolution released had turned on the man who had most benefited from them.

Not all military revolutions and RMAs are technology-based

Moreover, the changes in the economic and political order of Europe’s early modern period led to the first, true standing armies. Flintlocks, caravels, and *trace italienne* forts played a key technological role in extending European military superiority around the world, but one can argue that it was the “software” of military innovation as much as the hardware that made the difference.

Thus, before the “revolutionary changes” of the 17th century, Ottoman Turkey was capable of periodic invasions deep into Europe; Turkish troops besieged Vienna as late as 1683. However, once the Habsburgs were able to field forces that exhibited all the advantages of drill and discipline, the retreat of the Ottomans began.

Thus, during the Cold War, the Defense Intelligence Agency painted pictures of emerging, potential, and even fanciful enemy weapon systems.

One service’s RMA may marginalize another service

When the first tanks crawled across no man’s land in September 1918, the prescient saw that war would never be the same: the internal combustion engine, not horseflesh, would generate shock action on the battlefield of the future. Cavalry advocates fought a bitter delaying action against the primacy of the tank in the field of mounted warfare. Yet within the U.S. military, the changes ushered in with the nuclear era created a class of winners and losers; the newly independent U.S. Air Force and, in particular, the Strategic Air Command, justifiably saw itself as the essential component of America’s security and thought that if the other services were marginalized, so be it. The U.S. Navy could patrol the seas, and the Army could guard airbases and police up the nuclear battlefield, but the Strategic Air Command’s massive bombers would carry the load of deterrence and warfighting. Fearing marginalization, the U.S. Navy launched the “revolt of the admirals”, while the Army was inspired into ill-conceived experiments like the “Pentomic Division”. Fast forward to the end of the century. The Air Force and, to a lesser extent, the Navy, seemed well positioned to benefit from the “American RMA” of the 1990s. Prophets predicted that advances in communications, satellite imagery, and precision targeting would remove the “fog and friction” from the battlefield and foster “perfect situational awareness”. In the sterile atmospheres of the sky, space, and sea, no enemy would be able to hide from America’s wonder weapons. In adapting to the new realities of 21st century war, the visionaries of the three major services should pause over the next assertion.

The lasting lessons of military history were paid for in blood

Nevertheless, shortly after the end of the war, the first prophet of airpower, Giulio Douhet, predicted that strategic bombing would be the decisive form of warfare in the future.

The doctrine assumed that such targets existed and could be identified. It assumed that bombers could find their way to these targets and drop their bombs accurately enough to hit the targets and that the targets would be vulnerable to destruction from the air. The U.S. Eighth Air Force paid the blood price for the lesson yet again in the skies over Regensburg and Schweinfurt. The lessons learned in the skies of Nazi Germany should remind us to keep our enthusiasm over innovation in perspective. Perhaps part of the problem for the interwar Army Air Corps was the lack of a clear enemy against which to test its ideas.

Leadership in an RMA is difficult to sustain without a credible strategic threat

The U.S. Navy and Marine Corps offer perhaps the clearest example of this point in the years prior to 1941. Both services anticipated that the most likely enemy of the future would be the Japanese Empire. Yet the Pentagon will not have the luxury of putting an exclusive emphasis on counterinsurgency. However, for the Japanese, the skill of their carrier pilots, the bravery of their infantry, the agility of the Zero, and the lethality of the Long Lance torpedo were not enough to overcome a fundamental mistake, the mistake of making war against an enemy whose war-making potential dwarfs your own.

Leadership during an RMA cannot overcome grievous strategic miscalculation

Imperial Japan is the conspicuous example of this point. Hitler rode the blitzkrieg RMA across the Polish plains and around the Maginot Line. The myth of German invincibility died, frostbitten, on the approaches to Moscow. Given the limited strength of our ground forces, hindsight suggests that the U.S. signed up for at least one war too many in 2003. The sprint to Baghdad in March and April of that year looked like blitzkrieg. At least part of the problem, according to some, was our inability to project a path to the political end state we desired beyond the dazzling battlefield victories. We are having to relearn the fundamentals of counterinsurgency while “making do” with forces spread thin around the world.

## *The fundamental nature of war is impervious to military revolutions and RMAs*

Weapons change; people and their motives do not. We have more confidence in our weapons than in the breadth of perspective that informs their use.

At the beginning of the century, the evangelists of “American RMA” argued that we could drive uncertainty and confusion off the battle field the way we had chased the Iraqi Army out of Kuwait. This essay began by suggesting that military professionals have largely jettisoned the concept of “the revolution in military affairs”. The *Joint Force Quarterly* articles that celebrated it have been shredded, and the PowerPoint briefings that proclaimed it have been recycled into the vast reservoir of electrons in the Pentagon’s servers. Like many of the products American industry used to make, the revolution in military affairs had passed its point of “planned obsolescence”.

For the most part, the analysis of revolutionary changes in warfare has been left to the historians. Perhaps the humility we have learned in the last several years will enable us to reach into the dustbin of history, clean up the idea of a revolution in military affairs, and find some new uses for it.

*Lieutenant Colonel Scott Stephenson, Ph.D., U.S. Army, Retired, is an associate professor at the U.S. Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, KS, Department of Military History. He received a B.S. from the U.S. Military Academy, an M.A. from Syracuse University, and a Ph.D. from the University of Kansas. He served in command and staff positions in the U.S. and Europe. He is the author of “****The Final Battle: Soldiers of the Western Front and the German Revolution of 1918****” (Cambridge, 2009).*

## Libres opinions[[25]](#footnote-25)



# l’OTAN, une opportunité

# pour la tactique française



## *Par le chef de bataillon Christophe de LA CHAPELLE*

***Face à la multiplicité des engagements multinationaux, nous assistons à une inflexion des principes tactiques fondamentaux qui guident nos forces armées, sans pour autant obtenir, dans la poursuite des objectifs, un rendement meilleur. Le retour de la France dans le commandement intégré de l’OTAN peut au contraire permettre de retrouver et de diffuser nos procédés tactiques, gage d’une plus grande efficacité opérationnelle.***

**P**atrice Franceschi, qui a passé douze ans de sa vie en Afghanistan à conseiller le chef de guerre moudjahidin Amin Wardak, estime qu’«*en Afghanistan, les soldats français sont desservis par le fait d’avoir délaissé un type d’attitude ayant fait ses preuves en Afrique au profit du modèle américain du combattant caparaçonné, sur le qui-vive en permanence et se coupant volontairement de son environnement*». Selon cet expert de la guérilla afghane anti-soviétique, «*il est devenu urgent que nos soldats changent de comportement tactique et de comportement social et psychologique*»[[26]](#footnote-26).

De fait, face à la multiplicité des engagements multinationaux, nous assistons à une inflexion des principes tactiques fondamentaux qui guident nos forces armées, sans pour autant obtenir dans la poursuite des objectifs un rendement meilleur. Le retour de la France dans le commandement intégré de l’OTAN peut, au contraire, permettre de retrouver et de diffuser nos procédés tactiques, gage d’une plus grande efficacité opérationnelle.

Dès lors que l’on reconnait à la tactique française une spécificité, c’est-à-dire une identité propre, il convient de préciser ce qui la fonde, la caractérise et la différencie, pour ensuite en apprécier sa pertinence à l’aune des conflits actuels.

Il existe une identité tactique française fondée sur la pensée et l’esprit de ses grands chefs militaires, au premier rang desquels se trouvent Napoléon, Bugeaud, Gallieni, Foch et Lyautey. Ce modèle français de la tactique est d’abord un héritage historique et culturel. Il s’appuie largement sur le passé colonial de notre armée qui a introduit la notion de culture dans la réflexion tactique. Lorsque Lyautey fut nommé au Maroc en 1912, il s’attacha à acquérir rapidement une connaissance parfaite de la région et des tribus. Soucieux de respecter la religion islamique, il sût s’attirer la confiance des élites locales. *In fine*, celui qu’on allait surnommer «Lyautey l’Africain» réussit à pacifier le pays.

La spécificité du modèle tactique français est d’appréhender l’ennemi et le milieu sous le prisme de la culture. Ce modèle fait déjà école en Irak et en Afghanistan sous l’impulsion des généraux américains Petraeus et McChrystal[[27]](#footnote-27). Il peut encore être développé.

Pour autant, loin d’être figée, la tactique française est en constante évolution.Elle s’enrichit (ou s’appauvrit!) au gré des alliances et des conflits, en particulier lorsqu’elle se confronte à une doctrine différente, amie ou ennemie. Ainsi, la doctrine française en 1914 a-t-elle été élaborée en réaction à celle qui prévalait dans l’armée allemande victorieuse en 1870[[28]](#footnote-28).

Or notre modèle tactique est particulièrement adapté aux conflits actuels qui se caractérisent par un ennemi irrégulier et des engagements où la population est au cœur des enjeux[[29]](#footnote-29). Dans ce type de guerre, un comportement ouvert des soldats est essentiel. Il est en effet dangereux de laisser croire que l’on méprise la culture d’un peuple, sinon à laisser la propagande adverse gagner les cœurs et *in fine* rendre inutile les opérations militaires. Le commandant en chef américain en Afghanistan, le général McChrystal n’affirme t-il pas que «*c’est le peuple afghan qui décidera qui gagnera cette guerre*»[[30]](#footnote-30). Et lorsque, interrogé sur sa nouvelle stratégie, il cite lui-même les «*leçons données par les Français Lyautey et Galula en matière de contre-insurrection*»[[31]](#footnote-31), il devient le meilleur ambassadeur de notre tactique. Cependant, le but n’est pas d’accréditer la thèse d’une supériorité intrinsèque du modèle tactique français. L’avantage est conjoncturel. N’oublions pas, par ailleurs, que sans la supériorité morale et technologique américaine, la tactique de la bataille décisive et donc la victoire des Alliés en 1945 eut été impossible.

Les engagements multinationaux actuels, essentiellement sous commandement de l’OTAN, nous conduisent à utiliser des procédés tactiques qui ne sont pas toujours *a priori* les nôtres. En effet, l’adoption généralisée de standards d’équipement, de la technologie et de méthodes issues de l’OTAN, principalement pour des raisons d’interopérabilité, modifient nos procédures tactiques. Ce phénomène est renforcé par la persistance d’un tropisme anglo-saxon que l’on retrouve souvent chez les militaires français. Pourtant, force est de constater que les procédures tactiques mises en œuvre par l’OTAN en Afghanistan ne nous conduisent pas à la victoire. Si la technologie influence la tactique, elle n’est plus autant qu’avant un gage de supériorité ; elle a désormais un pouvoir égalisateur[[32]](#footnote-32). Les difficultés rencontrées par les forces américaines en Irak et ailleurs ont révélé non seulement les apories du tout-technologique et aérien, mais encore, et plus profondément, la prégnance des opérations terrestres de longue durée, stabilisation ou contre-insurrection[[33]](#footnote-33). Ainsi, la *«Transformation[[34]](#footnote-34)»*, qui est d’origine américaine, trouve ses limites dans la disparition de la guerre classique[[35]](#footnote-35).

Ainsi, à l’aune des conflits actuels, il faut retrouver notre approche tactique, gage d’une plus grande réussite opérationnelle, sans pour autant encourager un repli identitaire qui serait intellectuellement «suicidaire». Le retour de la France dans l’OTAN nous en donne l’occasion. De surcroît, il doit permettre de diffuser notre approche «culturelle» de l’ennemi et du milieu.

*Saint-Cyrien de la promotion colonel Cazeilles (1995-1998), le chef de bataillon de La Chapelle a passé la majeure partie de sa carrière au 2ème REP, où il a commandé une compagnie de combat. Il a ensuite servi comme officier de liaison dans l’armée de l’Air. Il est aujourd’hui stagiaire à la première session de la 123ème promotion du Cours Supérieur d’État-major.*

### **L’équation stratégique**

**en Europe 1939 – 1940**



# *Par le lieutenant-colonel Claude FRANC*

***Inconséquence française, sagacité russe, ténacité et flegme britanniques ont-ils scellé dès 1939 l’issue de la seconde guerre mondiale? C’est la thèse que nous présente l’auteur, qui montre qu’à partir des choix et des non choix faits à cette époque, la situation initiale ne pouvait conduire qu’au succès de l’Allemagne dans un premier temps. Mais que les choix stratégiques russe et britannique, aidés par l’inconstance allemande ultérieure, ne pouvaient qu’à aboutir à la victoire des alliés..***

**A**vant le 2 septembre 1939, date de la déclaration de guerre du Royaume-Uni et de la France au Reich, les jeux étaient déjà faits entre les différents protagonistes s’agissant de leur destin lors du plus grand conflit que l’humanité aura connu. En un peu moins d’un an, de l’été 1939 à l’été suivant, les choix stratégiques qui furent faits – ou non – contenaient en germe aussi bien la défaite française que la survie de la Grande-Bretagne et l’affrontement final entre le Reich et l’Union soviétique dans les meilleures conditions pour cette dernière.

**Les ambiguïtés des choix français au cours de l’été 1939**

Face à la donne stratégique de 1939, la position française au cours du printemps et de l’été 1939 était inconséquente et ce, à double titre.

* En premier lieu, il était parfaitement incohérent d’accorder la garantie française à la Pologne, suivant en cela la diplomatie de Londres, tout en ne remettant pas en cause le principe même de la neutralité belge:
  + Soit Paris était décidé à faire jouer sa garantie vis-à-vis de la Pologne, et dès lors, il fallait, dès l’attaque allemande, porter le gros des forces motorisées françaises sur la frontière belgo-allemande pour faire peser directement une réelle menace sur la Ruhr. Aucune solution ne pouvait être attendue d’une action directe à partir de la frontière franco-allemande organisée par le *Westwall.* Mais il fallait, au préalable,convaincre la Belgique de renoncer à sa neutralité.
  + Soit le respect formel de la neutralité belge constituaitun obstacle diplomatique réel; dès lors la garantie française à la Pologne était inopérante et il ne fallait pas la donner; la question du Corridor polonais aboutissait alors à une nouvelle conférence de Munich.

Jamais le général Gamelin, dont c’était pourtant le rôle, ne plaça le Gouvernement français face à cette équation et aux conséquences qu’il eut fallu en tirer. Pire, une fois la décision gouvernementale prise, il assura l’état-major polonais de sa possibilité de soutien par une action «vigoureuse» quinze jours après la mobilisation, position parfaitement irréaliste, illustrée avec éclat par la ridicule attaque en Sarre dans la forêt de la Warndt.

* En second lieu, une fois cette garantie fatale accordée à la Pologne, rechercher une alliance à l’est avec Moscou, sans s’être assuré au préalable de l’accord de la Pologne et de la Roumanie et de leur participation à ce «front de l’est» relevait de l’inconséquence. D’où l’échec de la mission Doumenc[[36]](#footnote-36), la signature du pacte de non agression germano-soviétique et l’isolement dramatique de Paris et de Londres.

## La stratégie sans faute de Staline

La décision de Staline de conclure un pacte de non agression avec le IIIème Reich n’est pas à considérer sous l’angle idéologique, mais stratégique.

Trois options s‘offraient en effet à lui au cours de l’été 1939: ne rien faire et maintenir le *statu quo ante*, s’allier à Paris et à Londres ou chercher à s’entendre avec Hitler; ces trois options étant à considérer dans un contexte d’agression allemande imminente contre la Pologne.

* Le maintien en l’état du *statu quo ante* était la pire solution car Hitler s’emparerait alors des régions polonaise, ukrainienne et biélorusse, ce qui lui donnait une excellente base de départ vers les pays baltes ou la Russie proprement dite.
* L’alliance occidentale constituait la meilleure solution, car outre le fait qu’elle contraignait Hitler à conduire une guerre sur deux fronts, elle permettait à Staline d’aller chercher le contact avec la *Wehrmacht* en Silésie et en Prusse orientale, au plus loin de la frontière soviétique. Mais, en dépit des propositions de Moscou en ce sens au printemps 1939, cette solution était mort-née du fait du double refus polonais et roumain d’ouvrir leur frontière et d’accorder un droit de passage aux armées soviétiques.
* Il ne demeurait donc plus que l’option allemande, qui constituait un pis aller et une solution d’attente néanmoins avantageuse: Moscou contenait l’avance allemande en Prusse orientale et sur le Bug, récupérait les territoires slaves, biélorusse et ukrainien, perdus en 1920 et voyait reconnaître son influence sur les trois pays baltes.

Mais, à terme, ce nouveau partage de la Pologne était porteur des germes d’un nouveau conflit car, désormais, d’où qu’elle débouche, toute avance allemande vers l’est se heurterait directement à la puissance soviétique.

## Les choix stratégiques allemands face à l’Angleterre

Au moment de la chute de la France, trois solutions s’offraient à Hitler face à la menace britannique qui venait de rejeter formellement ses offres de paix.

* La première consistait à effectuer un blocus total des îles britanniques, mais la flotte sous-marine allemande était insuffisante en nombre et la flotte de surface ne pouvait survivre face à la suprématie navale anglaise. De même, la *Luftwaffe[[37]](#footnote-37)* était sous dimensionnée pour accomplir l’ensemble des tâches que cette option requérait, notamment par l’absence de formations de bombardement stratégique à long rayon d’action. Cela revenait donc à s’engager dans une guerre d’usure dont les résultats ne seraient perceptibles qu’à terme, lorsque tout le potentiel industriel allemand aurait été réorienté au profit de constructions aériennes et navales en masse. Ceci imposait de tout faire pour éviter l’entrée en guerre des États-Unis et de ne rien faire qui puisse provoquer une guerre à l’Est.
* Une autre solution, par recours à l’approche indirecte, consistait à reporter l’effort en Méditerranée pour couper la Grande-Bretagne de ses colonies, notamment celles du Proche-Orient, de l’Inde et de l’Extrême-Orient qui seraient alors menacées, voire perdues. Mais une telle action n’aurait pas été décisive, la route du Cap subsistant. Il aurait fallu poursuivre la guerre navale et aérienne contre l’Angleterre et étendre les opérations terrestres à l’Afrique du nord et au Proche-Orient, le but à atteindre étant de faire tomber au plus tôt Alexandrie, Malte et Gibraltar.
* La troisième solution était l’invasion de la Grande Bretagne, seule de nature à poursuivre une stratégie offensive à l’Ouest. L’élimination de l’aviation britannique, le refoulement de la flotte sur les côtes des États-Unis et du Canada auraient ainsi réglé le problème de la Méditerranée. Une guerre avec les États-Unis était alors inévitable, mais dans une posture beaucoup plus favorable que celle à laquelle Hitler a dû faire face.

Faute d’avoir su choisir clairement entre ces trois options et de s’y être tenu, ayant alternativement essayé chacune d’elles mais sans les conduire à fond, Hitler, à la tête du IIIème Reich, a permis à l’Angleterre de surmonter la crise, tandis que lui-même s’enfonçait dans l’aventure continentale russe sans avoir réglé la question britannique, d’où sa défaite finale.

Ainsi, ce qui est advenu dans les années suivantes – la défaite du Reich, contraint à mener une guerre gigantesque sur deux fronts, le rétablissement soviétique à la suite des catastrophes initiales, la montée en puissance des États-Unis qui ont pu s’engager victorieusement en Europe la menace sous-marine ayant disparu de l’Atlantique, le rétablissement français grâce à son Empire – était inscrit dans les choix ainsi que dans les non-choix effectués par ces différents protagonistes durant les années 1939 et 1940.

*Saint Cyrien de la promotion maréchal de Turenne, il sert dans des formations du corps blindé mécanisé avant de rejoindre la 102ème promotion de l’École Supérieure de Guerre. Alterne affectations en état-major, en corps de troupe et en école. Chef du bureau Éudes opérationnelles du Commandement de la force logistique terrestre avant de rejoindre l’enseignement militaire supérieur comme instructeur. Actuellement chargé de mission au centre de doctrine d’emploi des forces.*

*Chercheur associé à la division Terre du service historique de la défense, publie des articles d’histoire militaire dans les Cahiers du CESAT, la revue Doctrine et dans le bulletin de l’ANOR/Arme Blindée Cavalerie.*

**Témoignage d’un ORSEM**

**en mission d’urgence humanitaire**

**en Haïti**



# *Par le Capitaine (ORSEM) Gauthier de Gentile Duquesne*

L’auteur a été désigné, lors de la récente catastrophe en Haïti, comme officier de liaison auprès du commandement brésilien de la MINUSTHA qui, sous mandat de l’ONU, est la seule force militaire du pays. Il a été ainsi en excellente situation pour observer l’intervention des secours extérieurs à la fois sous l’angle des relations interalliées, interministérielles françaises et, enfin, interarmées. Et ce, dans un contexte où l’action des armées était sous le contrôle des affaires étrangères et en soutien du détachement de la Sécurité civile et des ONG. Les enseignements qu’il en tire, notamment au regard de la réduction des stationnements outremer, sont particulièrement intéressants.

**L**e 12 janvier en fin d’après midi, la république d’Haïti est frappée par un violent séisme de magnitude 7,3 provoquant plusieurs centaines de milliers de morts et de sans abris.

Compte tenu des liens étroits qui unissent nos deux pays, la France propose immédiatement son aide au gouvernement en place. Dès le 13 au matin des éléments de la sécurité civile basés en Martinique et en Guadeloupe sont dépêchés sur zone et la France se trouve être ainsi le premier pays à être venu en aide au peuple haïtien. Commence alors la plus importante opération militaire internationale de l’histoire récente, dans un cadre humanitaire, dont il est intéressant d’étudier l’action au regard des moyens actuellement disponibles.

## Cadre général

Les forces armées aux Antilles sont particulièrement bien préparées pour ce type d’intervention. Chaque année, des exercices «cyclone», «séisme», et de RESEVAC sont organisés, le plus souvent avec la participation de pays voisins et alliés. Dans le cas des exercices «cyclone» et «séisme», le travail s’accomplit en collaboration avec les services de la préfecture et la Sécurité civile. Les réservistes, composante importante de la chaîne territoriale, y participent systématiquement.

Les forces basées aux Antilles sont: le 33ème RIMa, le 41ème RIMa, le RSMA de Martinique et celui de Guadeloupe, la BA 365 qui dispose de CASA et de PUMA, la base navale avec la FS *Ventôse*, le *Francis Garnier* et le patrouilleur *La Gracieuse* (localement appelé *La Capricieuse*). Ces forces sont sous le commandement du COMSUP FAA qui dispose d’un état major basé en Martinique.

Réserviste (chef d’entreprise dans les Travaux publics), je parle couramment l’espagnol, le portugais, l’anglais et le créole. Diplômé ORSEM et affecté comme officier traitant à la division Opérations de l’état-major des FAA, je suis souvent employé comme interprète ou officier de liaison auprès des éléments alliés de passage aux Antilles. Dès le mercredi matin, comme la plupart des réservistes de Martinique, je propose mes services à l’état-major.

### **Début de l’engagement**

Le PC est activé en préfecture mais il faut attendre les instructions de Paris avant de décider de l’envoi de troupes. Quelques éléments sont dépêchés sur place pour renseigner sur la nature exacte des besoins et, le vendredi, le *Francis Garnier* appareille, chargé de matériel de première urgence, pré-positionné en Martinique.

Le dimanche, le PC de crise des FAA est activé à l’état-major. Des renforts arrivent de métropole dans la nuit de dimanche à lundi. Le mardi, un détachement composé d’éléments du 33ème RIMa, du RSMA de Martinique et de renforts de métropole est transporté par avion en Haïti. L’adjoint «terre» du COMSUP, qui fait partie des précurseurs, est sur place depuis le début de la crise et le détachement est sous les ordres du chef du BOI (bureau opérations instruction) du 33. Le jeudi, le chef des opérations «terre» m’annonce mon départ immédiat pour Haïti, comme interprète en brésilien et officier de liaison auprès du bataillon brésilien (BRABAT), élément de la mission des Nations-Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTHA).

À notre arrivée, je découvre en même temps le spectacle de la désolation et une débauche de moyens. L’aéroport, géré par les Américains, grouille littéralement de militaires de toutes les nations. L’espace aérien et le tarmac sont saturés d’avions et d’hélicoptères car les troupes et le matériel arrivent presque exclusivement par voie aérienne. Seul le *Francis Garnier* a osé accoster dans le port détruit.

Nous sommes conduits à l’ambassade, où le PC est provisoirement installé, et nous prenons nos ordres.

### **Mission générale**

Pour résumer, elle est quadruple:

* évacuer les ressortissants,
* réceptionner et distribuer l’aide humanitaire aux ONG présentes,
* monter des tentes pour les sinistrés,
* soutenir la Sécurité civile.

Tout ceci doit se faire en parfaite harmonie entre les différents contingents et sous le regard des caméras du monde entier. Pour mener à bien cette mission, nous disposons:

* d’un Centre de regroupement et d’évacuation de ressortissants, arrivé de métropole,
* de 2 sections du RSMA, principalement composées de volontaires antillais,
* d’une partie de la compagnie PROTERRE et de la CCL du 33ème RIMa,
* d’éléments de la base aérienne, qui arment le Détachement interarmées,
* de représentants du service de Santé et du service des Essences des armées.

Le matériel et les véhicules ont été acheminés par le TCD *Siroco*, après une traversé express de l’Atlantique et une escale en Martinique. Ce bâtiment est attendu dans la baie de Port au Prince le dimanche matin.

Dès le début cette opération s’inscrit donc dans un cadre à la fois interallié, interministériel et interarmées, dans un contexte général d’urgence humanitaire, avec, selon les dires de la presse, une situation sécuritaire tendue. Sur ce point je constate une réelle différence entre les propos des journalistes et la réalité du terrain.

### **Constats et enseignements**

Un cadre interallié

Depuis l’intervention franco-américaine en 2004 et le départ du président Aristide, il n’y a plus à proprement parler d’armée en Haïti et la MINUSTHA exerce ce pouvoir sous le contrôle de l’ONU. La police haïtienne se reconstitue avec l’aide des Nations-Uniesmais est encore très fragile*.* Notre présence en uniforme et en armes, dans un pays souverain mais dont les forces de sécurité sont sous contrôle des «casques bleus» ne peut être justifiée que part le caractère humanitaire de notre action. Nous n’étions armés que pour répondre à une agression directe en situation de légitime défense et sans mission de prévôté. La MINUSTHA est commandée par un officier général brésilien, et nos principales zones d’action sont sous la responsabilité du BRABAT (bataillon brésilien), auprès duquel je suis détaché comme officier de liaison.

Le commandement français de la mission voulant que tous les convois français d’aide humanitaire soient sous escorte de la MINUTSTHA entre le point de déchargement et la zone de stockage, j’ai assuré la liaison entre la cellule conduite du PCTAC et celle du BRABAT. Si la maîtrise de l’anglais est suffisante quand on travaille au sein du PC, il s’avère nécessaire, lorsque l’on veut traiter des détails de la mise en œuvre avec les chefs de groupe, de maîtriser leur propre langue. Ayant habité plusieurs années au Brésil, je m’exprime sans difficulté dans cette langue et ma triple compétence de linguiste, de spécialiste des travaux publics et d’ORSEM habitué au travail d’état-major a été un atout dans ce cadre.

Nos principaux échanges pendant cette opération se sont fait avec les Brésiliens, qui disposent de la légitimité «onusienne», et avec les Américains, dont les moyens humains et matériels déployés ont été impressionnants. Dans ce contexte particulier, les différences entre armées paraissent rapidement importantes.

Notre mission étant relativement courte dans le temps, nous n’avions déployé que les effectifs et le matériel strictement nécessaire comme, m’a-t-il semblé, nos camarades canadiens et belges. En attendant l’arrivée du *Siroco*, les moyens de transport étant comptés, nous avons utilisé des véhicules civils dégagés des gravats et abandonnés par leurs propriétaires, qui nous ont été confiés par la gendarmerie de l’Ambassade. Nous avons également pu bénéficier du soutien des Brésiliens, installés depuis 2004, qui disposent d’installations en dur et de nombreux moyens de transport et de communication.

Les Américains, pour leur part, ont concentré leurs efforts dans un premier temps sur l’installation d’une base avec des tentes climatisées, des zones sanitaires et des moyens de transport et de communication en abondance, mais avec une présence sur le terrain très discrète*.* Les installations US sur l’aéroport ont rapidement pris une allure de camp, quasi définitive.

En revanche, une des compagnies, installée en centre ville, ne bénéficiait même pas d’une réserve d’eau…

Notre propre camp, après son transfert dans la zone aéroportuaire, bénéficiait de tout le confort que le terrain peut offrir avec un «module 150», douche, WC, lave-linge et boissons froides. Ni trop, ni trop peu et, dans cet environnement sinistré, nous n’avions pas à rougir en comparant notre installation à celle de nos alliés.

Notre effort s’est vraiment porté au profit direct de la population, en coordination étroite avec le ministère des Affaires Étrangères. Les besoins du peuple haïtien étaient et sont toujours innombrables: il fallait tout faire dans l’urgence, et la «bonne volonté» individuelle conforte et amplifie souvent l’action officielle, par nature plus lourde.

Pour clore ce chapitre sur les relations entre alliés, il faut souligner la disponibilité, la capacité d’adaptation et l’ouverture d’esprit des jeunes «marsouins» de recrutement zonal, qui parlent tous un peu d’anglais, d’espagnol, de créole, et qui savent s’intégrer dans toutes les communautés. Leur présence a permis d’instaurer un climat de confiance propice à la sécurité de nos détachements, avec les autorités locales débordées comme avec la population sinistrée. Les volontaires du SMA, qui intervenaient dans le montage des tentes au milieu des camps de sinistrés et parlaient facilement créole avec la population, ont su faire preuve du meilleur comportement. Cela reste une image forte.

#### **Un cadre interministériel**

Au regard de mon expérience personnelle, je retiens dans ce domaine deux aspects différents de notre action: notre mission au profit de la Sécurité civile (ministère de l’Intérieur) et la subordination des forces militaires à l’autorité du ministère des Affaires Étrangères.

La Sécurité civile a déployé en Haïti un détachement supérieur en nombre au nôtre. Outre les équipes de recherche sur le terrain, il comportait un hôpital de campagne (ESCRIM), installé derrière la résidence de l’ambassadeur, dont la plupart des médecins étaient également réservistes.

Chaque jour, matin et soir, nous devions, en particulier, conduire à pied d’œuvre le personnel médical basé à la résidence vers les différents centres médicaux en fonctionnement dans la ville. De même, il fallait quotidiennement acheminer avec nos camions, vers les centres de distribution répartis dans la ville, l’eau potable produite au profit de la population. Enfin, les missions d’évacuations sanitaires et de transport des blessés vers le point d’embarquement par voie aérienne étaient également conduites par notre PC. Il apparaît nettement que l’organisation des détachements de la Sécurité civile, calquée sur le modèle militaire, privilégie l’efficacité opérationnelle. Leurs transmissions, les communications n’ayant aucun caractère sensible, reposent sur un réseau de Motorola, ce qui est préférable aux moyens militaires, très performants mais qui trouvent rapidement leurs limites en termes d’interopérabilité dans un environnement essentiellement civil. Spécialisés dans ce type d’intervention, les détachements de la Sécurité civile disposaient ainsi de moyens bien supérieurs aux nôtres: 4 liaisons satellite permanentes dont deux consacrées à Internet, quand nous n’en n’avions que 2 pour les communications vocales et informatiques.

Par contre, leur capacité d’action et leur sécurité sur ce type de théâtre restent directement conditionnées à un soutien extérieur, puisqu’ils doivent pouvoir compter soit sur les moyens complémentaires d’une force armée alliée, soit sur des moyens civils d’infrastructure qui en l’occurrence faisaient défaut. La collaboration, à la fois nécessaire et indispensable pour le bon déroulement de la mission, a été parfaite et, de part et d’autre, la bonne entente a été de mise.

Une différence mérite toutefois d’être soulignée. Au sein du PC de la Sécurité civile, les décisions sont prises «en conduite», «au fil de l’eau» autour d’une table, en associant les avis et points de vue des différents participants et spécialistes. Ce commandement, presque «collégial», permet de répondre au mieux aux demandes impromptues et toujours urgentes du terrain.

Les différences de fonctionnement sont plus nettes avec l’organisation du ministère des Affaires Étrangères (MAÉ).

Le personnel de la représentation française en Haïti à toujours été très accueillant, mais les motivations fondamentales des deux ministères ne sont pas du même ordre. Représentants permanents de l’autorité politique nationale, leur mission s’inscrit dans la durée; ils doivent prendre en compte les intérêts de la Franceàlong terme, alors que nous n’étions déployés que pour une durée limitée et avec le souci d’agir vite. Il y a là, dans l’action quotidienne, une différence qu’il faut savoir prendre en compte pour mieux la surmonter au bénéfice des populations locales.

Toutes les demandes émanant des organisations non gouvernementales (ONG) transitaient par le MAÉ; or nos moyens réglementaires, humains et matériels, ne nous permettaient pas de toutes les satisfaire instantanément. Il fallait donc à la fois bien connaître la ressource disponible et comprendre les motivations de l’autre pour établir une nécessaire hiérarchisation des priorités.

Sur un tel théâtre, où la seule contrainte opérationnelle était de sauver des vies, de nombreuses ONG, très discrètes, ont éffectué un travail remarquable. Loin des feux de la rampe, qui illuminent toujours les mêmes, une mission de ce type permet de rencontrer des spécialistes, volontaires, jeunes ou retraités, qui donnent leur temps et leurs connaissances aux plus déshérités. À contrario, d’autres associations, prétendument caritatives mais en fait mercantilistes, gravitent sous couvert d’humanitaire autour du malheur des populations. Il en est de même pour quelques journalistes en quête de sensationnel, certains suscitant de toute pièce une demande d’évacuation de blessé pour «faire un scoop», obtenir une «belle» image, alors que cela a pour conséquence d’immobiliser des matériels et d’obérer sans scrupule une capacité d’intervention réelle mais par nature limitée.

#### **Un cadre interarmées et interarmes**

Du fait de la localisation géographique des Antilles françaises, de leur taille et de l’effectif des troupes qui y sont stationnées, les nombreux exercices auxquels participent les FAA chaque année présentent toujours un caractère interarmées et interarmes. C’est le principe même du GTIA de circonstance, auquel nous prépare la formation d’ORSEM. La qualité du travail exécuté dépend en grande partie de la connaissance que l’on a des autres participants à la mission et de la qualité des relations que l’on peut entretenir avec eux. L’expérience vécue en Haïti confirme la pertinence de cette formation continue, qui place sous un commandement unique un regroupement de spécialistes et de professionnels tel que la mission peut être remplie.

Il faut ici saluer le travail des aviateurs, personnel navigant ou coordinateurs, grâce auxquels les aéronefs français ont pu se poser dans des conditions parfois difficiles dès les premiers temps puis pendant toute la durée de la mission, et ce malgré le contrôle, parfois strict, exercé par les Américains sur les mouvements aériens.

Dans ce type de configuration, la réserve militaire spécialisée, bénéficiant de sa double expérience (profession civile et ESR en unité ou état-major), a vraiment toute sa place et permet souvent de faciliter les relations entre les uns et les autres. On peut observer que, dans certaines armées étrangères, représentées sur place, le nombre de réservistes était plus important, ce qui pose la question plus large du statut du réserviste opérationnel et du lien juridique entre les trois parties prenantes: l’intéressé, l’institution militaire et l’employeur civil.

### **Conclusion**

Six semaines après mon retour d’Haïti, l’état-major des FAA m’a demandé de repartir sur l’île d’Hispaniola, cette fois-ci de l’autre côté de la frontière, en République Dominicaine.

Nous étions 4 officiers, d’active et de réserve, pour réceptionner et convoyer jusqu’en Haïti le personnel et les moyens des éléments du génie en provenance de métropole. La planification logistique avait été programmée à partir de la Martinique, mais il nous a fallu composer avec les «aléas latino-caribéens», impératifs et usages locaux, pour faire transiter d’est en ouest, à travers l’île, un convoi de véhicules civils et militaires de près de six kilomètres de long. Une mission de courte durée, riche également d’enseignements humains et personnels.

La question se pose aujourd’hui de savoir ce qu’il adviendra à moyen terme si un séisme de même intensité se produit dans une autre île des Caraïbes, voire en Martinique ou à la Guadeloupe. La réorganisation en cours des armées prévoit la suppression des deux RIMa et la fermeture de la base aérienne, tandis que le *Francis Garnier* doit être désarmé avant cet été, après de nombreuses années de bons et loyaux services. Les forces pré-positionnées aux Antilles risquent de se révéler bien maigres dans l’hypothèse d’une nouvelle catastrophe naturelle de grande ampleur qui ne manquera pas, affirment tous les géologues et spécialistes, de frapper l’arc antillais; et il serait dommage que les savoir-faire acquis soient peu à peu perdus. Dans le cadre général des missions d’assistance aux populations désormais dévolues aux armées, cette question mérite indiscutablement d’être étudiée avec soin afin d’anticiper autant que possible sur la prochaine crise.

*Le capitaine (R)* Gauthier de Gentile Duquesne *est chef d'une entreprise de travaux publics en Martinique.*

*Après un cursus EOR, il a effectué en 1992 son service national comme aspirant et a ensuite souscrit un contrat Volontaire Service Long. À l'issue de son contrat il a été affecté comme réserviste au 33ème RIMa.*

*Depuis 2002, affecté au 1er RSMA, il sert sous ESR et participe à l'intégration à la vie active des stagiaires en fin de formation. Diplômé ORSEM en 2004, il est affecté à la division Opérations de l'état-major des forces armées aux Antilles comme officier traitant, d’abord au bureau Conduite opérations terre, puis au Bureau renseignements/relations internationales. Parlant plusieurs langues, dont l’espagnol, il est régulièrement employé comme interprète dans la zone Caraïbes-Amérique centrale à l'occasion d'exercices nationaux ou interalliés, ou de visites d'autorités. En janvier et mars de cette année, il a été appelé à deux reprises à y servir.*

# «Adaptons la formation des officiers!»



## *Par le chef de bataillon de RICHOUFFTZ*

***Alors que nous sommes entrés dans une période de forts changements tant stratégique qu’institutionnel, la connaissance des structures et des modes de fonctionnement des organismes étatiques et territoriaux n’est que peu prise en compte dans la formation des officiers. L’appropriation d’un solide savoir dans ce domaine permettrait de parfaire l’efficience des officiers amenés à servir dans les organismes centraux et présenterait un intérêt opérationnel majeur.***

*«La valeur de l'homme d'action à tous les degrés décuple s'il sait s'extérioriser, garder le contact de toutes les manifestations humaines, ne pas se spécialiser dans son compartiment».*

Maréchal Lyautey

**«*A****u fur et à mesure que la pacification s’affirme, le pays se cultive, les marchés se rouvrent, le commerce reprend. Le rôle du soldat passe au second plan; celui de l’administrateur commence*». Ces instructions du Général Gallieni à Madagascar en 1898 trouvent toute leur actualité aujourd’hui. En effet, les opérations menées actuellement par les armées françaises sont complexes. Elles recouvrent un volet militaire mais aussi sécuritaire voire purement civil. Elles exigent donc de la part des officiers des connaissances qui vont bien au-delà de la seule instruction militaire. Ceux-ci doivent posséder une connaissance approfondie du fonctionnement et des mécanismes décisionnels des structures administratives étatiques et territoriales. Est-ce le cas aujourd’hui?

**\***

**\* \***

L’interaction entre monde civil et militaire est devenue la norme. Nous assistons depuis quelques années à une modification significative de la conflictualité. La croissante complexité des crises a imposé une évolution des méthodes pour parvenir à leur règlement. La doctrine des armées occidentales a évolué d’un traitement spécifiquement militaire vers une *approche globale[[38]](#footnote-38)* de la gestion des conflits. Désormais, l’engagement militaire est intégré dans un faisceau d’actions de natures diverses (économique, politique, sécuritaire, humanitaire, etc…). C’est la convergence des efforts de l’ensemble des acteurs, civils ou non, qui permet d’obtenir la normalisation d’une situation. Le militaire reste cependant celui intervient en premier pour garantir un niveau de sécurité satisfaisant mais aussi pour agir face aux urgences humanitaires. Déployé en Irak en 2003[[39]](#footnote-39) pour pacifier la région de Mossoul, le Général Chiarelli, commandant la 1ère division de cavalerie américaine, a fait former son état-major par la mairie d’Austin (Texas) afin que celui-ci dispose des connaissances nécessaires pour gérer une municipalité. Cette initiative lui permit, après avoir sécurisé la région, de rétablir les fonctions essentielles de la vie courante (eau, électricité, administration) et de gagner «les cœurs et les esprits». Les opérations extérieures, mais également celles conduites sur le territoire national, mettent en évidence la nécessité d’une coordination étroite entre structures militaires et civiles, soulignant ainsi l’importance d’une connaissance réciproque.

De même, l’interaction avec la société civile est le paradigme dominant dans le fonctionnement quotidien des armées. La recherche de l’optimisation du fonctionnement ainsi que la réduction du format ont conduit à accroître le nombre de civils dans la Défense (*civilianisation*) ou à sous-traiter certaines tâches (alimentation, blanchisserie, sécurité des emprises) dans le cadre de l’*externalisation*.La «normalisation» du fonctionnement de la Défense est totale. L’essentiel de ses particularismes, budgétaires ou ceux liés à la gestion des ressources humaines ont disparu, les armées obéissent aux mêmes règles que l’ensemble de l’administration (LOLF[[40]](#footnote-40), code des marchés publics). Elles ont adopté des méthodes de management importées du monde de l’entreprise. Cette tendance est accentuée par les réformes en cours. La Revue générale des politiques publiques (RGPP) accélère le processus d’uniformisation des ministères. La nouvelle réforme de la Défense initiée par le Livre blanc de 2008 accroît la coopération interministérielle.

L’ouverture au monde civil est donc permanente pour les armées d’aujourd’hui. Récemment le général d'armée Georgelin, chef d'état-major des armées, indiquait que: «si nous voulons que les armées soient performantes, il faut que les élites militaires connaissent parfaitement leur monde mais aussi [les mondes] qui interagissent avec lui». Il soulignait ainsi la nécessité pour les officiers de posséder les connaissances indispensables pour agir efficacement dans un contexte de coopération civilo-militaire en pleine évolution.

Il ne s’agit encore que d’une nécessité et non d’une réelle exigence puisque aucune structure intégrée de direction de la coopération interministérielle ou de conduite de l’approche globale sur les théâtres d’opérations n’existe encore. Nous sommes dans une phase d’expérimentation, de recherche d’une culture de l’interministériel tel que l’a vécu «l’interarmées» dans les décennies passées.

Face à ces évolutions, force est donc de constater que le contenu de l’enseignement militaire n’a que peu évolué. Il reste centré sur «le cœur de métier», l’action militaire, et se déroule principalement en interne. La prise en compte de cette transformation de la défense reste négligée au profit de l’adaptation de la formation opérationnelle aux conflits d’aujourd’hui. Cela ne semble pourtant pas antinomique!

**Il est par conséquent nécessaire de faire évoluer la formation des officiers afin qu’ils puissent répondre pleinement aux défis qui attendent les armées et la Nation.**

Le système de formation militaire français est efficace et reconnu tant en France qu’à l’étranger. Des adaptations sont nécessaires et doivent permettre, de manière pragmatique et ciblée, de donner aux officiers les outils et les connaissances utiles pour mener à bien leurs missions.

Il paraîtrait présomptueux d’élaborer ici des solutions à cette problématique. Les enjeux sont multiples et toute hypothèse mériterait des études complexes et approfondies. Certaines pistes de réflexion peuvent cependant être, d’ores et déjà, identifiées.

Tout d’abord, il conviendrait de donner aux officiers des connaissances théoriques et pratiques solides du fonctionnement de l’État et des structures administratives territoriales. Une telle formation, destinée essentiellement aux officiers d’état-major tactiques et opératifs, permettrait de faciliter la coopération entre les unités et les organismes civils impliqués (ONG, missions civiles de l’ONU) dans le cadre de missions de stabilisation ou de secours aux populations.

Un effort pourrait être également porté sur la formation des officiers brevetés destinés à servir dans les administrations centrales et à tenir des responsabilités importantes tant opérationnelles qu’organiques. Il viserait à acculturer ces officiers aux processus de décision des ministères et de la haute administration. L’objectif est de donner à ces cadres militaires les «armes» efficientes pour mener les combats «du temps de paix» dans les domaines clés que représentent, par exemple, les ressources humaines, les finances ou les programmes d’équipements.

Enfin, il serait pertinent de constituer des réseaux d’influence. Cela permettrait à la fois de renforcer la capacité de coopération et de renforcer le lien armées-Nation avec les élites de cette dernière. Deux pistes pourraient être envisagées. D’une part, l’ouverture de certains stages, comme le CID, à des cadres civils; d’autre part, le renforcement des affectations en mobilité extérieure (MOBEX) qui sont un vecteur de rayonnement et de connaissance important.

**\***

**\* \***

Compléter la formation des officiers en donnant une connaissance solide des structures administratives et de leur fonctionnement concret semble crucial en cette période caractérisée par le changement et la réflexion. C’est l’un des moyens les plus sûrs de permettre à ces chefs de mener à bien les missions qui leurs sont confiées aujourd’hui, missions qui se déroulent dans un environnement changeant et couvrent un spectre d’actions toujours plus vaste.

En outre, l’ensemble de la société française retirera les bénéfices d’un renforcement des interactions entre cadres militaires et civils. Non seulement, les armées verront leur rayonnement favorisé; de plus larges échanges avec la société dont elles sont issues contribueront à une diffusion accrue des idées et des valeurs de l’institution militaire; mais surtout, le monde civil s’enrichira de l’expérience, de la capacité d’adaptation et de réforme des officiers et aura ainsi la possibilité de redécouvrir les qualités fondamentales de l’institution militaire.

En cette période difficile où notre pays s’interroge sur son identité et sur la pérennité de ses valeurs fondatrices, est plongé dans une crise économique qui fragilise la société toute entière et est confronté à un défi sécuritaire, favoriser de tels échanges devrait permettre à la Nation de se réapproprier certains repères fondamentaux. Cet enrichissement mutuel pourrait contribuer à renforcer la cohésion et la sécurité des Français.

*Le chef de bataillon Arnaud de Richoufftz, de l'arme du Génie, est issu de l'École militaire interarmes (Promotion GCA GANDOET 1996-98). Il a servi comme chef de section, officier adjoint et commandant d'unité au 1er Régiment étranger de génie à Laudun. Au cours de cette période, il a participé aux opérations en Côte d'Ivoire (2003), Afghanistan (2005) et Liban (2008) ainsi qu'à des missions de courte durée à Djibouti et en Guyane. Après avoir appartenu à la 122ème promotion du CSEM, il est actuellement stagiaire de la Promotion Maréchal Lyautey du CID.*

# Soutien national

# et préparation opérationnelle:

**un équilibre difficile pour les unités de transport**



## *Par le chef d’escadron Sébastien LECOMTE*

*La préparation opérationnelle des unités de transport de l’arme du Train se heurte de plus en plus à la mission de soutien national qu’elles assument quotidiennement. Cet article souligne que ces deux activités ne sont pas incompatibles et que le soutien national doit au contraire être considéré comme un des éléments clé de la préparation opérationnelle.*

**L**es unités de transport de l’arme du Train rencontrent de plus en plus de difficultés à concilier leur mission de soutien national et leur préparation opérationnelle. Alors que l’intensité des conflits actuels souligne l’importance d’une capacité opérationnelle accrue, il est tentant de séparer ces deux missions, par exemple en externalisant les transports du temps de paix.

Or, le soutien national participe pleinement à une préparation opérationnelle de qualité dont il est indissociable. Bien que des ajustements soient nécessaires, ils doivent se concrétiser exclusivement au sein des armées.

La mission de soutien national est une charge importante pour les unités de transport. Plutôt qu’une externalisation, solution souvent avancée pour accroître le temps de préparation opérationnelle, une piste d’amélioration réside dans le développement d’une coordination interarmes et interarmées qui consoliderait un système déjà éprouvé.

**\* \***

En métropole, tout au long de l’année, le transport du fret militaire est assuré par les unités de l’arme du Train. Souvent méconnue par l’interarmes, cette mission est pourtant historiquement dévolue aux tringlots[[41]](#footnote-41). Principaux contributeurs, les régiments du train/régiments de soutien (RT/RS)[[42]](#footnote-42) y consacrent chacun environ 15% de leur capacité théorique de transport[[43]](#footnote-43), qui est employée en permanence à une mission de temps de paix. Dans la réalité, le soutien national consomme pratiquement la moitié de la capacité opérationnelle, compte tenu de l’indisponibilité du personnel (stages, absences diverses) et du matériel (mise en place de la PEGP[[44]](#footnote-44) et faible disponibilité technique opérationnelle).

Parallèlement, l’intensité des conflits actuels impose un accroissement significatif de la préparation opérationnelle de ces équipages. L’histoire militaire française en Indochine sur la RC4, ou l’expérience récente de l’armée américaine en Irak souligne que les convois logistiques ont toujours été une cible facile car peu, voire non blindée. Désormais, les unités du Train doivent savoir réagir aux EEI[[45]](#footnote-45), aux foules hostiles dans les villes traversées, aux embuscades et autres actions des «coupeurs de route». Cet entraînement spécifique ne pourrait se limiter aux seules MCP[[46]](#footnote-46) et nécessite un investissement humain et matériel qui se voit limité par la mission de soutien national. À l’extrême, il apparaît une forme d’incompatibilité entre ces deux missions aux objectifs antinomiques.

**\* \***

Dès lors, le recours à l’externalisation des transports routiers militaires (TRM) en métropole pourrait constituer un remède miracle. L’externalisation présente en effet certains avantages. Le principal et le plus évident est le gain de potentiel humain et de véhicules de transport logistiques (VTL), alors préservés pour les activités opérationnelles. Cette externalisation est d’ailleurs déjà en place dans certains cas[[47]](#footnote-47). Elle a même été menée sur certains théâtres d’opérations[[48]](#footnote-48), prouvant ainsi tout son intérêt. Il serait donc tentant de la généraliser. Cependant, bien que séduisante, cette externalisation des TRM provoquerait l’inverse de l’effet recherché, c’est-à-dire une baisse de l’efficacité opérationnelle des unités du Train. En effet, dans le contexte budgétaire actuel, appliquant le principe d’enveloppe constante, cette civilianisation se ferait en contrepartie de la suppression d’un ou plusieurs escadrons de transport. Déjà juste dimensionnés pour le contrat opérationnel de l’armée de Terre, une baisse de leurs effectifs irait à l’encontre d’une volonté de renforcer la capacité opérationnelle. De surcroît, les TRM participent directement à la préparation opérationnelle, car ils développent la maitrise technique des équipages. Les conducteurs connaissent en effet parfaitement leur véhicule de dotation, qu’ils utilisent quotidiennement lors des missions de transport en métropole. Arrimage, chargement et déchargement, maniabilité, autant d’actions spécifiques du tringlot et qui font partie intégrante de la préparation opérationnelle des équipages. La maîtrise de ces techniques devra alors être renforcée lors d’exercices tactiques en situation de stress au combat. Ainsi, externaliser le soutien national amputerait le socle technique de la préparation opérationnelle des unités de transport.

**\* \***

Outre le recours dangereux à l’externalisation, d’autres options existent pour améliorer l’équilibre difficile entre la préparation opérationnelle et le soutien national. La période actuelle de réforme des armées est un moment propice pour initier ces changements. Une meilleure coopération interarmes et interarmées doit pouvoir en particulier dégager des marges de manœuvre en ce sens.

Dans le domaine interarmées, une réforme du transport du fret militaire est en cours et doit prendre sa pleine mesure en 2011. La mutualisation partielle des moyens matériels et humains avec l’armée de l’Air a donné naissance, le 14 septembre 2009, aux transports de surface interarmées (TSIA) qui ont pris la succession des TRM et qui ont été placés aux ordres du CTTS[[49]](#footnote-49). Cette évolution permettra de limiter la participation au transport en métropole des régiments du Train.

Un effort est également nécessaire au niveau interarmes pour rendre l’entraînement des unités du Train plus réaliste. Ce nouveau type d’entraînement permettrait en effet une connaissance mutuelle appréciable en métropole, et profitable en opérations. En effet, les unités de transport s’entraînent le plus souvent entre elles, au sein d’exercices de la brigade logistique. À titre d’exemples, rares sont les exercices de convois menés avec l’infanterie, ou encore la mise en œuvre de la chaîne réelle des ravitaillements (en RCIR[[50]](#footnote-50) par exemple) entre les bases logistiques et les trains de combat régimentaires (TC2), dont l’entrainement se verrait ainsi également facilité!

**\***

**\* \***

Unanimement appréciées en opération pour leur professionnalisme, les unités du Train doivent leur réputation tant à leur préparation opérationnelle rigoureuse qu’à leur utilisation quotidienne sur les routes françaises. Si ce système impose parfois des arbitrages périlleux pour maintenir un équilibre difficile, les décideurs ne doivent pas succomber au charme apparent de l’externalisation, qui serait contre-productif. Tout comme pour d’autres problématiques militaires, une meilleure coordination entre armées et une intégration réelle de la logistique dans les exercices interarmes profiteraient bien plus à nos tringlots.

Saint-cyrien de la promotion colonel CAZEILLES (1995-1998), le chef d’escadron LECOMTE a passé sa première partie de carrière au sein de l’arme du Train, en tant que chef de peloton de circulation routière puis commandant d’un escadron de transport. Il est actuellement stagiaire de la 123ème promotion du CSEM

# Iran: la tentation de l’empire



*Par le capitaine (TA) Guillaume GASTELU*

***Le raidissement de la communauté occidentale face à la véhémence des propos des dirigeants iraniens trahit l’inquiétude que suscite la république islamique dans sa volonté de s’affirmer comme grande puissance régionale. Au-delà d’une aspiration au nucléaire, l’Iran compte bien sur son identité singulière, forgée au cours de trois millénaires, et de son modèle d’État, étroitement lié au chiisme, à l’influence grandissante, pour parvenir à ses fins.***

**L**e discours du président Ahmadinejad annonçant, le 2 décembre dernier, depuis la centrale nucléaire d’Ispahan, la volonté de l’Iran de produire lui-même de l’uranium enrichi à 20%, s’inscrit dans la lignée d’une grande gesticulation médiatique de celui qui semble défier l’occident au mépris des conventions internationales.

L’Iran fait peur. Dans un Moyen-Orient sans cesse déchiré par le conflit israélo-arabe, en proie à deux guerres civiles majeures en Irak et en Afghanistan et aux portes duquel se dessine une implosion politique du Pakistan, l’agitation permanente par le régime des Mollahs du spectre de l’arme atomique semble cristalliser l’attention du monde.

Ce que l’on devine moins ou que l’on feint de ne pas voir, c’est l’ambition nouvelle de l’Iran, la volonté pour Téhéran de devenir LA grande puissance régionale et un interlocuteur incontournable dans l’établissement d’une stabilité au Moyen-Orient.

Il s’agit d’appréhender l’Iran à travers son identité à la fois nationale et religieuse pour comprendre, à la lumière de son histoire, les raisons de son influence, de l’emprise qu’il exerce déjà bien au-delà de ses frontières et du rôle majeur qu’il entend jouer dans l’établissement de nouvelles règles au Moyen-Orient.

Un pays singulier où se mêlent sentiment national et chiisme

La notion d’«Iranité» désigne l’originalité du modèle iranien, un mélange complexe de ferveur nationale, fondée sur une histoire trimillénaire, et d’une religion d’État: le chiisme; l’ensemble étant toujours étroitement lié au progrès, aux technologies, au monde extérieur. Ces trois «I»[[51]](#footnote-51) (Iran, Islam, International) et la compréhension de leurs interactions doivent nous éclairer dans la perception de la république des Mollahs.

D’un point de vue géographique d’abord: l’immense plateau iranien, qui culmine à une altitude moyenne de 500m, bordé à l’ouest par le Zagros et au nord par la Caspienne fait de l’Iran une véritable «citadelle» surplombant les mondes arabe, turc et asiatique. Cette situation, jadis exploitée à travers la route de la soie, s’est aujourd’hui mutée en épicentre des routes d’exportation du pétrole.

Le sentiment d’appartenir à l’une des plus anciennes civilisations est également un facteur d’identité nationale. En effet, comment appréhender la question iranienne en ignorant une civilisation qui a généralisé l’écriture à la suite des Sumériens dès le VIème siècle avant notre ère? Comment parler raisonnablement d’antisémitisme d’État lorsqu’on évoque la prise de Babylone en -532, où un Darius, libérant le peuple d’Israël, se verra honoré dans la Sainte Bible comme l’«oint de Dieu»? Comment ignorer enfin l’histoire d’un empire, régnant de l’Égypte aux contreforts du sous-continent Indien, qui a toujours réussi, malgré les conquêtes arabes, turques ou mongoles, à préserver son identité en assimilant l’apport des cultures étrangères, se forgeant ainsi un art, une langue et une culture propres?

Le poids de l’héritage culturel, le positionnement de l’Iran au carrefour des civilisations sont autant de clés de lecture de ce pays singulier. Mais pour comprendre l’Iran, il est nécessaire d’aborder le fait religieux tant il est indissociable de cet État, comme il façonne aujourd’hui l’influence de Téhéran en Égypte, au Liban, en passant par le sud de l’Irak.

Car le pouvoir en Iran n’est évidemment pas entre les mains de M. Ahmadinejad mais bien dans celles de l’unique autorité: l’Ayatollah Khamenei, le *Rahbar*, c’est-à-dire le Guide suprême de la révolution islamique. Le chiisme, cette branche de l’Islam née du refus du califat ommeyade et de la reconnaissance d’Ali comme unique successeur du prophète, ne regroupe que 10% des musulmans dans le monde, mais il est religion d’État en Iran, pratiqué par 90% de la population. Le chiisme attribue au *mollah* (imam chez les sunnites) la connaissance divine; la structure cléricale marque profondément la société dans l’islam chiite, à la différence du sunnisme dont les imams n’ont aucun pouvoir religieux.

Opposés aux sunnites, notamment aux monarchies du Golfe qu’ils considèrent comme décadentes, les chiites, Iran en tête, revendiquent la pureté originelle de l’Islam. Dans ce contexte, même s’il est précipité de parler d’un «arc chiite» ou d’un «croissant chiite» comme menace potentielle au Moyen-Orient, il faut admettre que des liens transnationaux forts existent entre le clergé iranien et les autres clergés chiites. Pour Mohammad Reza Djalili, professeur à l’IFRI, « plus que d’un arc chiite, il s’agit plutôt d’un arc de crise sur lequel vient se greffer le chiisme».

Il n’empêche qu’on assiste à une influence grandissante du régime des Mollahs, d’une iranisation en douceur rendue possible, paradoxalement, par l’intervention américaine en Irak et en Afghanistan, et par les succès remportés par le Hezbollah face à l’armée israélienne au Liban.

L’émergence d’un empire Iranien comme seul modèle viable au Moyen-Orient?

En 2003, la fin du régime baasiste en Irak marque également, et de manière paradoxale, l’avènement de la majorité chiite, si longtemps réprimée par le régime de Saddam Hussein. Dès la chute du régime, l’Iran montre toute son influence auprès de la nouvelle vague chiite irakienne. En mai 2008, le général Petraeus, alors ambassadeur américain à Bagdad, en appelait au régime des Mollahs dans la résolution de la crise comme un «acteur incontournable du conflit irakien» et estimait que Téhéran devait être associé à une «solution politique». L’«iranisation» du conflit irakien devenait une évidence. L’Irak, combattu huit années durant par l’ayatollah Khomeiny au lendemain de la révolution islamique de 1979, tombait *de facto* sous l’emprise de Téhéran.

Cette main mise de l’Iran sur le territoire irakien s’illustre particulièrement dans le sud du pays, où la région de Basrah (principaux gisements de pétrole et port sur le Golfe) doit désormais être considérée comme une province iranienne. La main mise de Téhéran sur le pétrole irakien en fait virtuellement le 2ème producteur mondial après l’Arabie saoudite.

L’exemple du Liban doit également nous éclairer quant à la tactique employée par l’Iran pour accroître son influence. La résistance du Hezbollah et sa victoire relative face à l’armée israélienne en juillet 2006 marquent un tournant décisif dans l’ambition de Téhéran de devenir un acteur incontournable au Moyen-Orient. Derrière l’avènement du Hezbollah, véritable bras armé de l’Iran au Liban, et l’avènement d’un leader, Hassan Nasrallah, l’Iran montre qu’il est capable de résister à Israël dans une guerre conventionnelle et qu’il est désormais, plus que la Syrie, maître du jeu au Liban.

Que dire enfin de la pression exercée par l’Iran dans les monarchies du Golfe où le régime des Mollahs est de plus en plus influent par le biais du soutien aux minorités chiites? Comment ne pas voir une tentative de l’Iran pour déstabiliser le Bahreïn, dont la monarchie sunnite semble extrêmement fragilisée par l’influence grandissante de sa large majorité chiite?

Inexorablement, par le jeu de son influence chiite, l’Iran étend son pouvoir bien au-delà de ses frontières. En maîtrisant l’accès à la moitié des réserves mondiales de pétrole par la main mise sur le détroit d’Ormuz, l’Iran impose une présence américaine permanente dans les eaux du Golfe, sorte de «ligne Maginot» pour les monarchies pétrolières voisines.

Le visage de l’Iran est celui d’un conquérant, dont le rôle majeur dans l’équilibre régional est désormais reconnu. Assiste t-on pour autant à la naissance d’un nouvel empire, dont l’aboutissement serait l’accession au nucléaire militaire?

L’idée d’un «pan-chiisme» dirigé par le régime des Mollahs semble illusoire, tant les divergences au sein des disciples d’Ali sont nombreuses. La fragilisation du sunnisme est, en revanche, bien réelle. Au-delà des problèmes de succession rencontrés par l’ensemble des monarchies du Golfe, le sunnisme n’a t-il pas perdu de sa crédibilité en accouchant d’un Ben Laden? Le monde occidental ne doit-il pas reconsidérer dès lors son soutien inébranlable à une Arabie saoudite déclinante, au profit peut-être d’un Iran, nucléaire ou pas, mais politiquement stable et influent?

L’influence grandissante de l’Iran et son «irrésistible ascension»[[52]](#footnote-52) font peur du fait du truchement de ses ambitions nucléaires. Par-delà les annonces aussi apocalyptiques que fantaisistes de son «Président non directeur» au sujet de ses prétentions à l’égard d’Israël, l’Iran tente de rassembler l’ensemble du monde musulman dans un œcuménisme de circonstance dont il serait le principal prêcheur, mais surtout le premier bénéficiaire.

Devant l’agonie programmée de nos partenaires traditionnels au Moyen-Orient, l’Iran apparaît aujourd’hui comme le seul interlocuteur viable dans la perspective d’une paix régionale retrouvée.

*Issu de l’Ecole Militaire Interarmes (promotion lieutenant SCHAFFAR, 1995-1997), le capitaine (TA) GASTELU a successivement servi au 152ème RI de Colmar, puis au 35ème RI de Belfort où il a commandé son unité. Il suit actuellement une scolarité en 1ère année de Licence de Persan à l’Institut National des Langues et Civilisations Orientales.*

Prospective et innovation

**en recherche de victimes ensevelies**



# *Par le capitaine (TA) Christophe DEBRAY*

***Cet article, très vivant, est un rappel bienvenu sur ce que sont les unités de la sécurité civile. Unités de l’armée de terre, elles sont mises pour emploi à la disposition du ministère de l’Intérieur afin d’intervenir pour sauver des vies humaines lors de catastrophes naturelles ou provoquées. Après une «mise en ambiance» à partir du cas concret d’Haïti, l’auteur aborde la nature, les missions et l’organisation des UIISC, ainsi que leur bilan au fil des années. Il termine par un gros plan sur la mission de sauvetage déblaiement et les techniques de recherche associées.***

***12 janvier 2010, 16h53 (heure locale)***

**Début du cauchemar en Haïti à Port-au-Prince**

**U**n décrochement sénestre de deux mètres se produit entre les plaques tectoniques Nord-Américaine et Caraïbe sur une longueur de plus de 70 kilomètres sur la faille «Enriquillo-Plaintain Garden» qui traverse l’île Hispaniola d’ouest en est à environ 5 kilomètres au sud de la capitale d’Haïti, Port-au-Prince. Un terrible séisme de magnitude 7,2 sur l’échelle ouverte de Richter se produit alors, à la faible profondeur de 10 kilomètres, libérant une énergie équivalente à une explosion de 5 mégatonnes de TNT. L’épicentre du séisme se situe à moins de 20 kilomètres à l’ouest de la ville principale, à proximité des localités de Carrefour et de Léogane.

La panique s’empare des habitants de Port-au-Prince et des localités avoisinantes. Ils chancèlent dans la rue au milieu des voitures qui sautent sur place, incapables de retrouver leur équilibre. Ceux-là seront les plus chanceux dans cette catastrophe qui touche l’un des pays les plus pauvres de la planète. Beaucoup d’autres habitants, hommes, femmes et enfants voient les lourdes plaques de béton des bâtiments s’abattre sur eux, les tuant pour la plupart sur le coup. Certains survivront quelques heures puis s’éteindront dans un dernier souffle malgré des appels à l’aide sous les amas de décombres.

Alerté 12 minutes plus tard par les systèmes internationaux de détection automatique des séismes se produisant à la surface du globe, à 23h05 heure française, l’officier de garde du Centre Opérationnel de Gestion Interministériel de Crises (COGIC) cherche à obtenir des renseignements sur la situation auprès de l’ambassade de France en Haïti. Elle-même ébranlée, celle-ci ne peut que confirmer une forte secousse qui a provoqué d’importants dégâts et une vague de panique chez les habitants. Immédiatement, les plus hautes autorités de l’État français en sont informées et le président de la République donne l’ordre aux équipes gouvernementales de secours de se préparer à une éventuelle projection vers le pays sinistré.

Rapidement, la situation apparaît comme dramatique pour l’ensemble de la population présente sur place. Les autorités gouvernementales sont décimées, la MINUSTHA semble touchée et les répliques, accompagnant tout séisme dans les minutes qui suivent l’événement majeur, provoquent des scènes de panique dans les rues. Une douzaine de secousses secondaires majeures, de magnitude 5 à 5,9, aggravent encore, dans les heures suivantes la situation de la population déjà traumatisée.

Le premier bilan estimé dans les heures qui suivent la catastrophe fait état de 50.000 morts. La triste réalité dépassera les bilans les plus pessimistes. Le pays comptera finalement plus de 170.000 morts, plus de 200.000 blessés (dont 45% d’enfants de moins de 14 ans) et 1,2 millions de personnes déplacées, dont 800.000 de Port-au-Prince. 34 français figurent parmi les victimes dont 2 gendarmes de la MINUSTHA.

20 % des habitations de Port-au-Prince sont détruites. Entre 80 et 90% des bâtiments de la ville de Léogane, située à l’ouest de Port-au-Prince, sont endommagés. La ville de Gressier, située à 20 kilomètres de la capitale, est détruite à 50%. Au total, ce sont 225.000 habitations et 25.000 édifices d’Haïti qui sont détruits totalement ou partiellement.

***13 janvier 2010, 03h50 (heure française)***

**La salle opérations du 7ème RIISC** (régiment d’instruction et d’intervention de la sécurité civile), stationné à Brignoles dans le Var, est en ébullition. L’ordre vient de tomber de la Présidence: projection d’un détachement d’intervention sauvetage déblaiement (DISD) de 60 sapeurs sauveteurs dans les heures à venir. Rôdé à ce type de mission d’urgence à l’étranger et disposant d’un dispositif d’astreinte permanent 24h/24, 7jours/7 toute l’année, le détachement de secours rejoint dans un délai de moins de 3 heures la plate-forme aéroportuaire de Marseille-Marignane afin d’intervenir au plus vite et prouver ainsi la solidarité du peuple français envers le peuple haïtien.

Parmi les premières équipes internationales de secours au travail dès le 14 janvier matin, le détachement militaire de la sécurité civile française se place sous les ordres du chef d’état-major de la zone de défense et de sécurité des Antilles (officier supérieur des ForMiSC), déjà sur place, depuis la veille, au côté de l’ambassadeur. L’urgence absolue est le sauvetage des personnes encore ensevelies sous les décombres, l’espérance de survie diminuant d’heure en heure. Les sapeurs sauveteurs seront rejoints les jours suivants par leurs camarades du 7ème RIISC, du 1er RIISC de Nogent-le-Rotrou et de l’UIISC 5 de Corte. Intégrés dans le dispositif international de secours coordonné par les Nations Unies, qui comprendra plus de 10.000 hommes venus du monde entier pour prêter assistance au peuple haïtien, les sapeurs sauveteurs seront plus de 260 au sein du dispositif français (1.100 militaires, sapeurs-pompiers, médecins du SAMU, sécurité civile, …) et assureront, entre autres:

* le sauvetage de 14 personnes ensevelies;
* l’hospitalisation de plus de 1.400 personnes au sein de l’hôpital de campagne déployé;
* 210 interventions chirurgicales;
* la production de 1.000.000 de litres d’eau potable.

**Les formations militaires de la sécurité civile (ForMiSC)**

*«Intervenir en urgence pour assister les populations victimes de catastrophes naturelles, technologiques, sanitaires ou de conflits, en temps de paix, de crise ou de guerre, en France et à l’étranger».*

Peu connues, même au sein de l’armée de Terre, les régiments d’instruction et d’intervention de la sécurité civile en sont pourtant des unités du Génie à part entière; mais elles sont mises, pour emploi, à la disposition du ministre de l’Intérieur pour intervenir au profit de la protection des populations contre les risques majeurs en temps de paix, de crise ou de guerre, tant en France qu’à l’étranger.

Sur une idée du général de Gaulle constatant la désorganisation des secours lors de la catastrophe de la rupture du barrage de Malpasset le 2 décembre 1959 à Fréjus dans le Var, les unités militaires de sécurité civile sont nées en 1974. L’UIISC 7 a été la première à être créée à Brignoles dans le sud de la France.

Trois formations militaires, soit deux régiments et une unité, placées sous les ordres d’un général de brigade, constituent le socle opérationnel des ForMiSC. Au total, 1.500 hommes se répartissent au sein des unités opérationnelles, de la direction de la sécurité civile et des états-majors de zone de défense et de sécurité.

Les unités sont spécialisées dans les interventions majeures suivantes:

* lutte contre les feux de forêts avec des détachements spécialisés (intervention héliportée, retardant terrestre, moyens de travaux lourds, Corse);
* sauvetage de personnes ensevelies sous décombres, glissement de terrain, avalanches, tsunamis;
* inondations;
* risques radiologiques et chimiques avec une capacité d’analyse par spectrométrie et de décontamination de masse;
* appui médical projetable;
* production d’eau potable;
* assistance humanitaire et appui à l’évacuation de ressortissants;
* tempêtes, cyclones.

### **Le sauvetage déblaiement: une spécialité chère aux sapeurs sauveteurs**

Les techniques de sauvetage déblaiement (SD), destinées à secourir les victimes ensevelies sous les décombres, trouvent leurs origines dans les premières actions menées au Royaume-Uni par les soldats de sa Majesté après les bombardements de l’aviation allemande au cours des affrontements de la 2ème guerre mondiale. Le but était d’accéder rapidement aux victimes encore vivantes, bloquées sous les ruines des édifices écroulés, à l’aide de pelles et de pioches.

Au fil du temps, les techniques, le matériel et les procédures opérationnelles ont évolués. Le matériel utilisé est désormais spécifique à ce type de mission et des équipes cynophiles sont dédiées à cet emploi.

Le SD est une des spécialités d’intervention des RIISC, qui se place dans le cœur des sapeurs sauveteurs comme une mission majeure aux côtés de la lutte contre les feux de forêts. Reconnus dans le monde entier et enviés, parfois même copiés (par l’Espagne, la Grèce et bientôt le Portugal), les sapeurs sauveteurs mettent un point d’honneur à toujours être à la pointe dans ce domaine, aussi bien en terme de techniques opérationnelles que de développement de nouveaux matériels.

Depuis leur création, les régiments ont été engagés à de nombreuses reprises dans des opérations de secours de type sauvetage déblaiement:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1980 Algérie  1983 Liban (Drakkar)  1985 Mexique  1986 Grèce  1986 San Salvador  1988 Arménie  1990 Iran  1992 Égypte  1992 Turquie | 1993 Malaisie  1995 Japon  1995 Grèce  1998 Kenya  1999 Colombie  1999 Grèce  1999 Turquie  1999 Taiwan  2001 Salvador | 2001 Inde  2003 Algérie  2003 Iran  2004 Maroc  2004 Indonésie (tsunami)  2005 Pakistan  2009 Indonésie  2010 Haïti |

Les techniques opérationnelles de sauvetage déblaiement permettent d’intervenir lors d’effondrements d’immeubles à la suite à d’un séisme, d’une explosion (attentat ou accident) ou d’une fragilisation des structures, ou à la suite de glissements de terrain ou de tsunamis.

Les opérations consistent, dans un premier temps, à secourir les victimes visibles depuis la surface à l’aide de techniques d’évacuation en hauteur si nécessaire. La recherche des victimes ensevelies débute alors à l’aide de différentes méthodes et moyens pour les détecter, les localiser et les atteindre afin de les évacuer vers la surface. Les conditions de travail sont en général particulièrement ardues, les structures des bâtiments étant fragilisées, l’urgence obligeant à un engagement physique pendant plusieurs jours avec peu d’heures de sommeil, de jour comme de nuit, et ce quelles que soient les conditions climatiques. L’état psychologique des sauveteurs ne doit pas être négligé dans ce genre d’opérations où la déception peut rapidement décourager les hommes en présence du décès d’une victime «à portée de main», après des heures de travail. Les dernières opérations consistent à effectuer un déblai sélectif afin de découvrir d’éventuelles victimes puis à réaliser un déblai généralisé dans le but de récupérer tous les corps des personnes décédées.

Les unités SD sont toujours engagées avec une équipe cynophile et une équipe médicale. La médicalisation «au fond du trou» est une spécificité française qui permet au médecin d’accéder à la victime afin de la conditionner avant son extraction plutôt que d’amener la victime au médecin.

**Une détection de victimes innovante: la mesure de CO2**

Au cours des opérations de sauvetage déblaiement, il est primordial de détecter au plus vite les victimes encore vivantes ensevelies sous les décombres afin de leur offrir le maximum de chances de survie. Elles sont souvent prises au piège des amas de béton, de métal, de bois et de mobilier mais ont survécu dans des poches dites de «survie» au moment de l’effondrement, même si elles ont subi un «crush syndrome» (écrasement d’un membre).

Il est important de pouvoir se concentrer sur les victimes vivantes, les heures de travail étant précieuses et ne devant pas être gaspillées à la recherche de corps sans vie. Une fois détectées, les victimes doivent être localisées en profondeur afin de procéder à leur évacuation.

À l’heure actuelle, les unités utilisent différents matériels et plusieurs techniques complémentaires; employées ensemble elles permettent de confirmer une éventuelle découverte:

* prise de renseignements auprès des témoins ou des impliqués (structure du bâtiment avant son effondrement, type d’édifice, nature des victimes, etc…);
* appel à la voix et écoute à l’oreille;
* équipes cynotechniques;
* radar de détection à très haute fréquence;
* appareil d’écoute (vibraphone) basé sur le filtrage et l’amplification des sons (détection et localisation) et associé à une masselotte d’appel permettant de frapper sur le béton;
* caméras endoscopiques (plus destinées à la localisation qu’à la détection).

L’utilisation des sons repose sur une réponse volontaire de la victime à un appel des sauveteurs, ce qui enlève du spectre de recherche toutes les victimes inconscientes et les enfants en bas âge même conscients.

Une piste non encore explorée à l’heure actuelle, et qui permettrait d’ajouter un moyen complémentaire de recherche des victimes vivantes même inconscientes, consisterait à détecter la concentration de CO2 dans les poches de survie sous les décombres. En effet, tout être humain vivant rejette ce gaz en très faible quantité lorsqu’il respire, et sa présence en cavité relativement peu ventilée pendant plusieurs heures permet de penser qu’il doit y avoir une élévation importante de la concentration de CO2.

À partir d’appareils de détection de CO2 déjà existants et d’une interface «bricolée», des tests préliminaires ont été effectués à Brignoles sur une aire dédiée à l’entraînement et qui reproduit des effondrements d’immeuble et des amas de décombres. Des plastrons ont été placés dans des reproductions de poches de survie pour des durées comprises entre 5 et 30 minutes. Des mesures d’air ambiant en dehors des cavités ont été réalisées entre 300 et 400 ppm. Dès l’introduction de l’interface dans les cavités où avaient été placées les fausses victimes, des mesures ont été réalisées entre 600 et 1200 ppm indiquant clairement une élévation de la concentration en CO2.

Les appareils de détection déjà existants sont des installations fixes ou des solutions portables. Les installations fixes ne présentent que peu d’intérêt pour des raisons opérationnelles évidentes. Les solutions portables sont destinées à être employées par des travailleurs dans des situations de confinement particulières. Elles sont donc portées directement sur l’homme et chaque prise de mesure, réalisée à intervalle régulier, automatiquement ou à la demande, nécessite environ 15 secondes, dans le meilleur des cas, pour être analysée. Cela signifie que la mesure est réalisée avec un appareil immergé dans l’ambiance à mesurer. En sauvetage déblaiement, l’appareil serait évidement situé à l’extérieur des décombres.

Il semble opportun de développer cette piste de recherche afin de compléter les moyens déjà existants en termes de détection de victimes ensevelies.

La méthode de développement consisterait à:

* étudier les échanges gazeux dans une cavité peu ventilée en présence d’une personne pour valider des seuils de détection fiables ;
* définir les besoins techniques à partir de matériel de détection déjà existant (création d’une interface);
* tester les solutions techniques ainsi réalisées;
* élaborer une procédure opérationnelle d’emploi.

Le système idéal serait composé de plusieurs appareils de détection, avec une interface adaptée aux décombres et une temporisation sonore de prise de mesure, remis aux équipiers évoluant dans la zone de recherche. L’information des mesures pourrait ensuite être transmise, par une liaison sans fil, vers un terminal détenu par le chef de groupe qui pourrait en assurer l’analyse. Un signal sonore en cas de mesure suspecte et une capacité d’enregistrement des détections, associées à un positionnement GPS, compléteraient le système.

*Issu du recrutement par l’article 15.2, le capitaine Christophe Debray a servi au 6e Régiment du Génie et au 1er Régiment du Génie de la Légion étrangère, avant de passer 6 ans dans les formations militaires de la sécurité civile. Au titre du diplôme technique, il suit la scolarité du Mastère spécialisé Maîtrise des risques industriels et technologiques des Mines Paris Tech*

# Pour quelles raisons 25 % des EVAT dénoncent-ils leurs contrats?



*Par le chef de bataillon Thomas JACQUINET*

*Un quart des EVAT dénoncent leur contrat pendant la période probatoire. Une étude a été menée pour en comprendre les motifs. L’article présente les principales conclusions tirées de cette enquête et décrit la méthode et les outils utilisés pour y parvenir.*

**B**ien que la professionnalisation de l’armée de Terre soit aujourd’hui achevée, le volume des recrutements réalisés n’a guère diminué. Elle recrute notamment près de 10.000 EVAT[[53]](#footnote-53) chaque année. Sur le long terme, tenir un tel rythme de recrutement ne va pas sans poser certaines difficultés. Si le besoin en recrutement d’EVAT est à ce point élevé, ce n’est pas seulement parce que les effectifs (63.000 EVAT) sont élevés. C’est aussi parce que le flux sortant est lui-même élevé. Schématiquement, pour que l’armée de terre soit dans une position confortable au plan du recrutement des EVAT, il faudrait que leur durée de service soit de huit ans en moyenne, ce qui n’est pas le cas actuellement. La nécessité de fidéliser les EVAT s’impose donc à l’armée de Terre pour, si ce n’est réduire, du moins contenir le besoin en recrutement d’EVAT.

L’érosion (ou attrition) des effectifs survient dans trois types de circonstances: lors de la dénonciation (rupture du contrat en cours de période probatoire); lors de la résiliation (rupture du contrat après la période probatoire) et en cas de non renouvellement de contrat. Depuis 2004, l’armée de Terre déplore qu’environ 25% des contrats sont rompus au cours de la période probatoire. Si bien que l’analyse des motifs de dénonciation de contrat constitue l’un des volets essentiels de la politique de fidélisation dans laquelle elle s’est engagée.

C’est dans ce contexte que le bureau étude évaluation de la Sous-direction recrutement de la Direction des ressources humaines de l’armée de Terre (DRHAT) a sollicité le laboratoire «ergonomie, comportement et interaction» de l’université Paris Descartes. Celui-ci a alors conduit une étude ayant pour objectif la recherche des motifs de dénonciation de contrat par les EVAT. Nous nous proposons ici de rendre compte de cette étude, en exposant ses principales conclusions, après avoir décrit la méthode adoptée.

L’étude s’est appuyée sur une méthode éprouvée, qui consiste à exploiter les discours recueillis au cours d’entretiens en faisant appel à deux types d’analyse: une analyse du discours, mise en oeuvre à l’aide d’un logiciel, puis une analyse statistique.

La première étape a donc consisté à mener des entretiens auprès de 33 EVAT ayant dénoncé leur contrat. Les entretiens se sont tenus dans les locaux de la DRHAT pour ce qui concerne les EVAT issus de la RTNE[[54]](#footnote-54) et au sein de l’état-major de la RT dont ils dépendaient pour les autres. Une technique d’entretien particulière, dite technique de l’entretien d’explicitation, a été appliquée. Celle-ci a été mise au point pour contourner une double difficulté. La première tient au fait qu’une part importante de l’action est inconsciente, si bien que son auteur – l’EVAT dans le cas qui nous intéresse – est incapable de la mettre en mots sans aide. La deuxième difficulté concerne la personne chargée de conduire l’entretien et renvoie au fait que «faire parler» n’est pas inné. La technique met alors notamment l’accent sur l’attitude d’écoute véritable que doit adopter en permanence l’intervieweur; sur la gestion des silences (qu’il n’est pas pertinent de rompre au plus vite, contrairement à ce que nos habitudes sociales nous incitent à faire); sur l’efficacité de la reformulation en écho (qui consiste à reprendre les mots de l’interviewé et attendre qu’il développe) et enfin sur l’équilibre à trouver pour canaliser le discours (ce qui consiste à «ramener au domaine qui intéresse tout en maintenant la qualité de la relation dans la confiance»).

Les entretiens se sont appuyés sur un guide d’entretien qui permettait non seulement d’aborder tous les thèmes utiles à l’étude, mais aussi d’instaurer une relation de confiance, de manière à ce que l’EVAT interrogé parle librement. Les 33 entretiens ont été enregistrés, puis intégralement retranscrits pour faire l’objet d’une première analyse, dite analyse du discours, à l’aide d’un logiciel.

Il est important de préciser que le logiciel utilisé ne se contente pas d’effectuer un comptage des mots figurant dans le discours. Il tient compte également de leur nature. Il repère ainsi les adverbes et les conjonctions de coordination; il distingue les verbes selon leur fonction (par exemple, les verbes factifs, tels que *marcher*, qui expriment une action, sont distingués des verbes déclaratifs, tels que *croire*); les temps et les modes sont également pris en considération. Autrement dit, l’analyse tient compte de la logique du propos. Ainsi, le recours à cette analyse a tout d’abord permis de s’assurer que les EVAT se sont personnellement impliqués dans leurs discours et qu’ils ont effectivement révélé leurs points de vue. Ensuite, il a été possible d’identifier les thèmes qui avaient été évoqués de manière récurrente par l’ensemble des personnes interviewées. Dans le cas présent, 11 thèmes se sont dégagés. À titre d’exemple, on peut citer le thème des valeurs militaires, qui regroupe des termes tels que camaraderie, discipline, etc. Le logiciel indique également la fréquence à laquelle chaque thème apparaît dans chacun des entretiens. On parvient ainsi à identifier sur quels thèmes a porté l’entretien avec tel ou tel EVAT. Toutefois, du fait de leur profusion, ces informations demeurent difficiles à exploiter en l’état. Il s’agit alors de les résumer, ce que permet une procédure statistique appelée analyse géométrique des données.

Cette analyse aboutit à une représentation graphique de l’information, sous forme de nuages de points. Les points en question représentent d’une part les thèmes abordés dans les discours et d’autre part les EVAT interviewés. Pour résumer encore l’information, ces derniers ont été représentés sous forme de points moyens, en tenant compte de trois caractéristiques: leur âge, leur ancienneté au moment de la dénonciation, et enfin leur arme. Ainsi, pour ce qui concerne l’âge, un point moyen représente l’ensemble des EVAT ayant moins de 19 ans, un autre les EVAT de 20 à 22 ans et un troisième ceux qui ont plus de 22 ans. L’examen des nuages de points met en évidence les oppositions et les proximités entre les thèmes, ainsi que la position des interviewés par rapport à ces thèmes.

Par exemple, on observe une proximité entre les thèmes «valeurs militaires» et «vie civile», mais une opposition de ces deux thèmes avec les thèmes «recrutement» et «sentiments négatifs». Autrement dit, l’examen du graphe permet de distinguer schématiquement deux groupes d’entretiens. Le premier groupe est composé des entretiens qui font fréquemment référence aux valeurs militaires et à la vie civile et peu référence au recrutement et à des sentiments négatifs. À l’inverse, le deuxième groupe est constitué des entretiens durant lesquels le recrutement et les sentiments négatifs ont été souvent évoqués, tandis que les valeurs militaires et le thème de la vie civile l’étaient peu.

L’analyse met alors en évidence des grandes tendances. Tout d’abord, l’étude montre que les deux principaux motifs de dénonciation sont, d’une part, le sentiment d’avoir été «trompé» lors du recrutement, et, d’autre part, l’incompatibilité entre les exigences de la vie militaire et la vie privée. Le sentiment d’avoir été «trompé» lors du recrutement est essentiellement présent dans les discours des plus jeunes EVAT (17 à 19 ans) et de ceux qui ont servi dans des unités d’appui. Il conduit rapidement à une décision de dénonciation (celle-ci survient dès les deux premiers mois de service). L’évocation de l’incompatibilité entre les exigences de la vie militaire et la vie privée est en revanche le plus souvent observée chez les EVAT moyennement âgés (20 à 22 ans) et ceux ayant appartenu à des unités de soutien.

Ensuite, il apparaît que deux autres motifs sont fréquemment évoqués: les activités auxquelles les EVAT ont effectivement participé et les perspectives. Une décision de dénonciation qui se réfère aux activités vécues pendant la FGI[[55]](#footnote-55) est plutôt caractéristique d’un jeune EVAT (17 à 19 ans) engagé dans une unité de mêlée. Dans ce cas, la décision de dénonciation est en général moyennement rapide (elle intervient au troisième ou quatrième mois de service). À l’inverse, fonder sa décision de dénoncer sur le manque de perspectives attrayantes est une attitude plus souvent adoptée par les EVAT les plus âgés (23 ans et plus).

De ces résultats découlent des recommandations. En premier lieu, il semble nécessaire, lors du recrutement, d’adapter l’information délivrée à l’âge du candidat. Face à un jeune candidat, vraisemblablement influençable et dont le manque de maturité peut se traduire par une difficulté à demander ou à rassembler toutes les informations nécessaires à une décision telle que l’engagement, le recruteur devrait veiller à ne pas imposer son propre point de vue et s’attacher à fournir lui-même des informations complètes. En revanche, face à un candidat plus âgé, il paraît plutôt utile d’insister sur les contraintes de la vie miltaire.

En deuxième lieu, un effort particulier semble devoir être consenti pour améliorer l’information concernant les unités d’appui. En effet, les candidats à un engagement ont manifestement une représentation assez précise du métier de fantassin ou de la vie dans une unité de chars. Quant aux unités de soutien, il est relativement aisé de les décrire compte tenu de leurs similitudes avec des secteurs civils équivalents. À l’inverse, le métier de sapeur ou d’artilleur est visiblement abstrait pour les candidats. Ils s’engagent sur cette voie sans vraiment savoir ce qui les attend, puis dénoncent leur contrat en jugeant avoir été mal informés lors du recrutement.

Enfin, les attentes des EVAT sont très variables. Certains s’attachent à ce qu’ils font, au moment présent, tandis que d’autres accordent de l’importance à ce qu’ils pourront devenir et faire. Il importe donc de mieux faire coïncider les souhaits et les besoins des individus, très divers, avec les possibilités offertes par les régiments, tout aussi diverses. À cet effet, il pourrait être bénéfique de mieux cerner les aspirations des EVAT en enrichissant le passage au CSO d’une évaluation des intérêts et des valeurs à l’aide d’un des outils mis au point par la psychotechnique.

Cette recherche reste exploratoire et mérite d’être confirmée par de nouvelles études. Elle a malgré tout permis de proposer des axes d’amélioration, qui sont autant de pistes de réflexion soumises aux acteurs de la politique de fidélisation menée par l’armée de terre.

*Saint-Cyrien de la promotion Maréchal Lannes (1993-1996), le chef de bataillon Thomas JACQUINET a commandé un escadron de combat au Régiment d’Infanterie-Chars de Marine. Reçu au concours du brevet technique en 2007, il suit actuellement un master 2 de psychologie, spécialité travail et vie sociale, à l’institut de psychologie de l’université Paris Descartes, afin d’obtenir le titre de psychologue.*

# Du bon emploi des politiques de communication

# pour entretenir le lien armée-nation



### Par le chef de bataillon Stéphanie PIQUET

***Les politiques de communication, les concepts d’emploi et les outils utilisés par l’armée britannique sont modernes et innovants. Ses membres, de tous grades, sont encouragés à s’exprimer. L’Army bénéficie en retour d’une bonne image et du soutien appuyé de la population et de ses élites***

***«C****ommuniquer répond à un devoir d’information du public afin de répondre aux attentes de l’opinion nationale. L’information de nos concitoyens est d’autant plus nécessaire que leur adhésion est indispensable. Le soutien de l’opinion publique française est un gage de légitimité de l’intervention ainsi que celle de nos troupes».* C’est ainsi que le colonel Benoît Royal justifie la nécessité pour l’armée de terre de communiquer en externe[[56]](#footnote-56).

Ce qui est valable en France l’est outre Manche. Ainsi, l’acronyme KAPE «*Keeping the Army in the Public Eye»,* usité dans les milieux médias de l’armée britannique, résume ce besoin de communication externe. Au sein de l’Army, cette abréviation est considérée comme un terme de mission. Nos voisins ont totalement assimilé que les guerres modernes se gagnaient par l’influence médiatique tournée vers l’ennemi, soit, mais aussi vers ceux qui assurent le moral des forces en leur accordant un soutien inconditionnel, qui sont aussi ceux qui acceptent de payer un tribut financier conséquent, même en période de crise financière, et qui constituent le peuple britannique.

Pour assurer cette mission d’information du public britannique l’Army, dispose d’un panel de moyens particulièrement efficaces. Le but n’est pas ici d’établir un catalogue mais bien de souligner quelques politiques médias menées avec brio grâce à l’emploi d’outils performants. Pour ce qui est d’évaluer la réussite de cette volonté communicationnelle, il suffit de feuilleter la presse écrite quotidienne pour s’apercevoir que chaque jour, dans chaque édition l’armée est citée, connue et aimée. Néanmoins, il est nécessaire d’accompagner cette impression des lecteurs par des faits et des actions qui tendent à prouver cette réussite.

Pour une armée, mal communiquer avec le monde civil est une crainte légitime car cela compromet les chances de s’équiper correctement et de faire face à la menace. Cela peut aussi mener à la ghettoïsation, voire à la banalisation du métier de soldat. Ce désintérêt et cette méconnaissance par la population de son outil de défense, de ses forces et de ses faiblesses, étaient déplorés en France en 1996. Dans le rapport «l’avenir du service national»[[57]](#footnote-57) Monseigneur Dubost, évêque aux armées, l’exprimait ainsi dans ses propos sur les conséquences de la professionnalisation: «*Le relatif désintérêt vis-à-vis du débat en cours souligne le changement d’attitude à l’égard de l’armée. Je suis frappé par le fait que le débat est difficile à nouer».* Pour éviter ce fossé entre une armée professionnelle et la population, l’Army assure une présence constante dans le débat public. Dans ce sens, une directive imposant des prises de parole, notamment par les officiers généraux en postes de commandement opérationnel ou régional, a été établie: c’est le «Senior army leaders’ public engagement programme» (PEP). Ce document encourage l’ensemble du personnel, militaire et civil en poste de responsabilité, à informer et à influencer l’audience interne et externe. Concrètement, les généraux en poste de responsabilité ont l’obligation de s’adresser au moins trois fois par trimestre au grand public (national), deux fois à une audience externe ciblée (cadets, habitants du comté, public de la radio de garnison) et une fois en interne.

Parallèlement, dans une directive[[58]](#footnote-58) sur les contacts avec les médias, il est clairement affirmé: «*we want our people to talk and write about what they do so that the roles and achievements of the Armed forces and MoD (Ministry of Defence) can be better understood»*. Si les procédures à suivre sont présentées dans ce document, le ton, les termes, «members are *encouraged to engage with the public/everyone should look for opportunities to* *explain what defence is about»*, incitent et donnent effectivement envie de prendre la parole, de répondre aux sollicitations sans la peur d’une censure potentielle.

Cette politique clairement affirmée de liberté d’expression, encouragée dans le respect des règles de sécurité du personnel et des opérations, est facilitée par la publication d’éléments de langage[[59]](#footnote-59): une vingtaine de pages mensuelles, accessibles à tous sur Intranet.

Il s’agit d’un document particulièrement complet où sont diffusées des informations concrètes sur les domaines suivants: les opérations (Afghanistan, contre-terrorisme, piraterie), le personnel (effectif, logements, soutien médical, pensions), l’équipement/la logistique et la politique de défense (budget).

Le ministère de la défense a également pris conscience de la possibilité, désormais plus que probante, que la prise de parole se fasse par Internet, et plus particulièrement via les réseaux sociaux. C’est pourquoi il mène depuis cet été une politique d’emploi du web par le personnel, concrétisée par un guide d’emploi[[60]](#footnote-60). Dans ce document, il est stipulé que les réseaux sociaux sur le web sont populaires, qu’employés correctement ils sont efficaces et que l’ensemble du personnel est encouragé à s’y exprimer*.* Dans sa politique d’ouverture vers *twitter, facebook, youtube* et les blogs, l’Army va même au-delà de la simple autorisation d’emploi puisqu’elle propose au personnel de se porter volontaire pour diffuser de l’information sur l’armée via les pages personnelles. Il s’agit alors, par le biais «d’ambassadeurs» parmi les militaires et les civils, d’effectuer une communication informelle sur des sites personnels et privés. C’est pourquoi, dans la politique d’emploi des réseaux sociaux, trois présences complémentaires sont clairement identifiées : *corporate, sponsored* et *personal*.

Car l’expression *corporate*, c’est à dire la voix officielle, n’est pas en reste puisque l‘Army est présente sur *youtube* depuis un an, sur *twitter* depuis quelques mois, sur *facebook* et sur *audioboo*[[61]](#footnote-61) depuis peu, comme compléments du site internet et du site de recrutement[[62]](#footnote-62).

Parallèlement à ces nouveaux médias, elle produit en presse écrite *Soldier*, l’équivalent de notre *TIM*, mais aussi *Territorial Army Quarter*, *Camouflage* destiné aux adolescents et *Army magazine* pour le recrutement. De plus, elle émet sur les ondes par un réseau radio des garnisons couvrant le territoire national, et lui-même associé à un site internet[[63]](#footnote-63). Enfin, pour répondre aux nombreuses sollicitations civiles (environ 40 projets par mois), une équipe est entièrement dédiée au lien avec les producteurs TV, radio, cinéma, les écrivains, les artistes et les galeries d’art désirant des renseignements en relation avec leurs projets.

Ces différents outils servent une politique de communication qui n’a pas d’autre ambition que d’entretenir le lien armée-nation. Cette politique a su efficacement créer une demande d’informations pour mieux comprendre l’outil de défense en général, et soulever un engouement pour l’armée en particulier, lui assurant un soutien financier et un soutien moral au moment où elle déplore plus de 230 morts en Afghanistan. Cette transparence et cette ouverture servent l’intérêt de l’Army en contribuant au développement du «*Military Covenant*», renforcé depuis les années 2000.

Le «*Military Covenant*» est initialement un accord informel entre la nation et les forces armées. Si ce contrat moral a toujours été présent dans la conscience collective, il a clairement été développé en 2000 avec la diffusion d’un texte: «*Soldiering-the military covenant*». Il pourrait s’agir de notre code du soldat mais où, en sus, les droits et devoirs de la nation sont explicitement affirmés. Ceci n’est pas sans rappeler le catéchisme cité par Mgr Dubost[[64]](#footnote-64)«*les pouvoirs publics ont le droit et le devoir d’imposer aux citoyens des obligations nécessaires à la défense nationale»*. C’est par la volonté d’un chef d’état major que cette obligation pour la Couronne et le peuple de traiter justement ses forces armées a été écrite, puis relayée. Grâce à une communication autour des valeurs et des missions des armées, ce contrat est désormais soutenu par l’opinion publique, consciente que le sacrifice de ses soldats «*nécessite à juste titre des compensations, une garantie de vie décente et des récompenses.[[65]](#footnote-65)»*

Actuellement, ce contrat s’exprime par un soutien populaire exacerbé, dont les cérémonies de rapatriement sont les tristes témoignages, et aussi de façon moins dramatique mais pas anecdotique, par l’affichage du slogan «*help for heroes*» sur des autocollants et sur des bracelets. De manière plus mesurable, les enquêtes d’opinion commandées par l’Army tous les six mois, et alternativement réalisées avec celles de la Défense, donnent des chiffres éloquents: «*The British Army’s already high favourability rating has improved further and stands at 85%,* 2/3 *of the general public have at least a little knowledge about the equipment used by the Army*, 4/5 *believe that the British Army is doing a good job in Afghanistan.[[66]](#footnote-66)»* Cet engouement se retrouve dans toutes les strates d’âge de la population, car une des grandes réussites des relations publiques est l’existence de l’Army Cadet Force, ainsi que de clubs d’étudiants subventionnés au sein des universités. Ces deux activités civiles, non pas encadrées, mais soutenues humainement et matériellement par l’armée, permettent non seulement de créer des vocations, mais avant tout de diffuser les valeurs des armées, de les faire connaître et reconnaître. Ce moyen efficace était déjà souligné en 1995 par le commandant britannique Thompson invité au débat du Sénat, cité en référence: «*Depuis 50 ans les cadets existent, c’est un moyen primordial pour maintenir le lien entre la société et l’armée».*

De manière plus pragmatique, la politique de soutien se traduit par des mesures facilitant la vie privée des militaires. Ces mesures définies sous le nom de *Service Personnel Command Paper,* et pour certaines signées récemment, ont pour objectif de rétablir un équilibre face aux désavantages des mutations et des contraintes opérationnelles. Il s’agit par exemple de simplifier l’accès au système de soins, d’éviter les listes d’attente pour l’attribution de logements sociaux ou de bénéficier de tarifications différenciées pour la consommation d’eau et d’électricité dans les logements appartenant au ministère de la Défense.

Le ministère de la Défense, submergé par les dons des associations pour Noël au profit des soldats en Afghanistan, a dû les ralentir. En termes de communication la décision est certes critiquable, néanmoins ces dons sont un résumé du lien armée-nation entretenu par une communication globalement performante et l’emploi d’outils modernes ci-dessus évoqués.

Si Philippe de Gaulle s’exprimait ainsi à propos de la France en 1995[[67]](#footnote-67): «*Au sénat ou au parlement, quand des problèmes militaires sont évoqués à la tribune ou dans l’hémicycle, cela commence au mieux à 21h, cela se poursuit dans la nuit, il n’y a pas un seul journaliste – et l’ensemble de la nation se désintéresse totalement de l’affaire»,* en Grande Bretagne au contraire, l’Army a profité judicieusement du 11 novembre, pour diffuser au sein même de la Chambre des communes, un document destiné aux parlementaires: «*The British Army, land power for today and the future».* D’ailleurs, pour cette date anniversaire, le pays se couvre fièrement de «*poppies*» et respecte de manière quasi religieuse une minute de silence. En observant à la fois ce devoir de mémoire entretenu et parallèlement l’Union Jack arboré lors des concerts populaires (les Proms de Hyde park), il apparaît qu’un débat sur l’identité nationale en Grande Bretagne est superflu.

*Officier d’origine EMIA, de l’arme des Transmissions, le chef de bataillon PIQUET a servi notamment en CIRAT et suit actuellement une scolarité à l’Institut de Stratégies et Techniques de Communication de la faculté catholique de Lille en vue d’obtenir un diplôme technique. Elle s’intéresse donc particulièrement à la problématique de la communication de recrutement. Elle a réalisé son stage de master 2 au service de communication de l’état major des forces terrestres britanniques (l’équivalent du SIRPA terre).*

# L’externalisation

# du transport routier de surface



*Par le capitaine (TA) Laurent SOUBIROU*

***La transformation et l’adaptation du soutien entraînent la réorganisation de certaines structures et activités. Dans quelle mesure l’externalisation du transport routier de surface est-elle envisageable? Quels peuvent en être les risques et bénéfices attendus?***

*«Vouloir justifier un outil militaire par rapport à une menace bien définie me paraît aujourd’hui hasardeux (…) il faut avoir l’humilité de reconnaître que nous pouvons avoir besoin des forces armées pour la seule raison que l’on ne sait pas très bien ce qu’il peut se passer».*

Général Georgelin[[68]](#footnote-68)

**D**ans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP), le ministère de la Défense s’est lancé dans un processus de transformation de l’outil de Défense. Cette transformation a pour objectif d’adapter, en les rationalisant, les capacités opérationnelles des armées au nouveau contexte géostratégique décrit par le Livre blanc.

Un des quatre volets de cette réforme est la réorganisation des soutiens pour un meilleur service aux forces. Dans ce cadre, la synthèse «transport et logistique», établie par l’équipe d’audit Défense datée du 25 mars 2008, propose l’externalisation[[69]](#footnote-69) totale[[70]](#footnote-70) du transport routier de surface.

Cette externalisation totale du système des transports routiers de surface est-elle réalisable et si oui à quel coût? Ne risque-t-elle pas d’entraîner à moyen terme une décision de réduction des capacités de transport militaire? Une externalisation partielle ne serait-elle pas plus opportune?

En première approche, le maintien de certaines composantes du transport de surface semble impératif dans l’intérêt des forces armées. Une externalisation partielle pourrait alors permettre aux formations militaires en charge du transport de soutien de se recentrer sur leur cœur de métier tout en maintenant une qualité de service optimale.

**Les transports interarmées de surface**

Créé en juillet 2009, le centre des transits et des transports de surface (CTTS) est implanté à Montlhéry. Organisme à vocation interarmées (OVIA), il combine les moyens des armées de l’Air et de Terre. Il a pour mission de mettre en œuvre les transports de soutien courant et de pré et post acheminements, soit 120.000 tonnes de fret transportées annuellement réparties en 80.000 tonnes pour l’armée de Terre et 40.000 pour l’armée de l’Air.

Il met également en œuvre les transits de surface des armées et le transport de personnel par voie ferrée, au titre des trains spéciaux militaires.

L’organisation du transport routier militaire s’appuie sur deux systèmes:

* le système de transport régional qui repose sur la massification du fret sur dix plates-formes interarmées, réparties sur le territoire métropolitain;
* le système de transport national dont la mission est de transporter le fret en camions complets (tractions directes), le fret sensible ou conteneurisé à destination ou en provenance des opérations extérieures, le fret urgent quels que soient son poids et son volume et les munitions.

L’organisation et la coordination de ces systèmes sont assurées par les trois bureaux qui composent le CTTS:

* + Le bureau pilotage études réglementation (BPER), en charge des études liées aux transports, du pilotage et du suivi budgétaire;
  + Le bureau conduite des transports (BCT), responsable de la mise en œuvre des transports de surface en France continentale. Son domaine d’action peut être étendu au-delà des frontières sur ordre du centre multimodal des transports (CMT).

Il a en charge:

* + - l’organisation et la conduite des transports de surface de soutien courant par voie routière, par voie ferrée et par voie navigable;
    - la mise en œuvre des transports de pré et post acheminements stratégiques en métropole en liaison avec le BMOTS.
      * Le bureau mise en œuvre des transits de surface (BMOTS), héritier du centre opérationnel des transits interarmées de surface (COTIS), est plus spécialement chargé de l’armement des structures de transit et de l’organisation des pré et post acheminements de surface.

**Externalisation des transports de surface**

La synthèse de réforme sur les transports et la logistique, établie dans le cadre de la RGPP, milite pour l’externalisation totale du transport routier de surface. À cette externalisation «globale» nous pouvons opposer des solutions viables qui reposent sur différents degrés d’externalisation de cette fonction.

* ***Externalisation totale des transports de soutien routiers de surface préconisée par l’audit Défense***

Dans cette option, toutes les composantes du transport routier de surface (transport régional et national, lignes régulières, tractions directes et pré et post acheminements) sont transférées à un transporteur civil.

Cette solution permet de recentrer le personnel militaire sur son cœur de métier et de préserver les vecteurs. En cas de crise majeure, avec projection de tous les régiments du Train et utilisation intensive des moyens dédiés de l’armée de l’Air, il n’y a pas nécessité de mobiliser des capacités de réserve aptes à assurer les transports en métropole.

En revanche, elle présente l’inconvénient d’entamer l’opportunité d’entraînement des unités de transport des régiments du Train et d’obérer la rentabilisation des moyens militaires de transport non engagés. À moyen terme, si cette solution était retenue, le risque d’une réduction du nombre de régiments du Train et de la suppression de postes dédiés dans l’armée de l’Air se ferait certainement sentir.

Ce re-dimensionnement des capacités conservées en interne (par rapport aux vrais besoins et contraintes de projection) n’est pas le seul risque que court la fonction transport en cas d’externalisation. En effet, ce transfert vers une entreprise civile pourrait s’accompagner d’une perte de savoir-faire logistique (transport, gestion et suivi du fret) et aurait alors des répercutions sur le transport opérationnel. De plus, d’un point de vue social, le transport de surface permet aux conducteurs poids lourds des armées de Terre et de l’Air d’acquérir une expérience professionnelle qui peut leur assurer en fin de contrat militaire des débouchés dans le secteur civil du transport, secteur déficitaire.

Enfin, les transports de surface ont actuellement pour objectif la satisfaction du client militaire ou civil (industriels produisant pour les armées). Un transfert de cette fonction vers une entreprise civile pourrait faire basculer cette logique vers une logique commerciale moins souple et surtout moins réactive.

La solution qui consisterait à externaliser le transport de surface dans sa globalité, c'est-à-dire incluant les pré et post acheminements est donc d’emblée écartée car elle n’est pas viable eu égard à la spécificité et à la sensibilité de cette mission.

* ***Sous-traitance du transport régional et du transport national inter PFIA***

Cette deuxième solution se caractérise par le transfert, vers une entreprise civile, du transport national de fret entre les différentes plates-formes, et du transport régional. Elle s’accompagne aussi de la fermeture des PFIA et de la prise en compte du système d’information par le prestataire civil. En revanche, les tractions directes et les pré et post acheminement restent dans la main des Armées.

Les avantages attendus du recours à la sous-traitance, dans ce périmètre, pourraient être les suivants:

* + économie des moyens (préservation des potentiels des véhicules pour des missions opérationnelles ou d’entraînement) et recentrage du personnel militaire sur son cœur de métier;
  + éventuellement une économie financière. En effet, le coût des transports routiers militaires est évalué de manière marginale (il ne prend en compte que les frais de carburant, d’autoroute, de téléphone et les indemnités versées au personnel militaire en mission) ce qui le rend artificiellement compétitif par rapport au coût d’une prestation de transport civile.

Le coût global assumé par les armées pour une prestation de transport militaire (coût tenant compte de la totalité de la solde du personnel assurant le transport, de la maintenance des véhicules, de leur amortissement, des frais de fonctionnement du CTTS et des spécificités de cette prestation militaire (faible taux de remplissage des vecteurs, équipage double, frais de fonctionnement des gîtes d’étape, véhicules peu adaptés au transport en métropole – le VTL-R est un véhicule tout chemin qui consomme en moyenne du 56l/100km)) est immanquablement supérieur au prix d’une prestation équivalente assurée par un transporteur civil qui s’appuie sur des vecteurs récents et économiques et sur un réseau bien implanté pour réduire ses coûts.

* meilleure disponibilité des moyens militaires dans le cadre de la mission de pré et post acheminement de fret pour les opérations extérieures ou en cas d’intervention impromptue à caractère humanitaire ou d’aide à la population (le CTTS a ainsi été mis à contribution sans préavis pour assurer le pré acheminement de fret de la sécurité civile projeté en Haïti).
* ***Sous-traitance du transport régional avec maintien des PFIA***

Cette option maintient les plates-formes de massification du fret. Le transport national est assuré par l’armée de Terre et l’armée de l’Air. En revanche, la distribution du fret après éclatement vers les différents abonnés des PFIA est réalisée par des transporteurs civils qui s’appuient sur leur propre réseau régional.

Cette option présente les avantages suivants:

* réduction de la facture en personnel et en matériel demandée aux régiments du Train et aux bases aériennes (plus besoin de véhicules spécifiques du type véhicules utilitaires légers);
* économie d’échelle car ces transports vers le client final sont difficilement optimisables du fait de la non bi-directionnalité du fret (retour à vide).

L’optimisation du transport interarmées de surface peut être appréhendée à l’aune d’au moins trois options d’externalisation ou de sous-traitance. Ces options sont classées par ordre décroissant d’importance de la part de prestation transférée à une entreprise tierce. Quelles qu’elles soient, ces options doivent permettre une économie de moyens en personnel et en matériel, une économie financière mais, aussi et surtout, elles ne doivent pas entamer la qualité de service offerte par le système militaire à ses abonnés.

Dans ce cadre, la 2ème solution, qui consiste en la sous-traitance du transport régional et du transport national inter PFIA, est celle qu’il serait souhaitable de retenir. En effet, elle répond aux critères d’économie de moyens tout en assurant une réponse aux spécificités militaires (pré-acheminement de fret sur court préavis, réponse à des demandes urgentes, discrétion requise pour certains transports ou acheminements).

L’externalisation totale du transport routier interarmées de surface, telle qu’elle est préconisée dans la synthèse de la réforme «transport et logistique» établie par l’équipe d’audit Défense, présente le double risque de dégradation de la qualité de service et de réduction capacitaire de la fonction transport des armées.

L’analyse des différentes alternatives à l’externalisation totale du transport routier de soutien milite pour une sous-traitance limitée au transport régional et au transport national inter PFIA. En effet, seule cette option assure un maintien pérenne et une utilisation optimale des capacités de transport militaire telles qu’elles existent aujourd’hui, tout en permettant un recentrage sur le cœur de métier des unités en charge du transport de soutien.

*D’origine EMIA, le capitaine (TA) SOUBIROU a commandé une compagnie au 92ème Régiment d’Infanterie. Il suit une formation à l’École Supérieure des Transports afin d’obtenir un diplôme technique Soutien logistique des forces.*

## Leçons d’histoire

**Par le colonel Michel GOYA,**

*de l’Institut de recherche stratégique de l’école militaire*



# Comment «transformer» une armée

# en deux semaines?



***À*** *la fin du mois d’août 1914 lors de la «la bataille des frontières», les cinq armées françaises livrent leurs premiers combats et se brisent toutes sur des forces allemandes mieux adaptées à la guerre moderne. Les pertes sont immenses[[71]](#footnote-71) et les lacunes tactiques qui apparaissent sont innombrables: dédain pour le renseignement et les mesures de sûreté, absence de liaisons entre les unités et les armes, attaques directes absurdes, mauvaise utilisation des mitrailleuses, médiocrité du tir de l’infanterie, etc... Pourtant, à peine deux semaines plus tard, du 4 au 10 septembre, cet instrument meurtri et si imparfait parvient à stopper et refouler l’armée allemande sur la Marne avant de la contenir à nouveau lors de la «course à la mer». Expliquer ce redressement par le courage du soldat français et l’énergie de ses chefs serait incomplet car ces qualités existaient déjà en août. Un autre facteur a joué et Joffre le décrit dans ses mémoires: «Si le succès répondit à mon attente sur la Marne, c’est pour une très grande part que nos armées n’étaient plus au début de septembre celles des premiers jours de la guerre».*

##### La «transformation» la plus rapide de l’histoire militaire moderne

L’infanterie est la première à souffrir de la découverte de la puissance de feu moderne. C’est donc aussi la première arme à se transformer. Le 15 août, le 8ème Régiment d’infanterie attaque le château de Dinant. Trop serré, il est frappé par des mitrailleuses allemandes. Le chef de corps ordonne alors d’oublier les attaques en ligne à un pas d’intervalle et fait manœuvrer ses compagnies par demi-sections autonomes[[72]](#footnote-72). Le 25 août, le général Fayolle note dans son carnet:

*À la 70ème division, catastrophe entre 7 et 9 heures dans l’attaque d’Hoéville: il y avait beaucoup trop de monde en ligne. Il n’y a eu aucune reconnaissance, aucune préparation par le feu. Comment cela a-t-il pu se produire? Pas de patrouilles de combat, pas d’éclaireurs, les masses d’hommes inutiles! Aucune préparation. C’est fou.*

Dès le lendemain, l’esprit et les méthodes ont changé: *«On recommence, mais cette fois très prudemment, très lentement. La leçon a été bonne* […] *Je marche par bonds sous la protection de toute l’artillerie et après reconnaissances faites*». Alors que la 13ème division d’infanterie (DI) bat en retraite en Lorraine, un de ses officiers raconte comment ses hommes ont évolué:

*Ils pressentaient la supériorité des moyens de l’ennemi et voulaient tout mettre en œuvre pour y remédier. D’où leur merveilleuse aptitude à coller au feu. D’où leur étonnante maîtrise dans ces retours offensifs qui devenaient pour l’ensemble de nos armées, un des procédés de manœuvre les plus efficaces.*

Il décrit également comment ils apprennent à fortifier les villages, à coordonner leurs actions avec les batteries de 75 et les sections de mitrailleuses renforcées de pièces récupérées dans les dépôts. Déployés sur la Marne, ils développent par kilomètre de front une puissance de feu quatre fois supérieure à celle des premiers combats et lancés ensuite dans la «course à la mer», deux bataillons improvisent une manœuvre motorisée avec des camions réquisitionnés.

En défense, les unités comprennent vite que la seule parade efficace contre les mitrailleuses et l’artillerie réside dans l’enfoncement dans des trous de tirailleurs qui sont ensuite reliés entre eux pour faciliter les liaisons puis recouverts de fils de fer barbelés. À partir du Grand couronné de Nancy dès août 1914, le front se cristallise progressivement à l’initiative des fantassins et à l’insu du haut commandement. Dès la fixation du front, des hommes commencent à s’infiltrer dans le *no man’s land, snipers* isolés d’abord puis petits groupes qui initient les corps francs. L’adaptation de l’artillerie est aussi spectaculaire. Harcelée par les pièces lourdes allemandes d’une allonge supérieure, en décalage fréquent avec des fantassins avec qui les possibilités de transmissions sont limitées, l’artillerie de campagne a les plus grandes difficultés à appuyer les attaques, seule mission prévue pour elle. Pour y remédier, on improvise des tirs de 75 à longue portée avec enfoncement de la crosse, mode d’action non réglementaire. Dès le 7 août 1914, une batterie du 2ème corps ravage à 5.000 mètres un régiment de cavalerie allemande, bien au delà des tirs pratiqués sur les polygones. À la fin du mois d’août, à la bataille de la Mortagne, le général Gascouin fait tirer à 9.500 mètres sur des rassemblements ennemis. Il emploie pour cela des obus à balles munis de fusées destinées aux tirs contre avions et fait retirer des places fortes trois ballons captifs pour assurer le réglage. Simultanément, Joffre autorise le prélèvement de pièces lourdes dans les places fortes. Dans la deuxième semaine d’août, la IIIème armée reçoit six batteries de 120mm prélevées à Verdun. Dans la nuit du 27 août, la Ière armée est renforcée par trois batteries lourdes venant d’Epinal. Guidées par un ballon et trois avions, elles ouvrent le feu le lendemain à la grande surprise des Allemands.

Indispensable pour ces tirs indirects, le réglage aérien, non prévu par le règlement aéronautique, se développe à grande vitesse. Le 6 septembre, à Montceau-lès-Provins, le colonel Estienne utilise les deux avions démontables qu’il avait fait construire lorsqu’il commandait l’école d’aviation de Vincennes, et parvient à détruire complètement un groupement d’artillerie allemand. Plusieurs corps d’armée récupèrent des aéroplanes dans les dépôts et forment des observateurs. Mais comme les Allemands font également du réglage aérien, on développe la défense contre avions et on apprend à camoufler les pièces. On organise également l’occupation permanente des positions de tir, de nuit comme de jour, leur fortification, la coordination avec des éléments de ravitaillement éloignés, toutes choses qui ne sont pas dans le règlement de manœuvre de 1910 qui ne décrit que des manœuvres très mobiles.

La coopération avec l’infanterie et le guidage des pièces à distance sont rendus possibles par la récupération de matériel téléphonique dans les bureaux de poste ou acheté à Paris et même en Suisse. Des officiers d’artillerie sont détachés auprès de l’infanterie et le commandant du régiment d’artillerie divisionnaire devient partout le conseiller du général, laissant à son second le soin d’organiser le tir. Pour faciliter les ordres et intervenir plus vite et plus fort, l’artillerie est souvent groupée en masse, avec parfois 30 batteries comme au 1er corps.

Toutes ces adaptations se généralisent très vite et permettent de profiter à plein des capacités du canon de 75. Le 6 septembre, sur la Marne, le 15ème régiment d’artillerie stoppe à lui seul un assaut allemand en tirant à bout portant. Le 10 septembre, à la Vaux-Marie, une violente attaque de l’armée du Kronprinz est clouée sur place par une action en masse de toute l’artillerie du 6ème corps français. À partir du 7 septembre, pour échapper à l’artillerie française, les Allemands tentent des attaques massives de nuit mais à l’imitation de la Ière armée, qui a appliqué cette méthode dès le 24 août, les corps généralisent les barrages d’alerte nocturnes. Dans l’offensive qui suit la victoire de la Marne, plusieurs divisions font avancer les fantassins derrière les premiers barrages d’artillerie, murs d’obus qui bondissent de 100 mètres à intervalles réguliers.

L’adaptation de la cavalerie est beaucoup plus difficile, car le cheval est incapable d’évoluer face à la puissance de feu moderne. En Lorraine, Ardennes et Belgique, chacun des trois corps de cavalerie subit, chacun à son tour, un échec sanglant. Pendant la bataille de la Marne, on parvient péniblement à former un groupement de 1.800 cavaliers pour mener un raid sur les arrières ennemis mais à l’issue de cette bataille, la cavalerie, épuisée, est incapable d’exploiter la victoire. Pour tenter de s’adapter, les corps de cavalerie improvisent des groupes d’automitrailleuses à base de véhicules civils transformés ou incorporent parfois des bataillons d’infanterie sur camions, embryon des futures unités motorisées. Surtout, ils s’efforcent d’accroître leur capacité de combat à terre quitte à piller les entrepôts de l’arrière pour y trouver les outils et les mitrailleuses qui leur manquent. Des bataillons à pied sont également créés en démontant des escadrons. Ces innovations restent néanmoins limitées.

L’aviation démontre en revanche très rapidement son utilité en fournissant des renseignements décisifs comme la découverte du mouvement de l’armée von Kluck prêtant le flanc devant Paris à la VIème armée française, puis on improvise le réglage d’artillerie dès qu’une partie du front se stabilise. On assiste également à de multiples expérimentations spontanées, comme les vols de nuit ou les essais photos. Des agents sont transportés sur les arrières de l’ennemi. Chaque équipage prend aussi l’habitude de s’armer, pour se défendre en cas d’atterrissage forcé, et de profiter des missions de reconnaissance pour frapper les concentrations de troupes avec quelques bombes ou boites de fléchettes. Les 14 et 18 août 1914, deux avions français bombardent les hangars Zeppelin près de Metz, et très rapidement les pilotes recherchent le duel. Pendant que Roland Garros et de Rose reprennent les expérimentations qu’ils avaient initiés avant guerre, le capitaine Faure de l’escadrille V24 demande à l’industriel Gabriel Voisin d’installer une mitrailleuse légère Hotchkiss sur l’avant de ses appareils (l’hélice est à l’arrière). Le 5 octobre, Frantz et Quenault, de cette escadrille, obtiennent la première victoire aérienne de l’Histoire.

##### Les rigidités de l’armée française de 1914

Pour comprendre ce redressement spectaculaire, il faut partir de l’hypothèse de l’influence de près de mille ans de prédominance aristocratique dans le corps des officiers; prédominance à peine interrompue par la Révolution et le Premier empire, et tacitement reconduite par le mimétisme de la bourgeoisie.

La conséquence première de cette culture aristocratique est un rapport très affectif à la fonction. Le «devoir» est le moteur principal de l’action et chacun a une conscience nette de ce qui est noble et de ce qui est déshonorant. Il y a des unités prestigieuses, comme les bataillons de Chasseurs à pied et d’autres qui le sont beaucoup moins comme les unités de réserve. Il y a des «cœurs de métier», comme le service du canon de campagne de 75mm et des «périphéries» délaissées, comme le service automobile qui appartient aussi à l’artillerie (et qui refuse les premiers projets de chars, trop éloignés du vrai métier). Il y a des attitudes nobles comme le duel à cheval à l’arme blanche[[73]](#footnote-73) et d’autres déshonorantes comme s’enterrer. Ce sens de l’honneur est aussi très important dans les rapports hiérarchiques. Le chef est très respecté et la loyauté à son égard est une vertu majeure, mais du même coup il est jugé offensant de contrôler ses subordonnés. Ainsi chaque individu, chaque régiment, chaque grand commandement est animé d’un profond sens du devoir mais se considère comme une puissance souveraine qui n’a vraiment de comptes à rendre qu’à sa conscience. On aboutit ainsi en 1914 à une juxtaposition de «fiefs» et «baronnies» aux chefs chatouilleux de leurs prérogatives, ce qui ne facilite par la coopération et pousse à privilégier les solutions internes, d’où de nombreuses redondances de structures.

L’étagement est aussi social. On distingue d’abord nettement entre les hommes de troupe et le corps des officiers, ces derniers estimant par tradition avoir le monopole de certaines vertus. Cela se traduit de multiples façons. On refuse l’arme automatique car le fantassin gaspillerait les munitions. Il ne peut d’ailleurs tirer que par bloc de section sous les ordres d’un officier. Dans ses deux années de service, le canonnier de 75 n’est jugé capable que d’effectuer quatre types de tir alors qu’il en fera vingt-quatre pendant la guerre. Le parachute est refusé car les pilotes en profiteraient pour s’enfuir. On refuse le combat de *snipers* jugé trop indépendant, etc…À l’intérieur même du corps des officiers d’avant guerre, on distingue aussi très nettement entre les officiers directs (saint-cyriens et polytechniciens, qui ne servent pas dans les mêmes armes et ne se saluent pas) promis par leur titre aux plus hautes fonctions, les semi-directs qui dépasseront rarement le grade de capitaine et les officiers de réserve, qui subiront l’ostracisme jusque pendant la guerre. Pour les directs, il y a encore l’étage supérieur de l’École supérieure de guerre (ESG), qui seul donne, implicitement, le droit d’écrire mais avec une prédilection pour les sujets «nobles» et non les questions terre-à-terre techniques ou tactiques.

Ce système extrêmement rigide en apparence comporte toutefois des éléments plus ou moins cachés qui autorisent la souplesse. Il y a d’abord les solidarités horizontales, les promotions d’écoles en particulier, qui permettent de franchir les barrières des «fiefs». D’un autre côté, le sens du devoir qui anime les hommes stimule l’initiative et la faiblesse du contrôle procure une liberté d’action pour les expérimentations, les bricolages ou les arrangements, mais à condition de respecter les formes. Il y a ainsi dans les corps de multiples innovations mais qui restent cachées car contraires aux idées officielles ou parce que l’énergie nécessaire pour les imposer à l’ensemble du système serait trop importante.

Au niveau de la réflexion doctrinale, au lieu d’avoir un organisme centralisé qui s’inspirerait des réflexions de multiples compétences, l’armée française d’avant 1914 dispose de multiples chapelles rivales (État-major de l’armée, ÉSG, Conseil supérieur de la guerre, directions d’armes du ministère) mais toutes peuplées d’officiers brevetés issus du même moule. Jusqu’au début du XXème siècle au moins, il est encore possible d’y associer la tradition de la prouesse héroïque, issue de la cavalerie féodale et qui imprègne les armes de mêlée avec l’autre tradition, celle du feu et de la méthode des armes savantes (l’armée du Roi), portée par les Polytechniciens. Mais à partir du ministère André, ces derniers renoncent massivement à la carrière militaire. À la veille d’une guerre où l’élément technique sera essentiel, une seule tradition domine alors, portée à son paroxysme par le renouveau spiritualiste de l’époque, pour donner l’«offensive à outrance»[[74]](#footnote-74). Mais il est vrai aussi que le cloisonnement français présente l’avantage de tempérer les théories les plus extrémistes. Beaucoup de généraux de haut rang refusent ces idées et beaucoup de commandants de compagnie, qui restent en moyenne dix ans à leur poste, n’écoutent pas ce qui vient de Paris. L’hétérogénéité se poursuit donc aussi dans le domaine des idées.

##### Le principe de «la patrie en danger»

Ce système qui peine incontestablement à évoluer dans le temps de paix s’avère en revanche étonnamment efficace en temps de crise car lorsque la «Patrie est en danger», certaines attitudes changent d’un seul coup. Résister à l’arbitraire du chef devient ainsi contraire à l’honneur car il peut remettre en cause l’existence de l’unité, de l’armée, voire de la nation tout entière. De 1911 à 1914, Joffre éprouve les plus grandes difficultés pour changer un corps des généraux qu’il estime sclérosé[[75]](#footnote-75). Pourtant, dans les cinq premiers mois de guerre, il peut sans grande contestation «limoger» 162 généraux, soit 40 % du total, dont trois commandants d’armée et les trois-quarts des généraux de corps d’armée. Cette politique, parfois injuste, permet de faire monter des officiers compétents comme Pétain ou Fayolle.

Ensuite et surtout, lorsque les barrières s’abaissent alors d’un seul coup et que la coopération devient la règle, toutes les expérimentations cachées apparaissent au grand jour, fournissant la grande majorité des innovations décrites plus haut. Les règlements inadéquats sont très vite dépassés. Le 14 août au matin, la 13ème DI connaît son baptême du feu face au village lorrain de Plaine tenu par les Allemands. Pendant quatre heures, les charges frontales à la baïonnette se succèdent et échouent face aux mitrailleuses et aux obusiers postés dans le village ou sur les hauteurs du Donon, puis le commandant de la division ordonne à deux groupes de 75 de préparer méthodiquement une nouvelle attaque, qui a lieu de flanc. Les Allemands sont battus.

L’information monte jusqu’au sommet par les biais de multiples comptes-rendus et des officiers de liaison du Grand Quartier Général (GQG). Elle permet à ce dernier de publier, dès le milieu du mois d’août 1914, des notes particulièrement lucides sur les déficiences constatées et les moyens d’y faire face. L’information circule aussi horizontalement entre unités. En montant vers la Belgique, le 10ème corps reçoit ainsi directement une note de «retour d’expérience» du 1er corps, qui vient de se battre quatre jours plus tôt à Dinant. Mais surtout la coopération s’effectue en interne, à l’intérieur même des divisions avec des gens qui désormais vivent ensemble. Les traditions héroïques et techniques s’associent à nouveau et la coopération entre l’artillerie et l’infanterie, voire l’aviation, si déficiente avant guerre, devient d’un seul coup la clef du succès.

##### Les trois phases de l’évolution de l’armée française pendant la guerre

Le processus qui conduit à la victoire de la Marne est remarquable mais ce n’est qu’un mécanisme de correction des défauts les plus évidents[[76]](#footnote-76). Il n’est pas alors question de modifier la conduite des opérations. Mais comme les unités au front sont soumises à une pression permanente, ce processus d’adaptation est continu. Les demandes et les propositions montent la hiérarchie et finissent par former un corpus d’idées nouvelles qui conteste le paradigme en vigueur hérité de l’avant-guerre. L’année 1915 est une année de tension entre le GQG, gardien de la doctrine, et les hommes du front jusqu’à ce que l’échec de l’offensive de Champagne en octobre 1915 consacre la victoire de ces derniers.

À partir de ce moment là, on comprend que ce sont les unités de combat qui ont les informations pertinentes pour faire évoluer les choses et non plus comme avant 1914, ceux qui avaient accès aux faits d’expérience des guerres étrangères, passées ou simulées[[77]](#footnote-77). Au début de 1916, un nouveau paradigme apparaît, celui de la «conduite scientifique de la bataille», revanche des «méthodiques» sur les «héroïques». Cette doctrine échoue sur la Somme provoquant son remplacement par un autre modèle, l’«École de Verdun», et par des hommes nouveaux comme Nivelle. Le désastre de mai 1917 provoque une troisième phase dans le processus d’évolution.

Avec l’arrivée de Pétain, on abandonne l’idée d’une «formule» qui va permettre de gagner la bataille décisive. C’est la naissance de l’art opératif et le changement est alors conçu comme un phénomène normal et permanent de la guerre. L’armée française s’organise donc en conséquence et passe ainsi sans crise interne grave, sinon sans tensions, des batailles méthodiques du deuxième semestre 1917 aux batailles mobiles défensives puis offensives de 1918 jusqu’à la victoire finale[[78]](#footnote-78).

****

**On a aimé**

L’opération Turquoise

et l’armée française au Rwanda 1990-1994



## Du général (2s) Jean-Claude LAFOURCADE[[79]](#footnote-79)

**A**u printemps 1994, près de un million de Rwandais furent victimes d’un génocide.

Dans les semaines qui suivirent, sous mandat des Nations-Unies, une force internationale dénommée Turquoise, composée de 3.000 soldats français s’y déploya afin de tenter de mettre fin à ces massacres et protéger les populations.

Cette opération passa très rapidement d’une posture militaire à une action humanitaire.

En effet, le courage et l’abnégation des militaires français permit, dans des conditions particulièrement difficiles, de sauver deux millions de réfugiés, déplacés dans les collines autour de GOMA, de la faim, de la soif, de la mort, des exactions et d’une terrible épidémie de choléra.

Des années plus tard, relayé par des écrivains-journalistes, qui à l’époque, n’étaient pas présents sur le terrain, le gouvernement rwandais, mis en difficulté par la justice internationale, accusait les militaires français participant à l’opération auraient aidé les génocidaires, voire participé aux exécutions.

**Tout ceci n’est que mensonge et calomnie.**

Dans son livre, le général LAFOURCADE, commandant l’opération TURQUOISE décrit la réalité de ce qui s’est vraiment passé sur le terrain et rétablit ainsi l’honneur perdu des soldats français dont j’ai la fierté d’avoir fait partie.

# *Par le Lieutenant-colonel Marc PLAETEVOET*

**«HADES» vu par ses artisans[[80]](#footnote-80)**



## Ouvrage collectif

**C’**est toute l’histoire de ce système d’arme et de cette grande unité qui est retracée ici, de sa genèse à sa mort prématurée, sur un chemin parsemé d’embûches au gré des vicissitudes de la géopolitique.

À cette vie ont été associés ses artisans, civils et militaires, qui l’ont conçu, mis au point, réalisé et servi. Ce livre est la trace qu’ils ont voulu laisser en mettant en relief la diversité et la qualité des domaines techniques abordés, l’organisation novatrice mise en place pour la constitution d’une unité autonome, l’exhaustivité des moyens mis en œuvre pour la maintenir à un haut niveau de disponibilité opérationnelle.

Un juste hommage à cette belle aventure, abondamment illustré.

# JOFFRE: de la préparation de la guerre

# à la disgrâce 1911 – 1916[[81]](#footnote-81)



## Du général (2s) André BOURACHOT[[82]](#footnote-82)

**D**es trois maréchaux vainqueurs de la Grande Guerre, Joffre est le moins connu et le plus discuté. Nommé chef d’état-major général en 1911, il élabore un plan qui prévoit de porter le fer en Alsace et en Lorraine annexées. Dès les premiers jours de la guerre de 1914, ce plan s’avère être un échec – les Allemands enveloppant les armées françaises par la Belgique. La France est au bord du gouffre quand s’engage la bataille de la Marne, qui est finalement gagnée par les Alliés. Dans certaines sphères civiles et militaires, des voix contestent sa victoire à Joffre. La polémique va enfler dans les années suivantes, qui sont celles des hécatombes et du «grignotage» meurtrier. Sous la pression de la Chambre des députés, Joffre est destitué de son commandement à la fin 1916, après que lui a été attribuée la dignité de maréchal. Joffre a-t-il été un général incompétent ou un stratège remarquable? A-t-il été ni l’un ni l’autre ? Ce livre donne quelques éléments de réponse.

**Le général GEORGES[[83]](#footnote-83)**



**Du lieutenant-colonel SCHIAVON**

**P**ersonnage central du haut-commandement, tant dans la période d’avant guerre que lors de la malheureuse campagne de 1939-1940, le général Georges, à l’instar des «généraux vaincus», n’a, jusqu’à ce jour, jamais fait l’objet de curiosité de la part des historiens dont aucun ne lui a consacré une étude biographique sérieuse. C’est ce trou que comble magistralement l’ouvrage du lieutenant-colonel Schiavon dont la documentation est puisée aux meilleures sources, comme notamment la correspondance privée du général Georges, conservée par sa famille.

Lieutenant de tirailleurs au début de sa carrière, Georges est envoyé en 1900-1901 en «colonne» dans le grand Sud algérien, au-delà d’El Goléa, un peu au nord de Timimoun, à 600 kilomètres au sud de Laghouat. Cette expérience ne l’a pas enthousiasmé et, faute d’avoir été touché par l’envoûtement du désert, tant vanté par une multitude d’ouvrages, Georges, d’une façon particulièrement honnête, rapporte que la rudesse du milieu lui était souvent insupportable.

Grièvement blessé en août 1914, Georges passera la quasi-totalité de la durée de la guerre en état-major où son extraordinaire capacité de travail fait de lui un collaborateur très apprécié de ses chefs, qu’ils fussent Foch, Guillaumat ou Franchet d’Espérey.

Après un *cursus* fortement teinté de la culture particulière de l’armée d’Afrique par les commandements successifs d’un régiment de tirailleurs (en occupation en Rhénanie), de la division d’Alger et du 19ème Corps, Georges rejoint le Conseil supérieur de la Guerre au cours de l’été 1934. Grièvement blessé en novembre suivant à Marseille lors de l’attentat qui devait coûter la vie au roi Alexandre de Yougoslavie et au ministre français des Affaires étrangères, Barthou, son incapacité physique temporaire l’éloigne de l’accès au poste suprême, lors du départ de Weygand en janvier 1935, si tant est que ce poste lui ait été un jour destiné! Le poste échoit à Gamelin, personnalité à l’opposé de celle de Georges, qu’il cumule avec celui de chef d’état-major, concentrant ainsi entre ses mains, à la fois le commandement organique et l’opérationnel. Gamelin s’adjoint Georges comme *ad latus*. Maisl’opposition entre les caractères et les conceptions des deux chefs ne va pas tarder à apparaître, toujours tempérée par une indissoluble discipline intellectuelle chez Georges, ce qui le perdra. En charge de la présidence du groupe de travail devant rédiger l’Instruction sur l’emploi des grandes unités en 1936 (IGU 36), Georges est contraint, *in fine*, à «sortir» un document consensuel. Or cette référence en matière de doctrine d’emploi revêt une importance capitale car l’ensemble des documents d’armes en découlent. Pourtant, certaines de ses dispositions ont été intégralement reprises par l’armée américaine qui, en 1941, à partir de presque rien – l’*Army* étant alors moins importante que l’armée portugaise – allait devoir constituer le plus important outil militaire jamais conçu; il s’agit notamment de l’idée d’articuler les D.L.M. (divisions légères mécaniques) au combat en groupements tactiques, véritables ancêtres des futurs *combat commands* et autres *regimental combat team.* En revanche, s’agissant de l’emploi des chars et de la constitution des grandes unités blindées, les D.C.R. (divisions cuirassées), si Georges est bien conscient que le retard de leur mise sur pied trouve son origine dans le corporatisme ambiant, tant de l’infanterie que de la cavalerie, sollicité de passer outre et de créer une véritable arme blindée, comparable à la *Panzerwaffe* allemande, il répugne à s’attaquer de front à ces conservatismes, conscient que le soutien de Gamelin lui fera constamment défaut.

Lors de l’entrée en guerre, si la mobilisation se passe sans incident, le constat des premières opérations est sévère: en guise d’offensive dans la Sarre, l’armée française n’est capable que d’une attaque à portée très limitée par plusieurs divisions sur un front restreint pour gagner à peine 1.000 mètres de profondeur dans son dispositif. Le commandant du théâtre nord-est, puisque tel est le titre de Georges, en tire le constat amer que l’armée française est impropre à la manœuvre. À l’aube d’un conflit majeur, l’avenir s’annonce sombre! S’agissant de son titre de commandant de théâtre, il ne s’agit que d’un trompe l’œil puisque Gamelin conserve *in fine* entre ses mains la manœuvre des réserves. Qui plus est, après la réorganisation – véritablement ubuesque – du G.Q.G. en janvier 1940, les anciens bureaux du GQG Nord-Est sont répartis entre le major général, Doumenc et lui-même.

Plus grave, l’avis de Georges n’est pas pris en considération lors de la conception par Gamelin du plan «Dyle Bréda». Non content de vouloir pénétrer en Belgique jusqu’à la Dyle, coupure sur une ligne artificielle joignant Namur à Anvers, alors que Billotte, commandant le groupe d’armées concerné, jugeait beaucoup plus prudent de limiter ce mouvement au cours de l’Escaut, Gamelin le découple par une variante jusqu’en Hollande où il veut occuper les îles des deltas de la Meuse et du Rhin. Ce faisant, il lui faut affecter des moyens puissants et rapides pour effectuer cette «variante». Il y affecte donc la 7ème armée de Giraud qui, jusque là, constituait la réserve du théâtre nord-est. Quand on pense que l’armée Giraud était déployée au nord de Reims, avec notamment deux divisions motorisées, une D.L.M.et plusieurs GR motorisés, on imagine sans peine les possibilités de manœuvre offertes au commandement face à un ennemi débouchant des Ardennes! Ainsi dépossédé de ses moyens réservés, condamné à s’engager d’emblée avec la totalité de ses forces, donc sans capacité de pouvoir réagir ni manœuvrer, Georges se résigne à cette perte de liberté d’action et obtempère, non sans, au préalable, avoir soulevé et fait connaître ses objections. Pire, lorsque après la chute de Daladier, Reynaud arrive au pouvoir en mars 1940, le nouveau président du Conseil, conscient de l’aventure représentée par une telle entrée en masse en Belgique, presse Georges de lui donner son avis objectif sur la manœuvre projetée. Georges refuse l’obstacle et s’en tient à une solidarité sans faille avec son chef. Son attitude est à mettre en perspective avec celle de Pétain en 1917, face à Nivelle, dont il désapprouvait également les conceptions. Pétain n’avait pas hésité, alors, à critiquer la planification de son chef devant le ministre de la Guerre, Painlevé, le président du Conseil, Ribot, et le président de la République, Poincaré. Et pourtant, sur le fond, l’offensive Nivelle était beaucoup moins critiquable, eu égard aux principes, que la manœuvre imaginée par Gamelin qui, elle, n’en respectait aucun.

Autre faiblesse de Georges, il ne parvient pas à imposer sa volonté à l’un de ses subordonnés immédiats, Prételat, commandant le groupe des armées de l’Est, à qui il demandait instamment de se séparer d’un certain nombre de divisions, en vue de reconstituer à son profit un minimum de réserves. Le commandant du G.A. 2 a tellement tergiversé que, le 10 mai 1940, seule une seule division avait réellement quitté les intervalles de la ligne Maginot. Ce même Prételat, en juin, en dépit des ordres réitérés de Georges de faire décrocher le maximum d’unités du front de Lorraine, il les y maintint jusqu’à l’extrême limite, scellant ainsi le destin de l’ensemble de son groupe d’armées qui, totalement encerclé dut mettre bas les armes par grandes unités constituées.

S’agissant de la conduite des opérations durant la phase active de la campagne, après un moment d’abattement fâcheux autour du 15 mai, Georges parvient à se ressaisir et de fait, lorsque Weygand sera investi du commandement suprême en pleine bataille, il trouvera toujours chez le général Georges un adjoint au jugement sûr et à la parfaite discipline intellectuelle. Lorsque Weygand monte son ultime manœuvre d’arrêt sur les coupures de la Somme et de l’Aisne, partisan d’un dispositif permettant la manœuvre en profondeur, Georges l’en dissuade et le rallie à la conception d’un dispositif linéaire, conscient des limites de capacité manœuvrière de l’outil militaire.

Partisan de la nécessité de la conclusion d’un armistice dès le percement de cette ligne de la Somme, Georges s’efforce de conserver un minimum de cohésion aux armées françaises en pleine retraite.

Après un passage à la présidence des Amitiés africaines, le général Georges se retire des affaires. Présent à Vichy peu après le 8 novembre 1942, Georges, relayant en cela le général Weygand, adjure le maréchal Pétain de rallier sur le champ l’Afrique du Nord. Mais, le vieux maréchal, indécis, malléable et influençable, préfère se rendre aux arguments du général de La Porte du Theil qui lui vante les mérites de la solution du «bouclier métropolitain».

Enfin, ayant été remarqué par Churchill durant les moments difficiles de 1940, Georges est «exfiltré» de métropole par les services britanniques et touche Alger très peu de temps avant l’arrivée du général de Gaulle. Beaucoup plus averti politiquement que Giraud, Georges ne peut que constater et déplorer la totale incurie de ce dernier pour tout ce qui déborde la cadre strictement militaire. Néanmoins, il lui sera toujours, jusqu’à son éviction du CFLN, un allié indéfectible et fidèle.

Symbole du soldat brillant, mais toujours parfaitement discipliné, trop peut-être, Lyautey avait coutume de dire que la discipline ne pouvait être la même pour les généraux et les caporaux, le général Georges a certainement, comme l’indique très bien le sous titre de cet ouvrage, raté son destin qui demeure inachevé.

Ce livre, agrémenté d’une riche iconographie, d’encarts explicatifs précis et d’une lecture particulièrement aisée s’adresse à un vaste public: la richesse de son appareil critique répondra aux attentes du spécialiste ou du lecteur averti qui dispose ici d’un ouvrage de référence sur le haut-commandement français en 1939-1940, tandis que la clarté de l’exposé et la richesse de la documentation combleront le simple curieux, civil ou militaire, qui cherchera à mieux connaître cette période douloureuse de notre histoire militaire.

*Par le lieutenant-colonel C. FRANC*

**Émeutes, terrorisme, guérilla…**

**violence et contre-violence en zone urbaine[[84]](#footnote-84)**



**De Loup FRANCART[[85]](#footnote-85) et Christian PIROTH[[86]](#footnote-86)**



**L**es engagements en ville ont toujours constitué un défi pour les forces armées. Il ne s’agit pas, dans la grande majorité des cas, d’une véritable guerre, mais de situations où tous les types de violence doivent être contenus, voire combattus, alors que la mission principale reste la protection des populations et l’instauration des conditions d’une paix durable. L’ouvrage analyse la question de la violence collective, en zone urbaine, dans les opérations extérieures, et propose des réponses en termes de concepts, de méthodologie, de stratégie, voire d’organisation.

La première partie traite de l’évolution accélérée et généralisée du contexte urbain: on estime à 6 milliards le nombre de citadins à l’horizon 2015 disséminés en tout point du globe. Sous l’influence des technologies nouvelles et des médias omniprésents, le comportement de la population citadine évolue rapidement. Cette partie propose une analyse complète des zones urbaines et s’intéresse autant, sinon plus, aux aspects humains et aux réseaux qui conditionnent l’emploi des forces qu’aux aspects physiques de la ville.

La seconde partie s’attache à caractériser de façon détaillée la violence collective à travers l’étude de ses différentes formes, qu’elles résultent de mouvements spontanés ou organisés. Celles-ci sont caractérisées et leurs objectifs et stratégies détaillés.

Enfin, la troisième partie, après avoir analysé les finalités politiques pouvant conduire à s’engager en agglomération, étudie chaque cas de violence urbaine collective et propose des stratégies de réponse adaptées à chacune d’elles.

Le propos se situe aux niveaux politico-stratégique, militaro-stratégique et opératif, qui n’ont pas véritablement été explorés jusqu’à présent. Pour sa part, le niveau tactique, qui a déjà fait l’objet de nombreux écrits, n’est qu’évoqué sommairement.

Ce livre, qui fait une très large part au milieu humain, a l’ambition d’apporter un éclairage sur le problème clé des interventions extérieures en zone urbaine. Il propose une alternative européenne à la vision américaine qui prévalait encore récemment.

Au service de l’espoir

# *Récits d’un pilote de transport[[87]](#footnote-87)*



## De Philipe STANGUENNEC

**V**oilà un livre plaisant qui nous emmène dans les coulisses du transport aérien militaire au cours de ces quinze dernières années et nous en fait connaître les différents aspects à travers un ensemble d’anecdotes qui sont autant d’illustrations, graves ou cocasses, de la diversité des activités d’un équipage de Transall, alternant missions tactiques, vols humanitaires et acheminements logistiques.

D’une lecture agréable, cet ouvrage, par clichés successifs, nous entraîne aux quatre coins de la planète, nous faisant entrer dans la vie quotidienne de l’équipage et percevoir la complicité, puis l’amitié qui lie ces hommes, unis avant tout par le souci commun de remplir la mission quelle qu’elle soit.

Le capitaine Philipe Stanguennec, après une première partie de carrière comme transporteur tactique est maintenant commandant de bord d’un Airbus 310 de l’Escadron Estérel. Il est chevalier de la Légion d’honneur, titulaire de la Croix de la valeur militaire avec deux citations et totalise 6.500 heures de vol.

Directeur de la publication:

Gca (2°s) PIROTH

Comité éditorial**:**

**Gbr THOMAS,**

**Col BIZEUL,**

**Col TOURAILLES,**

**Col (H) MAZEL,**

Lcl PLAETEVOET,

**Lcl (R) MISSET**

Rédacteur en chef**:**

**Lcl PLATEVOET**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**Lcl (R) MISSET**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

Impression: Cogetefi Courtabœuf

1. **Site Internet CESAT:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/)

   **Site Intradef CESAT**: **www.cesat.terre.defense.gouv.fr** [↑](#footnote-ref-1)
2. **Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.** [↑](#footnote-ref-2)
3. Il est traditionnel de le décomposer au travers du vocable DORESE (doctrine, organisation, ressources, équipement, soutien, entraînement). [↑](#footnote-ref-3)
4. Dans des domaines tels que les systèmes d’armes, le renseignement, les relations internationales, les finances, les sciences humaines, l’infrastructure, … [↑](#footnote-ref-4)
5. Maître de conférences de l’Université Paris IV Sorbonne, détaché aux Ecoles militaires de Saint-Cyr – Coëtquidan [↑](#footnote-ref-5)
6. D. Reichel, *Le Feu (I)* et *Le Feu (II)*, 1982; *Le Feu (III)*, 1983; *Le Choc*, 1984; *La manœuvre et l’incertitude*, 1986, tous édités à Berne par le Département militaire fédéral. [↑](#footnote-ref-6)
7. Voir l’article que nous lui avons consacré dans le n° 16 des *Cahiers du CESAT.* [↑](#footnote-ref-7)
8. Le colonel Reichel lui a consacré une biographie: «***Davout et l’art de la guerre****»*, Lausanne, 1975. [↑](#footnote-ref-8)
9. Ce texte est celui d’une intervention prononcée lors du colloque organisé par «Démocraties» au Palais du Luxembourg, le 23 novembre 2009, dans le cadre du colloque «L'avenir du nucléaire militaire».

   La Rédaction remercie «Démocraties» et Monsieur Louis Gautier qui ont aimablement donné l’autorisation de le reproduire dans ce n° des Cahiers du CESAT [↑](#footnote-ref-9)
10. Conseiller maître à la Cour des comptes, Professeur de science politique à l’Université Jean Moulin Lyon III [↑](#footnote-ref-10)
11. Antony Cordesman A et Abdullah Toukan, *Study on a possible Israeli Strike on Iran’s nuclear Development Facilities*, CSIS, Washington, mars 2009 [↑](#footnote-ref-11)
12. Reuwen Pedatzur, *Le Monde*, Paris, 21 mai 2009 [↑](#footnote-ref-12)
13. Lequel plus tard servira à construire le droit de l’air, puis de l’espace [↑](#footnote-ref-13)
14. Article publié dans la lettre n°5 du Centre d’études stratégiques aérospatiales (CESA).

    **La Rédaction remercie le CESA de l’avoir aimablement autorisée à reproduire ici cet article.** [↑](#footnote-ref-14)
15. http://www.lemonde.fr/sujet/47d9/moyen-age.html [↑](#footnote-ref-15)
16. http://www.lemonde.fr/sujet/a5e8/ingrid-betancourt.html [↑](#footnote-ref-16)
17. http://www.lemonde.fr/sujet/c143/wootton-bassett.html [↑](#footnote-ref-17)
18. **NDLR: Pour des raisons d’édition cet article a été synthétisé. Sa version complète est à consulter sur les sites du CESAT:**

    **Site Internet:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/)

    **Site Intradef**: **www.cesat.terre.defense.gouv.fr** [↑](#footnote-ref-18)
19. **La rédaction remercie aussi le lieutenant-colonel Sean W. LONG, US Army TRADOC LNO qui a obtenu les autorisations nécessaires à cette reproduction**. [↑](#footnote-ref-19)
20. There are ugly rumors that the revolution in military affairs staged its own demise in order to cover its defection to China. [↑](#footnote-ref-20)
21. See, in particular, Williamson Murray and MacGregor Knox, “Thinking about revolutions in military affairs,” in their anthology, “***The Dynamics of Military Revolution, 1300-2050***” (New York: Cambridge University Press, 2001), 1-14. [↑](#footnote-ref-21)
22. Hans Delbruck, “***History of the Art of War***”, trans., Walter Renfroe (Lincoln: University of Nebraska Press, 1990), 452. [↑](#footnote-ref-22)
23. I suspect that those who crew our B-52 fleet might argue that the idea of resurrecting old hardware can be taken to extremes. [↑](#footnote-ref-23)
24. Murray and Knox, 6-7. [↑](#footnote-ref-24)
25. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-25)
26. Témoignage de Mr Patrice Franceschi au CDEF, lettre 500306/DEF/CDEF/DREX/BRECH du 10 juillet 2009. [↑](#footnote-ref-26)
27. *Commander’s Initial Assessment*, 30 août 2009, Stanley A. McChrystal, General US Army Commander. [↑](#footnote-ref-27)
28. Cf. Michel Goya, «***La chair et l’acier, l’invention de la guerre moderne (1914 – 1918)****»***,** collection Tallandier, 2004. [↑](#footnote-ref-28)
29. Cf. FT-02 Tactique générale. [↑](#footnote-ref-29)
30. Le Figaro, 29 septembre 2009. [↑](#footnote-ref-30)
31. Le Figaro, 29 septembre 2009. [↑](#footnote-ref-31)
32. Cf. Général Vincent Desportes, *Les tendances lourdes du RETEX*. [↑](#footnote-ref-32)
33. Cf. Michel Goya*, Irak, les armées du chaos*, Economica 2008. [↑](#footnote-ref-33)
34. *Transformation* : conjugaison des progrès considérables en matière de détection, de précision et de renseignement. [↑](#footnote-ref-34)
35. Cf. Général Vincent Desportes, *Les tendances lourdes du RETEX*. [↑](#footnote-ref-35)
36. Rapporté par le général Beaufre qui faisait partie de la délégation anglo-française dans son ouvrage de souvenirs *le drame de 1940.* Paris Plon. [↑](#footnote-ref-36)
37. Qui venait de perdre 1.000 appareils et un nombre équivalent de pilotes lors de la campagne de France. [↑](#footnote-ref-37)
38. Voir Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale (p58) [↑](#footnote-ref-38)
39. Lire à ce sujet l’article «Démocratie 101» du Lcl GOYA dans les Cahiers du CESAT n°6 - octobre 2006. [↑](#footnote-ref-39)
40. LOLF: Loi organique relative aux lois de finances votée en 2001, qui régit les procédures budgétaires de l’ensemble des ministères. [↑](#footnote-ref-40)
41. C’est pour pallier la déficience des moyens de transport de l’Empire que Napoléon créa le 26 mars 1807, à Ostérode, le train des équipages militaires. L’appellation (affectueuse) de ceux qui servent dans cette arme est «Tringlot», analogue à soldat, cavalier, artilleur ou sapeur. [↑](#footnote-ref-41)
42. 121ème RT, 503ème RT, 511ème RT et 515ème RT [↑](#footnote-ref-42)
43. 19 équipages – soit 38 conducteurs SPL et 19 VTLR – renouvelés tous les mois. Au niveau de l’armée de Terre, cela représente l’équivalent de 2 escadrons de transport [↑](#footnote-ref-43)
44. Politique d’Emploi et de Gestion des Parcs. À noter que les unités de transport ne disposent pas de parc d’entraînement. L’emploi des véhicules est ainsi reparti entre le soutien national et la préparation opérationnelle [↑](#footnote-ref-44)
45. Engin explosif improvisé [↑](#footnote-ref-45)
46. Mise en condition avant projection [↑](#footnote-ref-46)
47. Transport urgent de pièces de rechange par exemple au profit de l’arme du Matériel. Ces transports se font via des sociétés spécialisées dans le fret urgent [↑](#footnote-ref-47)
48. Lors de la mise en place de la mission EUFOR TCHAD en 2008, l’acheminement des véhicules entre le Port de débarquement (SPOD) de DOUALA au Cameroun et N’DJAMENA a été sous-traité à la société GEODIS [↑](#footnote-ref-48)
49. Centre des Transits et Transports de Surface [↑](#footnote-ref-49)
50. Ration de combat individuelle réchauffable [↑](#footnote-ref-50)
51. Le concept des trois « I » est développé par B. HOURCADE, directeur de recherches au CNRS, spécialiste du monde Iranien. [↑](#footnote-ref-51)
52. «Iran: «***l’irrésistible ascension***» de Robert Baer, aux éditions JC Lattès/2008. [↑](#footnote-ref-52)
53. Engagés volontaires de l’armée Terre [↑](#footnote-ref-53)
54. Région terre nord-est [↑](#footnote-ref-54)
55. Formation générale initiale [↑](#footnote-ref-55)
56. Terre Information Magazine, juillet août 2009 [↑](#footnote-ref-56)
57. «L’avenir du service national» Mr Serge Vincon, sénateur, rapport 349/1995-1996/Commission des affaires étrangères de la Défense et des Forces armées. [↑](#footnote-ref-57)
58. Defence Instructions and Notices, DIN, novembre 2008 [↑](#footnote-ref-58)
59. MoD top level messages [↑](#footnote-ref-59)
60. Guidelines for the use of social mediasites(blogs,twitter,facebook,youtube) août 2009 [↑](#footnote-ref-60)
61. youtube.com/britisharmy,twitter.com/britisharmy,facebook.com/britisharmy,audioboo.fm/profile/britisharmy [↑](#footnote-ref-61)
62. http://army.mod.uk,http://www.armyjobs.mod.uk [↑](#footnote-ref-62)
63. www.armytalk.co.uk [↑](#footnote-ref-63)
64. «L’avenir du service national», Mr Serge Vincon, sénateur, rapport 349/1995-1996/commission des affaires étrangères de la Défense et des Forces armées [↑](#footnote-ref-64)
65. ‘Safeguards rewards and compensation. [↑](#footnote-ref-65)
66. British Army Reputation Tracking,Topline Report Summer 2009 [↑](#footnote-ref-66)
67. «L’avenir du service national» Mr Serge Vincon, sénateur, rapport 349/1995-1996 [↑](#footnote-ref-67)
68. Alors qu’il était chef d’état major des armées [↑](#footnote-ref-68)
69. Externalisation: Décision consistant à confier à un tiers la réalisation d’activités précédemment assurées en interne.

    Sous-traitance: Fait pour un professionnel du transport de confier à un autre professionnel du transport de façon ponctuelle ou régulière, tout ou partie des prestations qui lui son confiées.

    Au regard de ces définitions nous parlerons d’externalisation dans le cas du transfert complet de la fonction transport vers un tiers et de sous-traitance dans les autres cas. [↑](#footnote-ref-69)
70. À l’exception du transport de matériels roulants et du carburant. [↑](#footnote-ref-70)
71. 300.000 morts et disparus français en 1914. [↑](#footnote-ref-71)
72. L’attaque en ligne avec intervalle à un pas ne sera supprimée officiellement qu’en 1916. [↑](#footnote-ref-72)
73. Avec l’arrivée de nombreux cavaliers dans l’aviation, la chasse y devient le cœur du métier au détriment de l’observation. [↑](#footnote-ref-73)
74. En 1939, c’est plutôt la tradition méthodique et scientifique qui prédomine, avec les résultats que l’on sait. [↑](#footnote-ref-74)
75. Pour obtenir la signature du ministre nécessaire à une mise à la retraite anticipée, il est même obligé de placer de placer les «cibles» à la tête des troupes de grande manœuvre pour prouver leur inaptitude. [↑](#footnote-ref-75)
76. On note le même phénomène en juin 1940, lorsque les Français se battent bien mieux sur la Somme que quelques semaines plus tôt, mais cette fois les pertes initiales sont telles qu’il ne peut y avoir de «miracle». [↑](#footnote-ref-76)
77. Jeux de guerre, grandes manœuvres, voyages d’étude. [↑](#footnote-ref-77)
78. On notera la ressemblance de ces évolutions avec celles de la philosophie des sciences passant du positivisme (la théorie est éternelle), aux idées de Popper (une théorie chasse l’autre) puis à celle de Kuhn et Lakatos (une théorie dépasse et englobe la précédente). [↑](#footnote-ref-78)
79. Ancien commandant de l’opération Turquoise [↑](#footnote-ref-79)
80. 250 pages. Contact : Association des Artisans du Pluton et du Hadès 35 rue de la Glacière 75013 Paris Tel : 01 43 31 92 80, courriel : [artisans.pluton.hades@wanadoo.fr](mailto:artisans.pluton.hades@wanadoo.fr) [↑](#footnote-ref-80)
81. Bernard Giovannangeli Éditeur [↑](#footnote-ref-81)
82. Le Général (2s) André BOURACHOT, breveté de l’enseignement militaire supérieur, ancien auditeur du Centre des hautes études militaires et de l’Institut des hautes études de la Défense nationale, a été successivement Inspecteur puis Directeur central du Génie. [↑](#footnote-ref-82)
83. Éditions ANOVI [↑](#footnote-ref-83)
84. Éditions ECONOMICA [↑](#footnote-ref-84)
85. Loup Francart, général (2°s), dirige la société Eurocrise, spécialisée dans l’intelligence stratégique, la gestion de crise et l’intelligence économique. Il a été l’initiateur des évolutions doctrinales sur l’emploi des forces dans les années 90. Il apporte maintenant sa compétence aux entreprises et institutions pour anticiper et conduire les situations de crise. [↑](#footnote-ref-85)
86. Christian Piroth, général (2°s), autrefois en charge de la coordination des études opérationnelles de l’armée de terre, a conduit ensuite des études technico-opérationnelles au profit des armées françaises. L’une d’elle portait sur la maîtrise de la violence en zone urbaine lors des opérations militaires extérieures, dont ce livre prolonge les réflexions doctrinales. [↑](#footnote-ref-86)
87. Esprit du livre éditions [↑](#footnote-ref-87)